

**LES CAHIERS DU  
CENTRE DE RECHERCHE  
SUR LES RELATIONS INTERETHNIQUES ET LE RACISME**

---

no, 10

**Intégration économique.  
Le discours de leaders d'origine libanaise  
de la région de Montréal**

par Micheline Labelle,  
Martin Goyette et  
Martine Paquin

Département de sociologie  
Université du Québec à Montréal

1993

---

**CRRIR**

**LES CAHIERS DU  
CENTRE DE RECHERCHE  
SUR LES RELATIONS INTERETHNIQUES ET LE RACISME**

---

no, 10

**Intégration économique.  
Le discours de leaders d'origine libanaise  
de la région de Montréal**

par Micheline Labelle,  
Martin Goyette et  
Martine Paquin

Département de sociologie  
Université du Québec à Montréal

1993

---

**CRRIR**

**Centre de recherche sur  
les relations interethniques et le racisme (CRRIR)**

Directrice du CRRIR

Micheline Labelle

Université du Québec à Montréal  
Département de sociologie  
C.P. 8888, succursale "A"  
Montréal, Québec  
H3C 3P8

Tous droits réservés. La reproduction d'un extrait quelconque  
de ce rapport est interdite sans l'autorisation écrite  
de la directrice de la recherche.

ISBN 2-921600-09-9

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1993

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	3
INTRODUCTION .....	7
1. REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES ET PROFILE DE L'ÉCHANTILLON .....	8
1.1 Remarques méthodologiques .....	8
1.2 Profil de l'échantillon de la communauté libanaise .....	10
2. LA RÉPARTITION DE LA MAIN-D'OEUVRE D'ORIGINE LIBANAISE DANS L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE .....	12
- Diversité de la communauté et vagues d'immigration .....	13
- Insertion actuelle dans le marché du travail .....	18
3. LE CHÔMAGE .....	23
4. LE TRAVAIL AU NOIR .....	27
5. LA SYNDICALISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE .....	32
6. L'ACCUEIL ET LA FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE .....	37
- L'accueil .....	37
- La formation de la main-d'oeuvre .....	38
7. LA DISCRIMINATION EN EMPLOI .....	41
8. LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI .....	45
8.1 Utilité des programmes .....	45
8.2 Application des programmes d'accès à l'égalité en emploi .....	47

<b>9. L'ENTREPRENARIAT</b> .....	50
<b>9.1 État actuel de l'entrepreneuriat dans la communauté libanaise</b> .....	50
<b>9.2 Fonction sociale de l'entrepreneuriat</b> .....	54
<b>9.3 Entrepreneuriat des femmes</b> .....	56
<b>CONCLUSION</b> .....	62
<b>BIBLIOGRAPHIE SPÉCIFIQUE</b> .....	65
<b>TRAVAUX ISSUS DE LA RECHERCHE <i>ETHNICITÉ ET PLURALISME. LE DISCOURS DE LEADERS D'ASSOCIATIONS ETHNIQUES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL</i></b> .....	67
<b>RAPPORTS DE RECHERCHE</b> .....	67
<b>MÉMOIRES DE MAÎTRISE RELIÉS À LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE</b> .....	68
<b>PUBLICATIONS</b> .....	69
<b>COMMUNICATIONS</b> .....	69
<b>BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE</b> .....	71

## AVANT-PROPOS

L'objectif de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal* était de faire une étude comparée du discours de leaders d'associations communautaires à caractère ethnique (italiennes, juives, haïtiennes et libanaises) sur l'immigration, le mouvement associatif, l'intégration économique, politique et culturelle des membres de leur communauté respective, et sur le rôle de l'ethnicité dans la société québécoise. Cette recherche nous a permis d'amasser une masse imposante de données discursives (terminologie, évaluations, interprétations) relatives à ces divers thèmes.

Nous appelons ici "leaders" des hommes et des femmes, définisseurs de situation et d'opinion, oeuvrant comme membres actifs et influents au sein des exécutifs d'associations à caractère ethnique (dans des postes de président, vice-président, secrétaire, coordonnateur et conseiller spécial). Les associations ethniques sont définies comme des regroupements volontaires d'individus identifiés soit à une communauté ethnique donnée, soit à un regroupement de communautés ethniques, possédant une structure organisationnelle, poursuivant des objectifs spécifiques de défense des minorités ethniques et/ou racisées, et étant reconnus dans leur communauté. Par ailleurs, les personnes interviewées ne le seront pas à titre de porte-parole de leur association ou de leur communauté d'origine mais en tant qu'individus porteurs d'ethnicité, du fait de la fonction et de leur rôle au sein de regroupements à caractère ethnique.

L'importance théorique de la recherche réside dans l'investigation d'un sujet peu traité dans la sociologie québécoise des relations interethniques, thème qui se situe au carrefour de la sociologie de la question nationale (rapports minorités et majorité). Par ailleurs, si plusieurs études et sondages ont tenté d'illustrer les attitudes et opinions qu'ont les Québécois, francophones et anglophones, face à l'immigration et à l'intégration des immigrants et des communautés ethniques, ou encore ont porté sur les diverses composantes de l'intégration effective de ces derniers, peu d'études se sont penchées sur les visions du monde relatives à l'ethnicité que véhicule l'*intelligentsia* des communautés ethniques ou de groupes d'immigration particuliers au Québec.

Sur le plan pratique, le sujet s'inscrit au coeur des interrogations et des débats actuels sur les transformations de la société québécoise et l'"identité" qu'entraînent les problématiques liées à la nouvelle immigration, au mouvement des réfugiés, à l'intégration linguistique, à la montée des tensions dues au

racisme. Nous croyons que la population et les divers intervenants dans les affaires publiques ont besoin de connaître les perspectives idéologiques que défendent les "définisseurs d'opinion" des communautés ethniques en matière de pluralisme ethnoculturel dans le contexte particulier de la société québécoise et en relation avec les problèmes que rencontre leur communauté. Ces perspectives et visions du monde ont un impact sur l'intégration des immigrants et membres des communautés ethniques au Québec et sur la dynamique des rapports qui se tissent avec la majorité québécoise francophone et les minorités ethniques et racisées. En ce sens, nous pensons que le thème de recherche choisi est pertinent sur le plan socio-culturel et politique et qu'il pourrait fournir des données intéressantes pour l'élaboration de politiques.

Le terrain a eu lieu entre février 1990 et mai 1991. La recherche a été effectuée dans la tradition de la méthode qualitative en anthropologie et en sociologie. Elle repose sur des entrevues en profondeur que j'ai réalisées auprès de 84 interviewés qui se distribuent comme suit: 22 leaders d'origine italienne (12 hommes; 10 femmes); 25 leaders juifs (Ashkénazes: 5 hommes, 8 femmes; Sépharades: 7 hommes, 5 femmes); 20 leaders d'origine haïtienne (11 hommes, 9 femmes); 17 leaders d'origine libanaise (10 hommes, 7 femmes). Plus de vingt personnes-ressources ont été consultées pour le choix des associations et de leurs leaders dans les quatre communautés.

Afin de permettre l'analyse théorique du matériel recueilli, il nous a paru nécessaire d'en dégager une première représentation d'ensemble, et ce pour chacune des quatre communautés ethniques retenues. Nous nous sommes alors fixé deux objectifs: d'une part, rendre compte de la complexité et de la richesse du discours sur les divers thèmes et, d'autre part, faire de nos rapports de recherche de véritables outils de travail, non seulement pour les phases subséquentes de l'analyse, mais aussi pour de futures recherches.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons choisi de produire une description détaillée du corpus recueilli. Tout au long de ce travail, nous avons ainsi essayé de suivre le plus possible la trame discursive, et ce malgré les inévitables répétitions et surtout malgré les frustrations qui en résultent en termes d'analyse. Ces rapports de recherche, réalisés sous ma direction, se veulent donc une description attentive de chacun des thèmes retenus. Leur conclusion n'offre pas de synthèse théorique; plus modestement, nous avons plutôt opté pour une synthèse descriptive des thèmes présentés. Première étape de travail, ces rapports constituent le support matériel pour l'analyse et l'interprétation théorique qui sont présentées dans d'autres types de travaux, les articles de synthèse notamment (voir liste à la fin du document).

On remarquera que si nous avons cherché à nous conformer aux exigences d'une analyse thématique et horizontale de contenu, nous ne nous sommes toutefois pas arrêtés à la description plus verticale des propos recueillis, comme l'aurait demandé, par exemple, une approche davantage centrée sur l'analyse de discours.

J'ai personnellement assuré la révision des extraits des entrevues. Ces extraits, reproduits dans un français standardisé, sont souvent présentés sous forme de dialogues entre moi et l'interviewé; la question apparaît alors en italique. Nous avons décidé, afin de préserver l'anonymat des répondants, de les identifier en fonction de leur sexe, de leur âge et de leur statut légal. Or, il arrive dans certains cas, que des leaders partagent le même profil, d'où l'impossibilité de retracer l'ensemble des interventions d'un même leader qui sont reproduites dans les rapports de recherche, ce dont nous souhaitons avertir le lecteur.

On notera les difficultés terminologiques qui interviennent dans le discours sur les relations ethniques. Les termes couramment véhiculés dans le lexique ethnoculturel québécois et canadien ne sont pas sans ambiguïtés ou sans connotations politiques. Comment définir les Québécois qui s'identifient comme des Canadiens français? Comment éviter les termes "communautés culturelles", "minorités visibles", "allophones", de façon systématique et cohérente? L'entreprise n'est pas facile et nous partageons largement le regard critique de plusieurs des personnes interviewées sur cette terminologie de construction de l'altérité. Néanmoins, dans la mesure où certains termes se sont massivement imposés, comme c'est le cas de "communautés ethniques" ou d'"associations ethniques", il n'est pas toujours possible d'en faire l'économie.

Nous tenons à remercier les organismes subventionnaires qui ont rendu la recherche possible: l'Université du Québec à Montréal, le Conseil de recherche en sciences humaines, la Fondation Thérèse-Casgrain, le Secrétariat d'État, Direction du multiculturalisme et de la citoyenneté, le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche. Nous exprimons également notre gratitude aux personnes-ressources pour leurs conseils lors de la constitution de l'échantillon des interviewés et aux "leaders" dont la collaboration a été exemplaire.

Plusieurs personnes ont été associées aux premières phases de la recherche, à des titres divers, et nous les remercions: Brian Aboud, Rachid Bagaoui, Diane Lessard, Dominique Michaud, Linda Petrantonio, Maria Vaccaro. Nous remercions les assistants et assistantes de recherche qui ont travaillé à



l'analyse des données: Gaétan Beaudet, Carolynne Cianci, Martin Goyette, Martine Paquin, Anne-Lise Polo, Francine Tardif, Marthe Therrien. Élise Desjardins, Martine Paquin, Francine Tardif et Marthe Therrien ont assuré la mise en forme et la correction des rapports de recherche. Les personnes ayant effectué la transcription des entrevues sont: Jennifer Beeman, Hélène Brien, Laura Bush, Irène Cartier, Denyse Therrien. Nous les remercions.

Micheline Labelle, professeure, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

N.B. Dans ce document, le masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

## INTRODUCTION

Cette étude est centrée sur le discours des leaders de la communauté libanaise de Montréal en ce qui concerne l'intégration économique des membres de leur communauté au Québec. Elle s'inscrit dans le cadre plus large de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal.*

La communauté libanaise de Montréal s'est constituée à partir de plusieurs vagues d'immigration. Les premiers émigrants de cette communauté sont arrivés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. De récents mouvements migratoires en provenance du Liban sont venus revitaliser l'ancienne communauté.<sup>1</sup>

En 1986, on recensait 8 770 Libanais de naissance au Québec. Selon les chiffres disponibles au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, environ 18 400 Libanais de naissance sont arrivés au Québec entre 1987 et mai 1991. Nous estimons ainsi que la communauté libanaise compte aujourd'hui environ 30 000 personnes au Québec (ce chiffre n'est qu'indicatif, il ne tient pas compte des Libanais nés à l'extérieur du Liban, ni des Québécois d'origine libanaise). Son réseau associatif est plutôt faible comparé aux communautés juive, italienne ou haïtienne, il compte une vingtaine d'associations. Dans la plupart des cas, les regroupements tendent à refléter la complexité sociale, confessionnelle, culturelle et politique du Liban (Aboud, 1992; Abu-Laban, 1980, 1989).

Ce rapport présente les évaluations et les interprétations des leaders d'origine libanaise sur les thèmes suivants: la répartition de la main-d'oeuvre d'origine libanaise, le chômage, le travail au noir ou le travail clandestin, la syndicalisation de la main-d'oeuvre, la formation de la main-d'oeuvre, la discrimination en emploi, les programmes d'accès à l'égalité en emploi et l'entrepreneuriat au sein de la communauté.

---

<sup>1</sup>. Selon un document du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec (*Profil des communautés culturelles du Québec*, 1991), quatre vagues migratoires ont contribué à la constitution de la communauté libanaise au Québec telle que nous la connaissons aujourd'hui. Le premier mouvement, qui se situe entre 1900 et 1936 et qui représente actuellement 9.1 p. cent de la communauté, était surtout constitué de paysans chrétiens. Le deuxième mouvement, se situant entre 1962 et 1974, est constitué principalement d'immigrants urbains et scolarisés. Une troisième vague migratoire se produisant entre 1975 et 1978 est caractérisée par son grand nombre de réfugiés. Ces deux vagues migratoires, qui représentent aujourd'hui 67.3 p. cent de la population de la communauté libanaise, sont toujours aussi scolarisées, ce qui explique leur présence importante au sein des professions libérales et des commerçants. Finalement, de 1981 à 1986, on assiste à une "immigration très diversifiée caractérisée par un bon nombre d'immigrants entrepreneurs". Cette vague migratoire constitue 23.5 p. cent de la communauté libanaise.

## 1. REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES ET PROFILE DE L'ÉCHANTILLON

### 1.1 Remarques méthodologiques

Nous n'explicitons pas ici la méthodologie globale de la recherche, que l'on pourra consulter dans Problématique générale de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours des leaders d'associations ethniques de la région de Montréal* (Labelle, 1993). La recherche a été effectuée dans la tradition de la méthode qualitative en anthropologie et en sociologie. Micheline Labelle a recueilli le discours des leaders ethniques par la technique des entrevues en profondeur, d'une durée moyenne de deux à trois heures, enregistrées sur cassettes et transcrites intégralement. Le terrain a été effectué de février 1990 à mai 1991. La méthode privilégiée ici relève d'une approche qualitative qui s'inscrit dans une stratégie visant à évaluer la diversité et la structuration des représentations ou du discours tout en gardant un certain contrôle, par saturation de l'information (Ghiglione, Matalon, 1983; Poirier, Clapier-Valladon, Raybault, 1983), sur les sources de variance de ce discours. Cette stratégie ne participe pas cependant d'une logique de représentativité et, donc, ne vise pas à démontrer le caractère représentatif des discours recueillis parmi l'ensemble des discours qui pourraient être produits sur l'expérience immigrée et minoritaire, et les questions qui y sont reliées.

La base d'échantillonnage a été constituée des associations de la région métropolitaine de Montréal correspondant aux communautés ethniques choisies. Les associations ethniques sont définies comme des regroupements volontaires d'individus identifiés soit à une communauté ethnique donnée, soit à un regroupement de communautés ethniques, possédant une structure organisationnelle, poursuivant des objectifs spécifiques de représentation des minorités ethniques et/ou raciales, et étant reconnues dans leur communauté. Dans une première phase, seuls ont été retenus les organismes dont la vocation est d'offrir des services et/ou de se porter à la défense d'intérêts politiques, économiques et socio-culturels de leur communauté ou d'un regroupement de communautés. Ces secteurs d'intervention ont d'abord été identifiés grâce au répertoire des communautés culturelles du MCCI (Québec, 1990), et grâce à la consultation préalable de personnes-ressources dans chaque communauté. Les associations appartiennent aux catégories inspirées des travaux de Louis-Jacques Dorais sur les associations vietnamiennes (1990).

La majorité des leaders proviennent d'organismes communautaires monoethniques. Un certain nombre, dans chaque communauté, a été choisi dans des associations multiethniques, lesquelles ont été

identifiées dans le répertoire du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et par des personnes-ressources oeuvrant au Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec et/ou provenant des communautés étudiées.

Deux critères ont servi à la sélection des répondants: 1) le premier renvoie à la définition du leader ethnique, telle qu'elle peut permettre d'identifier celui-ci ou celle-ci parmi les membres d'un organisme; 2) le second renvoie au sexe des répondants. En ce qui a trait au premier critère, rappelons d'abord la définition que nous avons adoptée du leader. Nous avons d'abord désigné comme "leaders ethniques" des hommes et des femmes, définisseurs de situation et d'opinion, oeuvrant comme membres actifs et influents au sein des conseils d'administration d'associations ethniques (dans des postes de président, vice-président, secrétaire, etc.). Suite à nos consultations auprès des personnes-ressources, nous avons dû élargir la notion de leader en vertu des critères subjectifs qui ont été suggérés. En effet, plusieurs des personnes-ressources ont identifié un leadership informel accolé à des bénévoles ou à des membres influents, absent des structures associatives, mais néanmoins éminemment présent. Par ailleurs, les personnes n'ont pas été interviewées à titre de porte-parole de leur association ou de leur communauté d'origine mais en tant qu'individus producteurs et porteurs d'ethnicité, du fait de leur fonction ou de leur rôle au sein de regroupements dont la raison sociale est orientée en ce sens.

Pour l'identification des leaders, les informateurs-clés consultés ont d'abord procédé à une hiérarchisation des associations de leur communauté respective, et des associations multiethniques où nous serions susceptibles d'identifier des leaders importants. Cette méthode s'inspire de la stratégie de sélection proposée par Herberg (1990) pour la collecte de l'information pertinente sur les associations ou institutions que peut développer un groupe ethnique. Ils ont tenu compte de la variabilité des orientations sociales, religieuses et politiques de ces associations.

Suite à cette étape, ils ont identifié les leaders eux-mêmes. À partir de ce pool d'informations, nous avons choisi les premiers répondants. La méthode dite boule-de-neige a également été utilisée en cours de route.

Le second critère renvoie à la nécessité de s'assurer d'une répartition équitable quant au sexe des répondants.

Les 84 répondantes et répondants interviewés se distribuent comme suit: 22 leaders d'origine italienne (12 hommes; 10 femmes); 25 leaders juifs (Ashkénazes: 5 hommes, 8 femmes; Sépharades: 7 hommes, 5 femmes); 20 leaders d'origine haïtienne (11 hommes, neuf femmes); 17 leaders d'origine libanaise (10 hommes, 7 femmes). Plus de vingt personnes-ressources ont été consultées pour le choix des associations et de leurs leaders dans les quatre communautés.

### **1.2 Profil de l'échantillon de la communauté libanaise<sup>2</sup>**

Les leaders d'origine libanaise (dix hommes et sept femmes) dont le discours fait l'objet du présent rapport de recherche, sont nés au Liban, au Brésil (un cas), au Japon (un cas), en Israël (un cas) ou au Canada (deux cas). La plupart sont issus de familles de la bourgeoisie (grands propriétaires terriens, grands commerçants, industriels) ou de la petite bourgeoisie libanaise. Les répondants nés à l'étranger vivent au Québec depuis 16,4 ans, en moyenne et leur âge moyen est de 49,7 ans.

Treize des leaders rencontrés déclarent l'arabe comme langue maternelle, les autres rapportent l'anglais, le français et le portugais. Au moment de leur arrivée au Québec, la majorité des répondants parlait très bien l'une ou l'autre des deux langues officielles au Canada, ou en avait du moins une connaissance moyenne ou faible. Interrogés sur leur niveau de connaissance du français à leur arrivée au Québec, plus de la moitié (neuf) des leaders d'origine libanaise l'ont qualifié de très bon; deux d'entre eux ont dit ne posséder alors aucune connaissance du français et deux autres ont rapporté une connaissance faible. La question ne s'appliquait pas aux deux leaders de langue maternelle française et aux deux citoyens canadiens de naissance. Par ailleurs, huit des leaders rencontrés possédaient déjà une très bonne connaissance de l'anglais à leur arrivée au Québec. Trois d'entre eux déclarent que leur connaissance de l'anglais était alors nulle, deux la qualifient de faible et deux autres de moyenne.

À la maison, le tiers des leaders rencontrés parle seulement le français. Trois utilisent le français et l'arabe, trois l'arabe seulement, trois autres le français, l'anglais et l'arabe; deux utilisent seulement l'anglais et un demier parle l'anglais et l'arabe. Au travail, sept d'entre eux n'utilisent qu'une seule langue, le français (cinq cas) ou l'arabe (deux cas). Treize autres utilisent le français comme l'une des langues d'usage au travail, sept utilisent l'anglais et huit l'arabe.

---

<sup>2</sup>. Pour plus de détail sur l'échantillon, voir Tardif, Labelle (1993).

Quinze des 17 répondants détiennent au moins un diplôme universitaire. Au moment des entrevues, les leaders rencontrés oeuvraient comme salariés dans les secteurs de l'enseignement, des organismes communautaires et religieux (la majorité des cas) ou étaient cadres ou propriétaires d'entreprises.

Treize des répondants habitent dans un quartier multiethnique. Aucun d'entre eux ne demeure dans un quartier majoritairement libanais ou canadien-anglais. Les quatre autres leaders habitent un quartier à dominante canadienne-française.

Huit des 16 leaders de la communauté libanaise occupant un emploi rémunéré considèrent qu'il n'existe pas de lien entre leur milieu de travail et les questions ethniques, contrairement à huit autres qui établissent de tels liens. Six répondants travaillent dans un milieu multiethnique, deux dans un milieu francophone d'origine canadienne-française et huit autres au sein de leur communauté d'origine.

Seulement huit des 35 enfants des leaders de la communauté libanaise interviewés ont fréquenté un cégep québécois. Sept d'entre eux ont fréquenté des cégeps du secteur public dont deux se sont inscrits à des établissements francophones et cinq à des établissements anglophones. Un dernier a fréquenté un cégep privé anglophone.

Au moment des entrevues, 12 des enfants des leaders de la communauté libanaise interrogés poursuivaient des études universitaires. Six d'entre eux ont fréquenté une université montréalaise francophone et trois ont fréquenté une université anglophone. Trois autres poursuivent des études dans une université française.

Le français est une langue d'usage de tous les enfants des leaders interviewés. Seize d'entre eux utilisent aussi l'arabe, et l'anglais est une langue d'usage pour 18 d'entre eux.

Le niveau moyen de rémunération des leaders de la communauté libanaise s'élevait à 49 667\$ par année. Les femmes rapportaient en moyenne un revenu annuel de 50 833\$, revenu moyen légèrement supérieur à celui des hommes qui s'élève à 48 889\$. Un leader a refusé de répondre à cette question. Les revenus personnels se répartissaient sur presque tous les échelons de l'échelle salariale retenue.



## 2. LA RÉPARTITION DE LA MAIN-D'OEUVRE D'ORIGINE LIBANAISE DANS L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

Quinze des 17 leaders de la communauté libanaise ont abordé le thème de la répartition de la main-d'oeuvre d'origine libanaise dans l'économie québécoise. Ce thème touche notamment les questions de surreprésentation et de sous-représentation dans certains secteurs économiques et certaines catégories socio-professionnelles, de même que la mobilité de la main-d'oeuvre (voir entre autres portes, Walton, 1981; Audet, 1987; Gagné, 1989; Labelle, 1990; Lamotte, 1991).

Quelques données secondaires sur les caractéristiques socio-économiques de la main-d'oeuvre d'origine libanaise serviront de toile de fond au discours évaluatif des leaders interviewés. Une étude récente du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (1991), se basant sur les données du recensement de 1986 fondées sur l'origine ethnique, identifie six grands secteurs d'activité pour la population active occupée d'origine libanaise: industries manufacturières (24,2 p. cent); commerce de détail (20,4 p. cent); hébergement et restauration (10,2 p. cent); commerce de gros (7,1 p. cent); services médicaux et sociaux (7,1 p. cent). Les principales professions de la population active occupée d'origine libanaise étaient: directeurs, gérants, administrateurs (22,6 p. cent); vente (15,3 p. cent); employés de bureau (11,0 p. cent); fabrication, montage et réparation (11,0 p. cent); services (9,9 p. cent). Le taux d'activité de la population d'origine libanaise était de 66 p. cent (à comparer à 62,8 p. cent pour la population totale du Québec). Le taux d'activité des femmes d'origine libanaise était de 51 p. cent (à comparer à 51,3 p. cent pour la population active des femmes du Québec).

Ledoyen (1991) montre que le taux de chômage chez les jeunes des dites minorités visibles est supérieur à la moyenne et que leur concentration dans les emplois traditionnels est plus accentuée. Chicha-Pontbriand démontre la situation des jeunes des minorités en général sur le marché du travail par les indices suivants: taux de chômage extrêmement élevé, revenus vraisemblablement inférieurs à ceux des jeunes du groupe majoritaire (en se basant sur les revenus inférieurs des adultes), surreprésentation dans les ghettos d'emploi (en se basant sur la surreprésentation des minorités visibles dans les industries du vêtement, du textile, du cuir, dans l'entretien domestique et les soins aux enfants). Les facteurs que Chicha-Pontbriand évoque pour expliquer la situation des jeunes des minorités visibles et ethniques (confusion entre les deux catégories) sont: 1) la situation générale du marché du travail (développement des emplois précaires, soit les emplois à temps partiel, à contrat et à la pige, concentrés dans les services

traditionnels des PME, non syndiqués, sans avantages sociaux, à gains faibles et à courte durée); 2) la discrimination directe (préjugés) et indirecte (biais culturels des entrevues de sélection et des tests d'aptitude, réseaux d'embauche qui ont pour effet l'exclusion), ces pratiques formant une situation de discrimination systémique (voir la discussion de cette analyse in Labelle, 1993).

Or les Libanais font partie des "minorités visibles" du point de vue de Statistiques Canada et du ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Le discours des leaders d'origine libanaise témoigne-t-il de cette évaluation et de la saisie de ces facteurs d'explication? Les thèmes de la répartition de la main-d'oeuvre, du chômage et de la discrimination en emploi permettront de l'entrevoir.

*- Diversité de la communauté et vagues d'immigration*

L'ensemble des interviewés commentent l'hétérogénéité de la communauté libanaise au Québec qui a été constituée par des courants migratoires répartis sur une longue période de temps et assez diversifiées sur le plan socio-professionnel et culturel. La situation politique et économique qui a suscité une nouvelle immigration libanaise au cours des années 1970 et 1980 renforce cette diversité.

Certains leaders distinguent deux immigrations: l'ancienne, bien insérée sur le plan économique et social, et l'immigration qui coïncide avec la guerre de 1975 au Liban. Ces leaders insistent sur les difficultés qu'ont les immigrants des dernières années à se tailler une place sur le marché du travail.

D'autres reconnaissent trois ou quatre vagues d'immigration. La première remonte à l'immigration des Libanais catholiques de rite byzantin à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ces immigrants, considérés comme schismatiques par l'Église catholique et refusés dans les commissions scolaires catholiques françaises, se sont anglicisés et constituent la fraction ancienne de la communauté. La deuxième commence vers 1962 et est composée de Libanais d'Égypte, de Libanais arméniens, de Libanais maronites, de Syriques libanais, etc. et elle est composée de professionnels et d'immigrants urbains et scolarisés. La troisième commence avec la guerre du Liban de 1975 et est composée essentiellement de professionnels réfugiés. L'immigration récente, qui a suivi d'invasion israélienne, est composée d'investisseurs, de professionnels, de réfugiés de toutes couches sociales et de couches populaires du Sud du Liban, de Chiites en particulier.

Un leader de confession grecque orthodoxe distingue trois périodes d'immigration: l'ancienne immigration grecque orthodoxe qui a quitté la Syrie et le Liban pour des raisons économiques et dont les



descendants sont bien établis aujourd'hui et assimilés; une immigration qui date des années trente et quarante; et l'immigration récente constituée de chrétiens, de musulmans et de druzes, dont la plupart seraient des professionnels, fuyant la guerre dans des circonstances désespérées, immigration qui, soulignait-il a provoqué des tensions avec l'ancienne communauté:

"Well we can begin by saying first that the Lebanese community in Montréal, it's one of the oldest and established immigrant communities. From approximately 100 years, the first Lebanese people arrived in the first wave of immigration to Canada about the turn of the century. And these people came under very difficult circumstance to Québec, and to other areas of Canada. So, our community, which is the Antiochan Greek Orthodox Christian community, is one segment of this Lebanese immigration, which came to Québec about 90 to 100 years ago. And we are one of the oldest, therefore, and largest segment of this community. But not the only one... Ethnically, the Lebanese people are ethnically one people... You have the Christian people from Lebanon who are from different churches. Yes you have the Catholic people, the Maronite people. You have the Orthodox people. You have also other groups, like the Armenian people. Like the Syrian or Syriac people. Also an Eastern Orthodox people. You have many groups, you see. So the Orthodox Lebanese community, it's one of the oldest of these groups from the Christian community who immigrated to Canada, who settled in Québec over 90 years ago, the time of their first arrival. So the community, it's well established here from that time. And there were many subsequent waves of immigration. These are for different historical reasons, for different sociological reasons. It's related to the situation in the Middle East and in Lebanon. We have basically three periods we can identify. Like the first period which was over about 90 years ago, when the original immigrants came. Many people left the Middle East at that time. And it was the time of the Ottoman of the Arab countries. It was a very difficult time. There was a starvation and great repression of the Arabic people. Especially in the area of the Levant, Lebanon and Syria. So many of the people, they left, and among them a great number of the Orthodox Christian community, to immigrate to United States, to Canada, to South America and many other places. Seeking for a better life, especially for the better socio-economic conditions for their life. And our original community came in this time.

We had another wave of immigration came during the 1930's and 40's. And again this was a result about, resulting from the specific social and political and economic situations in the area of the Arab Levant, like Syria, Lebanon, and Palestine, where our people come from. And again, a great number of the Orthodox Christian Arab people immigrate to Canada.

And more recently, we have the final or the latest wave of the immigration, from the Arabic Orthodox people, and they arrive in Canada from 1975 until today, in great numbers, increasing numbers. Which is a result also of the very difficult and deteriorating social and political and economic situation in their homeland. Like, for example, the war in Lebanon. From 1975 until today. And the continuing tragedy of the people of Palestine. Where we see a great increase in immigration of the Arabic Christian people from their homeland to the New World. To Canada, United States, South America, and other areas. So we can speak about these different, subsequent era of immigration of the Arabic people to Canada and to Québec in particular. And like I said, among them, among all of these Arabic people, one of the largest groups of them is the Lebanese Orthodox community.

The Lebanese community has Catholic Christian, Orthodox Christian, other Christian. It has Muslim, Druse, many different sects...

The old community, it's established, like I said, it's assimilated, it's for the most part a middle-class community. Socio-economically it's a more... developed. The new arrivals, most of them, many of them, were professionals, but coming under very desperate circumstances. So that even the educated, professional people of the new immigrants to our community, many of them arrived here destitute. For example, they lost all of their property, their homes, their livelihood. And were only able to immigrate to Canada with nothing, with very little. But they had their skills.

Many of the immigrants who came recently also are not educated. They are even more desperate. They came with nothing.

So this large number, there is a difference in their situation from the older community. And this caused many tension. And the church was the institution which bore this tension. Not tension between individuals, but about real social crisis for the community" (homme, 37 ans, permis de travail).

Une leader sunnite commente l'immigration récente du Sud Liban, constituée de gens à forte identité musulmane et arabe qui ont des revendications propres quant à l'apprentissage de l'arabe et du Coran:

"Avec la guerre du Liban, puis l'immigration récente de musulmans, parce que au début l'immigration était plutôt chrétienne, alors cette immigration arabisante, ce sont des gens qui sont venus dernièrement, ça ne fait pas longtemps, parce que avec le sud du Liban qui est tout à fait arabisé, avec tout le... enfin Israël quand elle a frappé, tout le problème du sud du Liban, l'immigration a ouvert beaucoup au sud du Liban, puis on trouve des quartiers du sud du Liban ici. Ces gens-là sont musulmans et sont arabisants, je veux dire Arabes. Ils se sentent, ils ont leur identité arabe. Et ces gens-là, ils veulent apprendre l'arabe. Et c'est comme ça que ça a commencé les revendications. Ce n'est pas avec les Libanais qui sont ici depuis très longtemps, ou les Égyptiens (d'origine libanaise) qui ont quitté lors de Nasser contre la nationalisation, parce que quand Nasser a nationalisé toutes les entreprises en Égypte, il y avait beaucoup d'émigrés qui sont venus ici, qui ne voulaient rien savoir avec l'arabe..." (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

Une autre leader distingue également trois périodes d'immigration: les descendants de la première immigration sont aujourd'hui surtout des commerçants et des entrepreneurs dans le textile; les immigrants de la deuxième période étaient des professionnels; les nouveaux arrivants sont encore surtout des professionnels qui se prolétarisent ou n'arrivent pas à trouver du travail:

"Dans l'économie, à partir des anciens Libanais, c'est surtout dans les textiles et les commerces. Vous avez par exemple Rossy, le magasin Rossy, c'est toute une chaîne. Il y a beaucoup de magasins de Libanais pour les vêtements et pour les commerces d'importation de produits surtout alimentaires. Et puis il y a un très grand nombre de professionnels.

*Il s'agit de l'ancienne immigration?*

L'ancienne immigration, ce sont plutôt des commerçants et des industriels. La deuxième immigration, ce sont des professionnels.

*Celle-là, vous la datez de quand, 1960?*

Oui, peut-être bien.

*Et la dernière immigration?*

A partir de 1975, tous les jeunes qui sont venus, les Libanais, c'est primordial pour les Libanais, l'instruction. C'est pour cela que nous, nous occupons d'un fonds d'aide. Parce que un Libanais n'hésite pas à sacrifier tous ses biens pour pouvoir permettre à ses enfants de continuer leurs études. Études professionnelles, jusqu'à la fin. Alors les Libanais qui sont venus après la guerre, ce sont presque tous des professionnels. Des ingénieurs, des avocats, des médecins, des dentistes, tous. En grande partie, il n'y a pas eu de commerçants de cette vague-là. Ce sont tous des étudiants qui ont pu finir leurs études. Et ils sont sortis du pays pour finir leurs études. Maintenant, il y a beaucoup de professionnels qui sont venus après, et qui ne peuvent pas travailler dans leur profession. Ils essaient de prendre n'importe quel travail. Vous allez les voir dans les usines, dans les supermarchés, ce sont tous des professionnels". (femme, 58 ans, citoyenne d'adoption)

Certains leaders évoquent les modalités d'insertion de certains musulmans chiites récemment arrivés<sup>3</sup>. N'occupant pas les mêmes espaces d'activité économique au Liban (ni le même espace géographique), les musulmans chiites récemment arrivés du Sud Liban travailleraient surtout dans les manufactures. D'autres modulent leur évaluation et distinguent parmi les musulmans les sunnites et les chiites dont la différenciation de classe au Liban a un impact sur leur insertion au Québec. Les extraits suivants illustrent ces interprétations (et les préjugés implicites qu'elles révèlent):

*"Avez-vous l'impression qu'il y a une différence dans l'intégration économique des musulmans et des chrétiens Libanais?"*

Oui. Le musulman est beaucoup plus habitué, surtout parce qu'il y a beaucoup de chiites qui viennent ici, au travail manuel. Le chiite, mais c'est plutôt un paysan. Mais le chiite est plus habitué à travailler avec des choses plus humbles, modestes.

*Vous voulez dire que si on trouvait des Libanais dans les manufactures ou dans l'entretien ménager, ce serait des chiites?"*

Ce serait plus des musulmans que des chrétiens". (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

"La plupart des réfugiés que je connais ici sont des chiites, ce sont des jeunes couples qui viennent des villages, ils ne sont pas de Beyrouth, ils sont pas des grandes villes. Et ils sont venus soit parce que leur village était détruit, soit ils voulaient essayer leur chance... ils savaient que au Liban, ils n'avaient plus aucun avenir. Donc, ils se disent autant venir ici et tenter notre chance. Ce sont des jeunes couples pour la plupart avec de très jeunes enfants, et des couples qui ne parlent pas la langue, qui ne sont pas instruits, puis qui n'ont aucune éducation et pour qui il est très difficile de s'intégrer ici" (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

---

<sup>3</sup>. L'immigration musulmane provient principalement du Sud du Liban. Elle s'inscrit dans les deux dernières vagues migratoires qui remontent au début de la guerre. Pour plus d'information, voir note de bas de page en introduction.

"Au départ, au Liban, les familles chrétiennes... elles ont deux ou trois enfants, quatre enfants au maximum. Eux, ils sont tous instruits. Dans les familles musulmanes, des bonnes familles musulmanes, la bourgeoisie, eux aussi ils ont deux, trois, quatre enfants et ils sont tous instruits et bien éduqués. Mais dans la majorité de la population, ceux qui ont 20 enfants ou ceux qui épousent quatre femmes avec 20 de chaque, imaginez-vous, alors ils ne peuvent pas avoir la même qualité de vie, ni la même instruction que ces familles qui ont trois, quatre enfants.

*Vous êtes en train de me dire que l'immigration récente chrétienne est plus de niveau socio-économique supérieur, tandis que l'immigration musulmane serait plus une immigration de classes populaires au Liban?*

Non. L'immigration, c'était pour la bonne classe musulmane, d'abord. Mais maintenant, il y a beaucoup de la classe... moyenne ou inférieure, ou la... populace, qui sont venus dernièrement, surtout en statut de réfugié. Il y a beaucoup de chiites par exemple, il y a... Même entre musulmans, entre familles chiites et sunnites, les sunnites se considèrent un peu de niveau supérieur, alors aussi dans leur famille, ils se limitent à quatre ou cinq enfants. Mais les chiites ont beaucoup d'enfants. Alors celui qui a élevé quatre enfants ne peut pas les élever de la même manière que celui qui a 20 enfants. Et déjà, en partant, lui, il n'est pas instruit, et sa femme n'est pas instruite alors ses enfants... En majorité. Quoiqu'il y a des musulmans qui sont très très bien. Par exemple, moi j'ai mes voisins d'ici, qui sont des musulmans, ils sont instruits tous les deux, ils sont de très bonnes familles tous les deux, ils ont trois enfants, et puis ils viennent tous les deux de très bonnes familles. Alors là, vous ne pouvez pas les différencier des chrétiens. Et puis ils ont fait leurs études dans les écoles chrétiennes". (femme, 57 ans, citoyenne d'adoption)

"Les musulmans et les chrétiens ne sont pas différents du tout. Dans la société libanaise, il y a l'élite, les commerçants, qui sont des musulmans, et... les grands commerçants du Liban, ce sont des musulmans sunnites. Ils se sont installés sur la côte libanaise, à côté de la mer, ça facilite le commerce... ce sont les gens qui ont de l'argent.

*On parle de ceux qui émigrent ici. Il y a autant de professionnels que de gens d'origine paysanne chez les chrétiens que chez les musulmans qui émigrent ici?*

Ah oui. C'est la même chose, c'est-à-dire que il y a des chrétiens et des musulmans, dans mon village d'origine (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

"La plupart des gens qu'on aidait au Club c'était plutôt 75 p. cent de musulmans que de chrétiens. Des chiites... ils sont pauvres... ils ne sont pas éduqués... Ils viennent à cause de la guerre, et ils viennent aussi parce que le Canada a donné une impression aux Libanais qui sont là que le Canada paie quand ils rentrent au Canada, il donne le BES. Ils rentrent, vous savez combien d'enfants les musulmans entrent? Sept, huit, neuf peut-être dix enfants, parce que moi je les connais, ils viennent chez nous. Elle a des bébés, elle est enceinte, mais j'ai dit: si la pauvreté, madame, tenez-vous bien, ça c'est dans leur religion que la femme, il faut qu'elle continue. Mais le Canada, quand ils rentrent au Québec, le BES, il voit la dame avec son mari, il y a huit enfants, vous savez combien ils tirent par mois? Et qu'est-ce qu'ils mangent? Ils mangent... du pain avec des lentilles, ou quelque chose comme ça". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

*- Insertion actuelle dans le marché du travail*

Selon un leader, on retrouve les Québécois d'origine libanaise dans tous les secteurs d'activité économique (commerce, professions libérales, ouvriers, techniciens, employés dans le secteur des services). Les gens de la dernière immigration connaissent certaines difficultés parce qu'ils doivent s'intégrer dans un contexte économique plus difficile. Selon ce répondant, il est aujourd'hui nécessaire pour les nouveaux arrivants de faire davantage appel à leur esprit d'entreprise, alors que dans "son temps" (le répondant est arrivé en 1963) les travailleurs s'intégraient plus facilement, étant tous plus qualifiés et expérimentés. Toutefois, conclut-il, il faut donner le temps aux derniers arrivants de s'acclimater à la société québécoise avant de porter un jugement:

*"Comment la communauté libanaise, avec ses différences internes, s'insère-t-elle sur le marché du travail?"*

En tout cas dans le secteur des professions libérales, les Libanais sont un peu partout. Vous avez un tas de médecins dans les hôpitaux, vous avez des ingénieurs partout, dans les compagnies, à leur compte, vous avez des professeurs d'université, des professeurs dans les commissions scolaires, des enseignants au primaire, des commerçants, des boutiquiers, puis des commerçants de tous ordres, et vous avez des employés aussi de certaines compagnies, puis vous avez des industriels.

*Puis très peu d'ouvriers?*

Dans les ouvriers, ce que moi je connais, ce sont des gens qui sont dans les garages, c'est-à-dire soit la mécanique, soit le débosselage; vous avez actuellement aussi dans le domaine des métiers comme l'électricité, la plomberie, vous avez dans les restaurants. Ce sont les secteurs que je connais. Le Libanais en général est débrouillard. C'est-à-dire qu'il est habitué à compter sur lui-même, pas tellement sur l'État. Ce qui fait qu'une fois qu'il connaît le système, il sait ce qu'il faut qu'il fasse, puis il va le faire. En général, il se débrouille, il est très entreprenant et puis il va utiliser tous les créneaux nécessaires pour arriver à se trouver un job. Mais il y a certainement des problèmes avec le nombre de gens qui sont arrivés d'un coup comme ça. Ces problèmes n'existaient pas dans mon temps, aucun problème de Libanais sans travail, des affaires comme ça. D'abord, la plupart étaient hautement scolarisés, avec une expérience de travail, soit qu'ils venaient du secteur bancaire, soit qu'ils venaient des professions libérales, soit je sais pas quoi, donc ils se sont débrouillés très bien. Puis la situation économique était moins désastreuse aussi. Actuellement, il y a des problèmes, mais on ne peut pas les juger dans l'absolu, parce que on ne sait pas, il y a une question, un facteur de temps aussi, il faut que ces gens s'adaptent aussi, puis voient un petit peu, puis il faut attendre que la crise économique qui touche tout le monde aussi soit résorbée un peu, pour pouvoir vraiment porter un jugement objectif sur ces problèmes-là concernant la communauté libanaise". (homme, 54 ans, citoyen d'adoption)

Les immigrants ou les descendants de la première immigration (au début du siècle), fortement imprégnés d'un esprit commercial, se sont concentrés dans le domaine manufacturier et dans le commerce en gros du textile surtout. Un leader fait référence à une récente étude décrivant les Libanais comme des



individus faisant preuve d'un bon sens des affaires. En effet, selon cette étude, ils "commencent par rien du tout" et "peu à peu bâtissent leur business":

*"Faites-vous une distinction entre l'ancienne vague syro-libanaise et la nouvelle vague? En ce qui concerne la situation économique?"*

J'ai le sentiment, d'après ce que je penx voir maintenant, que cette vague-là est allée beaucoup dans le commerce, et on en voit pas mal de ceux qui ont vraiment émergé et tout ça, dans le textile, fabrication et vente en gros. Il y a un de mes amis qui avait fait une étude et qui avait montré comment les Libanais arrivent, commencent par rien du tout, n'importe quoi, travailleurs dans une station d'essence ou garçons de café, etc., et peu à peu bâtissent leur business. C'est un travail de recherche sur l'immigration libanaise". (femme, 61 ans, citoyenne d'adoption)

Un leader souligne que les Libanais travaillent souvent à leur propre compte et qu'on ne peut donc pas parler de sous ou de surreprésentation dans certaines professions:

"Moi je vais vous dire une chose concernant les Libanais. Un grand nombre sont à leur propre compte. Les autres, je ne crois pas qu'ils sont moins représentés. Il n'y a pas de problèmes de ceci, je sais ce que vous voulez dire, que vous soulignez, mais parmi les Libanais, non, ils sont satisfaits". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

Plusieurs insistent sur la fierté, l'esprit d'entreprise et la débrouillardise des Libanais. Selon une interviewée, la fierté de la population active de la communauté (surtout des hommes) fait en sorte qu'elle acceptera n'importe quel emploi plutôt que de à vivre aux crochets du gouvernement. D'ailleurs, elle estime que les Libanais sont ceux qui reçoivent le moins d'assistance sociale et d'assurance chômage:

"Voyez-vous, la première migration qui a été l'immigration de gens qui avaient été persécutés, assassinés, dans les montagnes, donc ce sont des gens qui n'étaient pas très lettrés, qui n'avaient pas une haute culture, qui sont arrivés ici démunis, avec vraiment rien sur le dos. Mais il y a une chose, les Libanais sont des grands travailleurs. C'est des gens qui, que rien ne (rires), ça... Et alors ils ont travaillé très très dur et ils ont un orgueil extraordinaire, une fierté énorme, énorme. Le plus petit paysan, que vous rencontrerez dans la montagne, il a la fierté de lui-même, la fierté de sa famille, la fierté de sa race, la fierté... Le mot fierté est le mot que vous pouvez mettre, accoler à un Libanais. Il faut pas toucher à sa fierté, et vous en faites un ennemi à mort. Jamais ne l'humiliez. Il ne supporte pas l'humiliation... sociale... l'humiliation tout court en fin de compte. Alors c'est pour ça qu'il se bat tellement... Et quand vous voyez un Libanais arriver ici, les Libanais, la première chose qu'ils font, ils vont chercher du travail. Ils ne supportent pas la charité. Et ils considèrent que le Bien-être social, le chômage, etc., c'est de la charité, qu'ils se sont endettés vis-à-vis de l'État et humiliés devant leurs concitoyens et dans leur propre ego: je ne suis plus un homme. Je ne suis pas capable de faire vivre ma famille, je ne suis pas capable de prendre mes responsabilités, je ne supporte pas, c'est quelque chose qui peut me tuer, intégralement, intérieurement. Et donc, il va chercher à travailler de toutes ses forces. Et c'est pourquoi vous voyez très peu de Libanais qui sont au BES ou au chômage, c'est peut-être la communauté qui y est le moins. Parce qu'elle dit, madame McDougall et ce qu'elle dit, madame Gagnon-Tremblay, les Libanais (rires), il

y en a très peu qui vivent aux crochets du gouvernement". (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

Si les descendants de la première immigration ont connu une forte mobilité sociale et représentent à l'heure actuelle une force économique importante, par contre la dernière immigration composée surtout de professionnels (médecins, ingénieurs, etc.) connaît des problèmes importants sur le plan économique et subit une déqualification majeure. Ainsi des médecins se retrouvent dans les dépanneurs, des ingénieurs attendent que les services communautaires leur trouvent un emploi. Des tensions sociales et culturelles se créent entre les descendants de l'ancienne immigration qui constituent l'establishment et sont bien adaptés sinon assimilés à la culture canadienne et les Libanais d'immigration récente qui ont des orientations professionnelles et culturelles différentes:

"Now I mentioned earlier, when I was speaking, the Lebanese people, they assimilate quickly into the Québec society. Not so quickly, they had many years, it took them. But nowadays, many of them, from the original immigration, they are very well established. Maybe you know the Rossy stores in Montréal. So, from our community, they were able to quickly, well, not so quickly, but to successfully assimilate social, economically to the Canadian, and to the Québec circumstances. Now, the later immigration, some of them, they quickly adopted also, but this is not the case with the latest... The last wave, like I said, it's also divided, but contains a high degree of trained, professional people. I have in my office here, for example, a dossier. It has the curriculum vitae of 38 Lebanese engineers. They are arriving, immigrated to Canada recently, in the last four years. They cannot find work. We cannot find work for them. They are qualified engineers. Civilian, practical, engineers. We have the question of the equivalence of their degrees, and their Canadian experience. They cannot integrate quickly because of the particular situation. Not only now the recession, because the doctor coming from Lebanon cannot practice his profession in Québec. We have doctors, they work in the depanneur, for example, to make a living. So we have this problem. So when this generation, it arrives here in Canada, we can say the cream of the Lebanese society. You know what this means, it means they are the professional people. They cannot find work. They are over-qualified, some of them. They come here, they find also that even culturally, there is a gap between them and their brethren from the other generation. They see the other one is well established. He is more oriented to the Canadian culture. Sometimes they feel maybe some tension between them about their relationship to their economic situation, but also even culturally". (homme, 37 ans, citoyen américain, permis de travail)

Selon une interviewée, la sous-utilisation de la main-d'oeuvre qualifiée est due au manque d'expérience dans la société d'accueil, aux doutes des employeurs face à la formation professionnelle des travailleurs étrangers, ainsi qu'à la non reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger:

"Moi je pense que étant donné que les Libanais sont en majorité des gens très instruits -il y en a beaucoup qui ont des diplômes, maintenant je parle des Libanais qui ont pu finir leur (rires) diplôme avant la guerre ou pendant la guerre-, il y a en a beaucoup qui sont

placés partout comme ingénieurs, comme dans la fonction publique, etc. Mais aussi il y a les investisseurs, le petit investisseur, les PME qui ouvrent restaurants, épiceries. Certainement, les réfugiés qui viennent d'arriver aussi, on trouve ça dans toutes les main-d'oeuvre... cheap labor, on les trouve partout.

*Et l'exploitation dont vous parliez, c'est au niveau des PME?*

Bon, moi je pense que ce n'est pas juste pour les Libanais, c'est n'importe quel immigrant, la première année et la deuxième année, c'est très difficile. C'est que on arrive ici, la première question: est-ce que tu as de l'expérience canadienne ou québécoise? Non. Bon, à ce moment-là, on ne peut pas t'accepter. Et les gens sont refusés beaucoup au début, je ne vais pas le mettre sur la question du racisme ou n'importe quoi, mais c'est que l'expérience d'ici, c'est très important pour les gens, et même les diplômes d'ici. Déjà là, on met une interrogation sur l'éducation, sur l'instruction, sur l'expérience ailleurs. Puis avec la guerre au Liban, les gens savent que le travail là-bas, c'est plus ou moins; les gens restent à la maison... Alors ils arrivent, je connais beaucoup de monde qui était tout le temps refusé. Ils acceptaient des emplois qui valent, mettons dans le marché, normalement, entre 24 000 et 30 000, puis ils acceptent à 12 000 puis à 14 000. Puis ils travaillent vraiment beaucoup, mais ils disent: mais on a besoin de l'expérience d'ici, on ne peut pas. Ils doivent...

*Des emplois dans quels secteurs?*

Bon, justement hier, je parlais avec une fille qui est secrétaire légale dans un bureau d'avocats, et elle a 13 ans d'expérience dans un bureau d'avocats comme secrétaire légale. Elle a ses diplômes, elle parle l'anglais, l'arabe, le français couramment, elle écrit très bien, elle parle super, puis elle travaille full-time et overtime gratuit parce que c'est maintenant la récession, le boss dit qu'il peut pas payer. Exactement ils peuvent exploiter quand il n'y a personne qui le protège, elle est payée 14 000\$ par an". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

Dans le même ordre d'idées, une leader juge que, poussés par leur fierté et aidés par leur sens de l'"improvisation", les nouveaux arrivants feront n'importe quoi pour travailler, même dans cette période difficile sur le plan économique. Selon elle, des professionnels de la communauté acceptent actuellement une grande déqualification pour entrer sur le marché du travail, ce qu'ils ne feraient pas au Liban:

"Et ceux qui viennent actuellement, maintenant, la grande majorité, ils essaient de s'implanter, et ils essaient de se trouver du travail. Une période difficile maintenant, mais moi je n'ai pas peur pour les Libanais, parce que ils sont vraiment improvisateurs, ils improvisent pour vivre. Et ils ont tellement souffert, 15 ans de guerre au Liban, et avec ça, ils improvisaient. Vous avez vu à un moment donné des... surtout les avocats, qui ne pouvaient plus pratiquer leur profession et qui devaient travailler, alors ils vendaient n'importe quoi, ils prenaient par exemple des chaussures parfois et ils les mettaient sur leur voiture, et ils se mettaient à côté d'une grande rue et ils vendaient des chaussures, des cbandails, des serviettes, n'importe quoi. Dans leur pays, ils ont peur de travailler à n'importe quoi, ils ont beaucoup de fierté, il y a certaines choses qu'ils ne font pas. Alors ils foncent, ils veulent survivre. Et ils ont beaucoup de fierté. Et ils ne veulent pas se mettre à l'aide sociale ou demander l'aide de quelqu'un. Moi je connais maintenant des médecins qui font des chauffeurs de taxi, des serviteurs dans les restaurants, mais ils ne veulent pas être à la charge de quelqu'un". (femme, 58 ans, citoyenne d'adoption)



Le fait que certains professionnels aient été obligés de renoncer à la pratique de leur profession pour se lancer en affaires explique leur présence dans la restauration, l'import-export ou les services aux investisseurs étrangers afin de les diriger dans l'achat de terrains, de maisons, d'immeubles, commente une interviewée. Encore une fois, le sens de l'entreprise et le sens de la "créativité" auraient permis à la main-d'oeuvre de la communauté de s'adapter. Cette personne mentionne également la faible participation des femmes de la communauté à l'économie québécoise:

"Sur le marché du travail, pour les femmes, j'en connais très peu qui travaillent. Très peu. Peut-être une ou deux, c'est tout. Enfin je parle de mon cercle personnel. Pour les hommes, pour la plupart, ce sont des professionnels, donc des médecins, des ingénieurs, qui ne peuvent pas pratiquer au Québec, parce que ils n'ont pas l'équivalent de leur diplôme, qu'ils n'ont pas du tout envie de retourner à l'université pour prendre l'équivalence. Donc, ils vont ouvrir des petites compagnies ou des petits commerces comme des restaurants, il y en a beaucoup qui ont ouvert des restaurants. Il y en a beaucoup qui ont ouvert des compagnies d'exportation, import-export. Il y en a quelques-uns qui ont fait des bureaux d'immigration, c'est-à-dire encourager des investisseurs à venir ici, et puis les diriger pour investir leur argent ici en achetant des terrains, des maisons, des buildings enfin toutes sortes de choses. Donc, ils ont été pas mal créatifs dans leur besoin de travailler, mais... sans vraiment travailler dans leur propre profession. Et ce qui est très dommage". (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Le manque de coordination entre les services de recroisement à l'immigration et les différentes corporations québécoises complique la vie des professionnels immigrants. Ainsi, des professionnels comme les médecins libanais ne peuvent pratiquer la médecine au Québec. Selon ce leader, ce phénomène est attribuable aux "cliques des médecins du Québec" qui ne reconnaissent que les diplômes décernés par les universités québécoises:

"Bon, il arrive un médecin, ce que je trouve aberrant, un médecin... vous êtes Québécoise, vous partez en vacances au Liban, vous tombez malade, il y a une clinique, vous arrivez là-bas, le médecin c'est un Libanais. Il vous soigne, il vous donne des médicaments: merci docteur, je suis bien. Vous passez un bon séjour à l'hôpital ou à la clinique ou chez vous, vous êtes guérie. Ce même médecin arrive ici, il n'a pas le droit d'exercer sa profession. Ça, c'est la bourgeoisie des cliques que j'appelle, des cliques des médecins du Québec ici qui ferment la boutique pour juste les cliques qui sortent de l'Université de Montréal, des facultés de médecine et de McGill et autres facultés du Québec ici. Pourquoi? parce que ces personnes-là, ces médecins-là, pour être choisis comme médecins, ils ont passé par l'immigration. On leur a dit: bon, tu es apte à venir au Québec, il manque de médecins, donc viens au Québec, tu peux venir au Québec, tu peux exercer ton droit, mais il faut passer des tests, il faut passer tatati-tatata". (homme, 44 ans, citoyen d'adoption)

Comme plusieurs interviewés qui n'acceptent pas que les Libanais soient considérés comme faisant partie des "minorités visibles", un leader pense que les traits physiques des immigrants libanais jouent à

leur avantage. Il croit que la main-d'oeuvre de la communauté a la possibilité de s'intégrer plus facilement étant donné qu'elle ne subit pas les mêmes pratiques discriminatoires qui nuisent à une main-d'oeuvre plus "visible" comme la main-d'oeuvre d'origine baïtienne. De plus, selon ce leader, les membres de sa communauté seraient "au dessus de la moyenne" en ce qu'ils se démarqueraient des membres des autres communautés ethniques:

"Ils sont au-dessus de la moyenne. Ce sont des gens qui sont meilleurs que les autres groupes, comme les Haïtiens. On est chanceux, premièrement, on ne subit pas les mêmes préjugés raciaux. Le Québécois... le raciste québécois qui voit un "Noir" et un Libanais ne va pas comprendre que c'est un Libanais du sud, il peut nous prendre pour un Italien, il peut nous prendre même pour un Québécois si le Libanais est un peu blanc. Mais le "Noir", il souffre, parce que c'est sa couleur, ça y est. Donc nous, on peut s'avancer. Nous, on peut s'avancer plus, puis... comme j'ai dit, on s'intègre, juste à regarder, il y a des députés qui sont venus, des Libanais, il y a des grands commerçants de tissus, textile, à Montréal, ce sont en majorité des Libanais" (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

### 3. LE CHÔMAGE

Quinze des 17 leaders ont abordé le thème du chômage. Au recensement de 1986, le taux de chômage de la population active d'origine libanaise était de 12,5 p. cent à comparer à 13 p. cent pour l'ensemble de la population du Québec et à 11,3 p. cent pour l'ensemble de la population de la région de Montréal. (En décembre 1990, le taux de chômage était de 11,7 p. cent pour le Québec et de 12,1 p. cent pour la région de Montréal, selon Statistiques Canada.)

En ce qui concerne les jeunes d'origine libanaise de 15-24 ans, le taux de chômage pour la région de Montréal était de 22,9 p. cent à comparer à 18,5 p. cent pour l'ensemble de la population des jeunes de Montréal (Statistiques Canada, 1986).

Certaines personnes affirment que le chômage n'est pas un problème dans la communauté libanaise, tandis que d'autres soutiennent au contraire qu'il s'agit d'un problème important. La majorité d'entre eux estime que ce sont les jeunes de l'immigration récente qui sont les plus touchés par le chômage (sur les problèmes des jeunes de l'immigration récente liés à la guerre du Liban ou sur les problèmes liés à la question de l'identité, voir Paquin, Labelle, 1993). Les premières vagues d'immigration seraient quant à elles à l'abri d'un tel phénomène.

Cependant, quelques interviewés ne partagent pas cet avis. Par exemple, un leader estime que la question du chômage ne préoccupe pas les Libanais. Selon lui, certains membres de la communauté, assez fortunés, peuvent se montrer indépendants et se contenter d'investissements monétaires sécuritaires alors que les jeunes travailleurs d'arrivée plus récente ne chôment pas puisqu'ils vont faire n'importe quoi pour être actifs:

*"Le chômage est une question qui préoccupe les Libanais? On trouve des gens en chômage?"*

Non. Il y a beaucoup d'hommes qui ne travaillent pas, mais parce que ils n'ont pas besoin de travailler. Et ça ne leur tente pas de travailler. Un point c'est tout. Ils ne veulent pas investir leur argent... faire quelque chose dans laquelle ils n'ont aucune expérience, ils préfèrent aller dans l'immobilier, quelque chose de sûr. D'autres qui vont travailler sur le marché canadien, selon ce qu'ils trouvent. Mais ça c'est la jeunesse. Les jeunes qui arrivent, ils sont prêts à faire n'importe quoi, ils ne sont pas difficiles. L'important pour eux, c'est de travailler, pouvoir travailler". (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre leader estime que le chômage frappe moins la communauté libanaise que d'autres communautés (les "Noirs" ou les Latino-Américains, par exemple). Il fait référence à l'existence d'un réseau ethnique d'embauche et au bilinguisme (anglais-français) des jeunes travailleurs de la communauté:

*"On a un problème de chômage chez les jeunes? Ou chez certaines catégories de la population libanaise au Québec? On peut parler d'un problème de chômage?"*

Non. Pas comme les jeunes "Noirs" ou Espagnols, Latino-Américains.

*Pas d'idée du taux de chômage qui peut affecter les Libanais?"*

Non, c'est-à-dire, moi je parle de mon milieu, tout le monde travaille. Dans mon milieu, les étudiants trouvent un travail d'été. S'il ne trouve pas un travail d'été, il va travailler chez son cousin qui a un magasin, ou bien qui a un dépanneur. Sinon, il va... chercher du travail, il cherche du travail, puis il trouve. Surtout, lorsqu'on est bilingue, c'est plus facile de trouver du travail". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

D'un autre côté, des leaders affirment que les travailleurs de la communauté libanaise sont affectés par le chômage, et "qu'il y a des chômeurs chroniques (...) à cause de la situation économique" (homme, 44 ans, citoyen d'adoption). Les problèmes liés à la reconnaissance des diplômes et de l'expérience de travail dans le pays d'origine, déjà mentionnés dans le traitement du thème précédent, expliquent le chômage des immigrants récemment arrivés:

*"Vous trouvez que dans la communauté libanaise maintenant il y a un problème de chômage?"*

Oui, beaucoup, ah oui, qui frappe les nouveaux arrivés. Parce que je suis sûre et certaine qu'on préfère prendre quelqu'un qui a de l'expérience canadienne, et quand ils rentrent ici les immigrants, les pauvres, ils n'ont pas... J'ai ma cousine qui vient de rentrer, son mari était comptable en Arabie Saoudite, il est ici depuis quatre mois, il ne peut pas trouver de travail.

*Donc, ce sont des gens instruits?*

Mais oui, très instruits". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

Plusieurs personnes précisent que le chômage ne touche que les derniers arrivés, lesquels, selon une leader, sont peut-être des requérants au statut de réfugié (femme, 61 ans, citoyenne d'adoption).

Une autre leader affirme elle aussi que le chômage n'affecte que les derniers arrivants. Ces derniers, dit-elle, subissent les conséquences de la récession de la même manière que les travailleurs des autres communautés alors que les anciens, "c'est-à-dire ceux qui sont là depuis au minimum une vingtaine d'années", sont intégrés partout. Toutefois elle pense que la situation pourrait être pire si les travailleurs d'origine libanaise n'étaient pas si réticents à vivre au crochet de l'État:

"Dans la communauté libanaise, il y a presque deux communautés, les anciens et les nouveaux. Les anciens sont intégrés partout. J'en vois beaucoup en médecine, j'en vois même à la Ville de Montréal, il y en a au gouvernement du Québec. Il y en a beaucoup dans les professions, dans les métiers libres, des commerçants ou des restaurateurs, il y en a beaucoup. L'ancienne communauté, c'est-à-dire ceux qui sont là depuis au minimum une vingtaine d'années, je les vois partout. Mais les nouveaux arrivants, je pense que comme toutes les autres communautés, c'est-à-dire ils n'ont pas encore fait leur place, et le contexte économique et social actuel n'aide pas beaucoup...

*Alors les gens qui sont déqualifiés, en fait, vont dans les manufactures, ou est-ce qu'ils sont tout simplement en chômage?*

Par exemple, j'ai un ami ingénieur qui travaille dans une station d'essence. J'ai un autre ami qui est travailleur social, qui travaille comme vendeur. C'est-à-dire ils travaillent, parce que... il y a, aussi un trait culturel je pense, les Libanais se sentent comme un peu atteints si on leur dit: va sur le BES ou va sur le chômage. Donc, ils acceptent d'autres travaux". (femme, 33 ans, résidente permanente)

Un leader estime qu'il existe un taux de chômage élevé chez les nouveaux immigrants, tandis que le phénomène ne toucherait pas les "anciens" de la communauté libanaise, c'est-à-dire ceux qui sont ici depuis plusieurs générations:

*"Qu'est-il du chômage dans la communauté?*

Avec les immigrés, il y en a peut-être... 30- 40 p. cent, parce qu'ils ne sont pas encore...

*Et ça touche les jeunes ou les gens de 40-50 ans?*

Ça touche de 19 ans jusqu'à 60 ans. Et malheureusement, les gens de 50 ou 60 ans, c'est très difficile pour eux de trouver un emploi.

*Donc, un gros taux de chômage chez les nouveaux immigrants?*

Exact.

*Quand vous dites nouveaux immigrants, c'est 1975 ou 1986?*

Non, non, 86., 90. Et on voit dans les anciens, ce sont des gens très fidèles, travailleurs, qui tiennent leur position.

*Donc, pas de chômage là?*

Presque pas.

*Chez les jeunes nés ici, par exemple les gens de 20-25 ans...?*

Ah! pas de chômage". (homme, 51 ans, citoyen d'adoption)

Seuls les nouveaux arrivants font l'expérience du chômage, entre autres parce qu'"ils ont dû subir la crise économique comme tout le monde" (homme, 54 ans, citoyen d'adoption). Mais la raison principale évoquée lorsqu'on parle de chômage et de main-d'oeuvre d'origine libanaise demeurerait, selon ce témoignage, la déqualification:

"Il y a maintenant beaucoup de chômage, même des professionnels comme, prenez les architectes et ingénieurs. J'ai 65 noms chez moi, et tout ce monde est venu avec son CV parfait... Et savez-vous, quelqu'un est venu me voir il y a trois jours, il m'a dit: savez-vous ce que je dois faire, je suis en train d'étudier, de faire le cours pour faire de la mécanique. Je prends un cours de mécanique. Ça rapporte de l'argent, je suis ingénieur et je ne peux pas trouver du travail. Déjà trois mois, je ne peux plus vivre, je n'ai plus d'argent, alors je refais ça. Et alors voilà des gens qui changent de profession. Ces gens-là qui changent, c'est parce qu'ils veulent à rester ici. D'autres qui ne changent pas, ils ont essayé ailleurs, ils font la demande. Et plusieurs encore qui retournent au Liban même, qui disent: au moins la guerre du Golfe est terminée. Il y en a deux, trois qui sont venus d'Arabie Saoudite depuis un an, ils n'ont pas trouvé de travail, ils retournent maintenant en Arabie Saoudite, ils disent: nous aurons de la chance. On perd la qualité, très bonne qualité. Même des commerçants, des gens qui ont eu de l'argent..." (homme, 58 ans, citoyen d'adoption)

Certains leaders expliquent l'absence de chômage par les qualifications de la main d'oeuvre d'origine libanaise. Ainsi, une interviewée croit que les personnes qui immigrent et qui ne sont pas des réfugiés sont normalement bilingues, instruites et souvent parrainées, donc outillées pour faire face au marché du travail québécois et sont alors moins victimes du chômage. Selon elle, il semble que ce soient surtout les réfugiés "qui vivent sur le BES" ou sur le chômage:

"Il y en a du chômage partout, mais particulièrement chez les Libanais, plus que d'autres? Moi je dirais moins que d'autres parce que si on regarde la globalité, parce que là il y a un problème de chômage au Québec tout court, il y en a un problème de chômage partout, mais je ne pense pas que les Libanais ont des problèmes plus que d'autres. D'abord, parce que les Libanais qui viennent ici, la majorité parle l'anglais ou le français très bien, ça les aide beaucoup pour l'intégration. Deuxièmement, il y a un bon niveau d'instruction, ça les aide aussi. Il y a aussi les gens qui viennent sans le sou, la majorité, ils sont parrainés ou quelque chose, alors ils sont soutenus aussi. Certainement, il y a du chômage parmi les Libanais, bien sûr, et il y en a beaucoup qui vivent sur le BES aussi, parmi ces Libanais, ces réfugiés-là, ils vivent sur ça..." (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)



Une autre leader explique quelle devrait être la relation entre les immigrants et l'État de la société d'accueil. Elle pense que certains membres de la communauté libanaise sont réticents à recevoir l'aide du gouvernement et déplore même l'existence de politiques sociales permettant aux gens d'avoir un revenu sans travailler. Selon elle, le Bien-être social est " en train de... créer une génération toute jeune de retraités à 20 ans". De plus, elle estime que ce serait faire preuve d'ingratitude si les immigrants profitaient de ces politiques:

"Moi je pense que quand on arrive dans un pays qui nous reçoit aussi bien et qui est aussi généreux envers nous, je pense que ça serait bien dommage de retourner la faveur de cette façon. C'est mentir puis c'est voler. Non, je peux pas dire que... j'apprécie ce qu'ils font, non. Ils seraient beaucoup plus bonnêtes de se trouver un travail, et de donner la chance à quelqu'un qui a plus besoin que l'autre de profiter de cette somme d'argent. Plutôt que de venir ici faire absolument rien de sa vie, juste vivre aux dépens du gouvernement. Parce que finalement, ils viennent d'un pays où le gouvernement ne leur a jamais fait quoique ce soit. Donc, du moment qu'ils sont ici dans un pays qui est prêt à tout leur donner, il faut savoir apprécier, il ne faut pas seulement profiter, manipuler tout ça.

*Ce 950\$, c'est de l'aide sociale?*

Oui. Je pense que le BES... moi je n'opérerais pas de cette façon. Non. Ça ne motive pas les gens à aller chercher du travail. Je pense qu'ils devraient donner assez pour ne pas mourir de faim, mais pas assez pour qu'on dépende uniquement de ça. Il faut pousser les gens à chercher du travail, il faut pousser les gens à monter l'échelle. Il ne faut pas rester sur son séant en disant je vais recevoir mon chèque à la fin du mois, il faut plutôt aller travailler. C'est ce que font la plupart des gens. Et même si le BES veut opérer de cette façon, ils devraient aller voir de temps en temps ce que ces gens font de leur vie, essayer de leur trouver des emplois, les obliger à prendre ces emplois. Ils sont en train de... créer une génération toute jeune de retraités à 20 ans, ce sont des gens retraités qui ne veulent plus rien faire de leur vie. Ils vont passer deux ou trois ans ici, prendre leur passeport et puis... voilà". (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

#### **4. LE TRAVAIL AU NOIR**

Treize interviewés ont abordé le sujet du travail au noir. Les propos recueillis sur ce thème traitent de l'ampleur du phénomène dans la communauté ou identifient les secteurs économiques et les personnes impliqués.

Des études américaines ont démontré que certaines minorités comme les Afro-Américains sont sous-représentés dans les statistiques officielles du "business self-employment", à comparer à la population

nationale et la population immigrée (voir entre autres Waldinger, 1984). On a par contre questionné la signification accordée à ces statistiques officielles. L'activité économique, on le sait, ne se réduit pas aux activités formelles enregistrables. Loin d'être absents des entreprises et de la catégorie "travailleurs autonomes", certaines minorités occupent des niches spécialisées dans le secteur informel ignoré dans les statistiques. On réfère ici à la variété d'opérations semi-légales, légales et illégales. Ainsi, le travail indépendant dans les activités illégales et marginales représente "a part of societal bargaining over wage rates and labor standards for disadvantaged workers" (Ligbt, 1984, cité in Labelle, 1993).

L'opinion des leaders, en ce qui concerne la problématique du travail clandestin semble être assez divisée. Certains d'entre eux constatent l'importance du phénomène, mais ils prennent une position de tolérance à l'égard du travail clandestin qui constitue à leurs yeux un moyen de survie pour les réfugiés qui sont sans permis de travail. Si certains répondants ne sont pas ouvertement en accord avec cette pratique, ils demeurent tout de même indulgents puisque pour certains le travail clandestin est perçu comme une alternative qui est imposée et non choisie par le travailleur, comme l'explique le témoignage de ce leader:

"Mais il y a, par exemple, quelqu'un qui attend que son premier appel, après quatre mois, ils ne peuvent pas, ils n'ont aucun revenu, ce qu'ils font, sans nous le dire, et je le sais, on ferme les yeux, ils veulent vivre, ils veulent manger (rires), ils vont mourir, ils font du travail sous la table, ils vont travailler un peu là et là. Nous, nous leur disons: n'accepte donc pas ça, pour être devant le gouvernement, vraiment dans notre chemin de loi, absolument". (homme, 58 ans, citoyen d'adoption)

Une autre personne considère elle aussi que le travail au noir constitue un recours pour les réfugiés parce qu'ils n'ont pas d'autre alternative pour subvenir à leurs besoins:

"Au début, quand ils rentrent ici comme réfugiés, ils n'ont pas le droit de travailler avant d'avoir leurs papiers, vrai ou faux. Parce que moi j'ai connu des jeunes gars qui sont venus ici et ils voulaient travailler parce qu'ils n'ont pas voulu prendre du gouvernement, ils sont des gens fiers, ils n'ont pas voulu prendre l'argent du gouvernement. Ils n'avaient pas le choix. Ils ont habité trois jeunes hommes ensemble, dans ce temps-là je pense qu'ils recevaient 174\$, quelque chose comme ça, par mois, chacun. Les trois sont restés ensemble pour être capables de payer le loyer, et de se débrouiller. Aussi ils auraient pu trouver du travail avant ça, ils auraient été... moi je peux toujours trouver du travail pour eux, mais ils n'ont pas le droit". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

Cette même leader pense toutefois que les nouvelles politiques gouvernementales d'aide aux réfugiés ont réduit l'ampleur du travail au noir:

"C'était au début, mais pas maintenant. Parce que maintenant vraiment, le gouvernement donne beaucoup plus d'argent aux réfugiés qui sont ici jusqu'à ce qu'ils reçoivent leurs papiers, mais après ça, ils cherchent du travail. S'ils trouvent du travail, c'est très difficile parce que la situation maintenant est vraiment calme". (idem)

Une interviewée qui s'occupe du placement de travailleurs immigrants ne pense pas que le travail clandestin soit une pratique commune parce que, selon son expérience, les employeurs exigent un permis de travail:

*"Deux dernières questions, sur l'importance du travail clandestin, est-ce que vous avez l'impression qu'il y a beaucoup d'illégaux qui travaillent clandestinement?"*

Je ne pense pas, parce que moi j'ai essayé d'appeler plusieurs... manufacturiers ici pour leur demander s'ils peuvent placer quelqu'un chez eux. La première chose qu'ils demandaient était s'ils avaient leur permis de travail". (femme, 58 ans, citoyenne d'adoption)

Un homme d'affaire pense que il y a moins de travail au noir dans la communauté libanaise, "comparé à ce qu'on verrait dans d'autres communautés":

"Pas à ma connaissance, non. Rien, comparé à disons ce qu'on verrait dans d'autres communautés. Je sais qu'il y a beaucoup de personnes... beaucoup... entre guillemets, peut-être deux ou trois pour cent de notre communauté immigrée qui travaille moi je dirais underground labor, pas nécessairement illégal, mais disons qui fait de l'ouvrage à domicile. Alors où tu mets ça, je ne le sais pas ". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

Une autre leader estime que le travail au noir est une forme de fraude qu'elle considère comme un phénomène répandu au sein de la communauté libanaise. Elle pense que cette situation s'explique par le fait que les immigrants d'origine libanaise sont souvent des réfugiés qui veulent travailler sans perdre l'argent que leur donne déjà le gouvernement:

*"Sur le plan du travail illégal, au noir, c'est quelque chose qu'on voit souvent dans la communauté libanaise? Dans quels secteurs?"*

Oui. Oui, oui. Et je vais vous dire pourquoi. Dans le secteur des réfugiés. Quand ces gens arrivent là et que le gouvernement leur donne à peu près 950\$ par mois, pour un Libanais, vous savez c'est quoi 950\$, c'est une fortune. Et pourtant le gouvernement leur dit: si vous travaillez, on va arrêter ces 950\$, vous n'en aurez plus besoin. Alors il ne va pas travailler, il ne va pas perdre le 950\$. Ce qu'ils vont faire, ils vont travailler au noir, et garder 950". (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Dans le même ordre d'idées, une femme déplore l'existence de pratiques illégales dans sa communauté. Sans faire directement référence au travail au noir, elle pense que des formes de fraude (prêt de la carte médicale, assurance-chômage illégale) sont commises régulièrement. Ceci l'amène à croire que le travail clandestin existe certainement au sein de la main-d'oeuvre d'origine libanaise:



"Moi je pense que ça aussi c'est parmi les facteurs qui m'ont éloignée de la communauté, pas de la communauté, non, je ne peux pas généraliser, qui m'a... un petit peu... laissé un froid. Il y a des Libanais qui me disaient que eux, ils ne travaillaient jamais, mais ils connaissaient quelqu'un de leur parenté qui a une manufacture ou une compagnie qui pouvait les inscrire comme travailleurs. La personne leur paie l'assurance-chômage; ils sont inscrits pendant six mois comme travaillant chez elle, puis après ils quittent, pas parce qu'ils ne travaillent pas, puis ils sont payés par l'assurance-chômage. Des affaires comme ça, moi ça me bouleverse. Je n'en ai pas vu beaucoup, mais j'ai entendu parler de ça. Des choses qui se passent comme ça, il y en a. Certainement ça se passe dans la communauté, mais pas juste chez les Libanais, mais ça me bouleverse. Ou par exemple, les gens qui passent leur carte d'assurance-maladie à n'importe qui, puis ils se ramassent avec un dossier médical sans comprendre ce que ça veut dire une carte médicale, ils la passent à leurs cousins, à je ne sais pas qui arrive. Des affaires comme ça, ça se passe. Certainement alors, le travail au noir, il y en a beaucoup. Il y en a certainement". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

La fraude serait une pratique de plus en plus répandue dans toute la société, soutient un interviewé, mais les membres de sa communauté ne seraient pas plus enclins que le reste de la population québécoise au travail au noir. Toutefois, les membres de la communauté, "surtout les réfugiés", sont nombreux à travailler sous la table ou à participer à des programmes de formation dans le but d'en recevoir une compensation monétaire:

"C'est un problème dans toutes les communautés même. Parce que moi j'ai remarqué, en étant enseignant, j'enseigne aussi pour le programme de la main-d'oeuvre... J'ai des Libanais, non je n'ai pas de Libanais, est-ce que j'ai des Libanais?... j'ai une Arabe à date, j'ai eu en majorité des Québécois, puis je sais, puis ils me le disent d'ailleurs, qu'ils reçoivent le chèque d'assurance-chômage, mais ils travaillent sous la table aussi. C'est pour toute la population. Ce n'est pas seulement les immigrants, non, pas du tout. Pour les Libanais, maintenant surtout les réfugiés, bien sûr, il va recevoir son chèque de BES mais en même temps, parce que s'il a une grosse famille, ça ne suffit pas. En même temps, il va chercher un travail sous la table ailleurs, puis en même temps, il va apprendre le français parce que ça le paye, même s'il connaît le français, il va faire le débile (rires) pour avoir 70\$ de plus par mois. C'est comme ça que ça fonctionne. Puis je pense que c'est partout, dans toutes les communautés, comme ça". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

Le travail au noir se retrouverait surtout dans le secteur des services: coiffure, photographie, etc.:

"Oui, je dois dire que c'est vrai et ça ne dérange pas beaucoup un Libanais de faire ça. Moi je ne sais pas pourquoi ça va déranger d'ailleurs, parce qu'il faut bien qu'il survive. Mais il va faire coiffeur, ce sont des gens qui coiffent admirablement, beaucoup de coiffeurs. Ils vont travailler comme coiffeurs dans une maison et ils vont travailler coiffeurs chez eux le samedi et le dimanche et le lundi. Combien j'en connais. Ils vont vous coiffer pour moitié prix. Alors vous voyez, des choses comme ça. Mais des choses que lui va faire. Ou bien un photographe dans une... ou bien... Mais vous voyez, des

choses dans ce genre, je ne vais pas venir réparer votre électricité ou faire autre chose, ou réparer votre plomberie on... il ne va pas faire ça". (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

Plusieurs leaders affirment que les travailleurs qui font du travail au noir sont ceux qui attendent un permis de travail. Ces derniers, face à la "lenteur administrative", n'ont pas d'autres choix s'ils veulent survivre. Un propriétaire d'une petite entreprise explique comment des démarches pour obtenir un permis de travail pour son frère ont été lentes. Selon lui, ce serait la cause principale du travail au noir ou clandestin:

"Les requérants, les réfugiés, c'est que c'est terrible! C'est terrible parce que c'est la lenteur administrative, le traitement, c'est dur de trouver un emploi. Pour chercher un permis: aie, toi là, on a des chômeurs là, on ne peut pas te donner. Donc... c'est dur. J'ai un garage et j'ai fait travailler plusieurs gens de ma famille, même des Québécois. J'ai douze employés, et j'ai demandé à l'officier: donne-moi un permis pour mon frère pour qu'il puisse travailler, pour que je puisse déduire de l'impôt, sinon, je lui ai dit, je le fais travailler en dessous de la table, puis tu ne le sauras pas, puis il n'y a aura personne qui va payer de l'impôt. J'ai dit: mais moi je suis comme ça, je suis droit, puis je vais être droit toute ma vie, mais je veux un permis pour mon frère. Ah oui, viens demain, après-demain, peut-être plus tard. Puis ça a traîné un mois plus tard. Il faut qu'il passe son entrevue. Quand est-ce son entrevue? Dans 6 mois. Bien oui, mais bon sens, il y a une chose à régler...

*Ça encourage l'illégalité?*

Ça encourage incroyablement le marché noir". (homme, 44 ans, citoyen d'adoption)

Deux interviewées pensent que les réfugiés qui n'ont pas de permis de travail à leur arrivée ont recours au travail au noir:

"C'est-à-dire ceux qui sont en attente de statut de réfugié. C'est-à-dire ils ont quand même le droit de rester ici, mais c'est quand même limité. Et lorsqu'on a laissé sa famille là-bas et on est tout seul, on a femme et enfants là-bas, alors ça c'est le plus grand drame. Donc, ils acceptent de travailler au noir pour qu'ils puissent... parce que finalement c'est deux maisons qu'ils entretiennent, deux foyers. Ici, ils doivent vivre et manger, mais il y a aussi la famille qu'on a laissée là-bas". (femme, 33 ans, résidente permanente)

"Ils sont bien accueillis, très très bien accueillis... Mais au commencement, quand ils rentrent ici comme réfugiés, ils n'ont pas le droit de travailler avant qu'ils aient leurs papiers, vrai on faux. Parce que moi j'en ai connus des jeunes gars qui sont venus ici et ils voulaient travailler parce qu'ils n'ont pas voulu prendre du gouvernement, ils sont des gens fiers, ils n'ont pas voulu prendre l'argent du gouvernement. Ils n'avaient pas de choix par exemple. Ils ont habité trois jeunes hommes ensemble, dans ce temps-là, je pense qu'ils recevaient 174\$, quelque chose comme ça, par mois, chacun. Les trois sont restés ensemble pour être capables de payer le loyer, et de se débrouiller. Aussi ils auraient pu trouver du travail avant ça, ils auraient été... moi je peux toujours trouver du travail pour eux, mais ils n'ont pas le droit. Sans permis, on ne peut pas lui donner de

l'argent. Vous savez, s'ils payent en dessous de la table, comme il y a quelqu'un qui l'a fait, si quelqu'un est pogné, c'est fini pour lui. Et c'est trop long trois mois.

*Donc, beaucoup de ceux-là vont travailler en dessous de la table?* Mais ils essaient parce qu'ils veulent vivre. Ils veulent vivre. Donne-lui un permis de travail tout de suite, donne pas d'aide financière, laisse faire, il va trouver du travail, et il va se débrouiller". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

## 5. LA SYNDICALISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

Treize leaders ont abordé le thème de la syndicalisation de la main-d'oeuvre. Les propos de ces derniers touchent au taux de syndicalisation dans la communauté, aux attitudes des membres de leur communauté face aux syndicats et, enfin, aux pratiques des syndicats face à la main-d'oeuvre immigrante ou des minorités ethniques.

Quelques leaders semblent penser que la main-d'oeuvre d'origine libanaise, qu'ils ont déjà décrite comme étant très qualifiée et satisfaite de son sort, n'est pas tellement syndiquée ou intéressée par les syndicats. C'est aussi ce que soutient un leader qui croit que les membres de sa communauté ne désirent pas s'impliquer dans les questions syndicales et "dans la politique":

*"Comment voit-on les syndicats dans la communauté libanaise?"*

Ce n'est pas une chose majeure. Si je pose la question à dix Libanais, (rires): moi je travaille, tout va bien, je suis heureux, j'ai trois repas par jour, j'ai ma maison, mon auto, je fais ce que je veux. C'est ça qui les intéresse. Ils ne veulent pas s'impliquer dans les syndicats, ils ne veulent pas s'impliquer dans la politique, ils ne veulent pas s'impliquer, ils sont heureux. Ils sont heureux d'être Québécois, ils sont heureux aussi d'être reçus Québécois". (homme, 67 ans, citoyen de naissance)

Les entreprises libanaises ne seraient pas très syndiquées. En effet, il semble que le commerce au détail ou l'industrie manufacturière ne seraient pas en mesure de survivre avec la présence de syndicats. C'est ce que soutient un leader qui est chef d'une entreprise ayant déjà été syndiquée et qui a dû se départir du syndicat pour demeurer compétitif:

"We used to have a union. And we haven't had a union for 9 years, or dix years. We had a union for the first dix years of our running. And, our employees realized that I could not continue operating within a union environment and stay in business, back in 1981-82. I still have some of the same employees working for me, and they basically helped me to get out of the union, and carry on. And when I gave up the union, the Department of Labour gave me the... clean stamp of approval, recognizing that it was for survival reasons only that the union could not stay here. But unions, generally, can be very good

in certain areas, and they can become a crutch for the development of the individual, vis-à-vis, being an entrepreneur.

*Et chez les entrepreneurs libanais que vous connaissez, est-ce que la majorité a des entreprises syndiquées?*

Non, je dirais non, Absolument.

*La majorité est non syndiquée?*

Absolument. No syndicate.

*Ça tient à la nature de l'entreprise?*

Well, I think if you take, in our community, the enterprises that we all own, are not heavy-industry type enterprises. We are retailers. Or manufacturers. Or... not in areas where you have got a concentration of unions. We are not in the steel industry. We are not in the construction industry. So therefore, it's the type of industries that they are in". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

Selon un autre leader, une partie importante des travailleurs de la communauté est active dans le commerce. C'est pourquoi ils ne sont pas intéressés par les syndicats. Toutefois, il y aurait aussi des enseignants qui participent, étant davantage concernés par la question:

*"La main-d'oeuvre libanaise est syndiquée? Travaille dans les endroits syndiqués? Milite sur le plan syndical?"*

Euh ils sont rares. Les Libanais... ce sont des bons commerçants, ça fait qu'ils essaient toujours de se diriger vers le commerce. Ils évitent d'avoir... à travailler de neuf à cinq, puis il y a un boss et ainsi de suite, ils évitent ça. Mais des Libanais, bien, en majorité ce sont des petits commerçants, en majorité. Des petits commerçants puis des indépendants, donc il a le taxi, le dépanneur, le petit restaurant du coin, et ce sont des indépendants. Maintenant, les professionnels, on les voit dans le secteur de l'enseignement par exemple, là il y en a qui militent dans les syndicats de professeurs". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

Cette même personne ne pense pas que les travailleurs d'origine libanaise soient anti-syndicalistes. Il compare le Liban avec d'autres pays pour expliquer que les membres de sa communauté sont plus ouverts à la syndicalisation que d'autres immigrants ayant connu la répression politique et pour lesquels "être dans un syndicat, c'est communiste". Le climat démocratique du Liban et le développement de son mouvement syndical d'après "le modèle français" auraient donc donné au peuple libanais l'habitude de ce genre de pratique, contrairement aux autres pays arabes qui, selon ce leader, sont beaucoup moins démocratiques:

"Mais il faut faire, il y a une chose ici, le syndicat, peut-être le Libanais le comprend, le syndicat c'est... parce que nous, on a... Mais... le Latino-Américain, il ne comprend pas ça, c'est dur pour eux d'être dans un syndicat, c'est communiste, c'est... tu sais. En Haïti, je ne sais pas s'ils ont ces structures ou bien si le gouvernement permet ça. Mais les Libanais, ils savent ça. Nous, on a nos propres syndicats.

*Vous avez une expérience au Liban du syndicalisme, les Libanais ont des syndicats forts, actifs?*

Ah oui, certainement. Il y a le syndicat qui est l'équivalent de la confédération nationale ici... puis ça regroupe à peu près 700 000 travailleurs libanais. Et c'est pas mal... avancé. Parce que nous, on a été sous protectorat français, puis on a eu le modèle français. Puis il y a des partis politiques, lorsqu'il y a des partis politiques, le climat est un peu démocratique, là les choses évoluent. Au Liban, c'est pas mal différent des autres pays arabes. On avait plus la liberté de s'exprimer. Plus que la Syrie, plus que l'Irak, plus que l'Égypte. C'est le pays qui était le plus évolué politiquement". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

Une leader, pour sa part, estime que l'éducation syndicale est très peu développée au Liban, ce qui expliquerait le peu d'intérêt qu'elle perçoit chez les travailleurs d'origine libanaise en ce qui concerne la question syndicale. Selon elle, "être syndiqué, c'est une question d'éducation" qui ne fait pas partie de la tradition au Liban, contrairement à ce qu'elle observe au Québec:

"Moi je pense c'est une question, le syndicat et d'être syndiqué, c'est une question d'éducation. Au Liban, d'abord, dans la loi, personne n'a été syndiqué dans la fonction publique, c'était juste les privés qui avaient des syndicats. Alors déjà il semble qu'on n'a pas une éducation de syndiqués. C'est pour ça, je ne sais pas si ça se pose comme ici. Ici, même si c'est privé ou public, tout le monde est syndiqué ou enfin pas tout le monde, mais au moins on est conscient de ce qui se passe. Au Liban, avant la guerre, je me rappelle, moi je travaillais beaucoup, j'étais parmi les fondateurs de négociations avec le gouvernement pour avoir un syndicat, j'étais professeure à l'École normale, pour avoir un syndicat de professeurs dans la fonction publique, qu'on n'avait pas. Et puis je pense, dernièrement, durant la guerre, ils ont accepté quelque chose comme association, mais pas un syndicat là encore. Alors déjà on n'a pas cette éducation. Alors les gens qui arrivent ici, je ne pense pas qu'ils parlent de syndicat tout de suite, non". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

Quelques leaders s'opposent personnellement aux syndicats parce que selon eux, il "y a toujours des problèmes avec les syndicats" (femme, 58 ans, citoyenne d'adoption). C'est aussi l'opinion d'une leader qui pense que les syndicats ne font que provoquer des troubles économiques ou sociaux. Selon elle, certaines activités syndicales tiennent de la "barbarie":

*"Qu'est-ce que vous pensez maintenant de la syndicalisation?"*

Je déteste les syndicats. Je déteste. Je reconnais leur nécessité. Je reconnais quand je lis ce qui se passait en 1800, les choses dans les usines et les choses, etc., tout ce que...

*Et même pour améliorer les conditions de travail des immigrants aujourd'hui?*

Pourquoi il faut des syndicats pour améliorer les conditions de travail des immigrants?

Pourquoi les immigrants, tout le monde est sur le même...

*Parce que les immigrants sont davantage dans la PME...*

Vous voulez créer des syndicats pour les PME, pour protéger les...? Ah, vous savez, les syndicats, moi je trouve que ce sont des fauteurs de troubles, ce n'est pas possible. Ça peut vous foutre une économie par terre. Bien, parce que ce n'est pas à cause du syndicat, c'est à cause des gens qui sont dans les syndicats. Moi je trouve que c'est horrible qu'un syndicat puisse, des infirmières décident de ne pas travailler et de laisser mourir des bébés



en éprouvette, de laisser mourir des malades sur leur lit, parce qu'on ne les soigne pas... ça tient de la barbarie, tout simplement, de la barbarie. Alors ça, je ne l'admets pas du tout. Priver les gens de lumière, d'électricité, de chaleur dans un pays comme ça, mais c'est... inadmissible. C'est la sécurité publique qui est en danger". (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

D'autres leaders nuancent leur propos en comparant ce qu'ils considèrent être les aspects positifs et négatifs de la syndicalisation. Un de ces leaders se dit en opposition aux syndicats protégeant des employés qui ont déjà de bonnes conditions de travail alors qu'il est en faveur des syndicats qui défendent des travailleurs les plus vulnérables:

"Par exemple, quand je vois, même maintenant on est en train de faire la syndicalisation pour des gens, mettons des spécialistes à Hydro-Québec, et je trouve ça aberrant. J'appelle ça la super, la syndicalisation bureaucratique. Mais moi, quand ils me parlent des mineurs ou du chemin de fer ou des gens qui travaillent dans les aciéries puis qui font des syndicats, parce qu'ils ont le droit vraiment fondamental à la santé, des choses comme ça, ça, j'y crois beaucoup, parce leur patron n'a pas de limite, il n'y a pas aucune politique sociale comme telle. Lui, son intérêt c'est le meilleur produit avec le meilleur coût". (homme, 44 ans, citoyen d'adoption)

Un autre leader se dit en faveur d'un syndicat "responsable" qui soit en mesure d'empêcher la surexploitation des immigrants. Il estime que les syndicats ont la responsabilité d'éliminer certaines pratiques d'embauche d'employeurs qui retardent l'intégration des immigrants. En effet, selon lui des patrons "irresponsables" créent des problèmes sociaux, attribuables en partie aux faibles salaires qu'ils offrent aux travailleurs immigrants:

"Moi je suis pour, évidemment, parce que, écoutez, le travail au noir puis l'utilisation des immigrants comme des esclaves, je ne sais pas, les payer moins cher que le salaire minimum, je trouve ça inadmissible, et non seulement inadmissible, mais irresponsable. Irresponsable de la part des entrepreneurs, qu'ils soient d'origine québécoise ou d'origine anglophone, c'est irresponsable parce qu'ils vont créer des ghettos de pauvreté qui vont retarder l'intégration, qui vont créer des problèmes sociaux énormes. La pauvreté crée des problèmes sociaux, donc à mon sens à moi c'est irresponsable de la part de ces gens-là qui engagent des travailleurs non syndiqués à des taux-horaires en deçà du salaire minimum et qui les font travailler. Pour revenir à la question de base, le syndicat, c'est clair que le syndicalisme protège ou il est censé en tout cas protéger l'ouvrier. Moi je ne suis ni pour un syndicalisme sauvage à l'américaine, ni pour un patronat sauvage. Je suis pour des gens responsables". (homme, 54 ans, citoyen d'adoption)

Ce même leader insiste sur l'importance de la collaboration entre syndicats et patrons. Cette collaboration pourrait permettre une meilleure gestion de l'économie et assurer le "bien commun". Il ajoute qu'il n'est pas en faveur "d'un syndicalisme radical avec des idéologies très précises". Selon lui, le

syndicat devrait plutôt être perçu comme "un instrument pour défendre les ouvriers", et pour conscientiser les employeurs des responsabilités qu'ils ont envers les travailleurs:

"Que ce soit le patron, ou que ce soit le syndicat, il doit y avoir une collaboration dans une perspective de bien commun, de bien général. Un peu comme ça se passe en Allemagne ou ailleurs, où on fait participer l'ouvrier. Là où il y a une conscience sociale qui fait que le patron est conscient que si on utilise des gens d'une façon excessive, ou si on ne les paie pas normalement et on les maintient dans la pauvreté, il y a des problèmes conséquents pour la société. Et du point de vue syndical, parce que si on veut casser le système et si on ne va pas voir ce qui se passe, et quelles sont les données du marché, bon bien, être raisonnable, là aussi, on risque d'avoir des problèmes énormes. Donc, quand il y a une collaboration, je ne dis pas une complaisance, mais une collaboration sérieuse et consciente des problèmes, je pense que c'est dans l'intérêt de tout le monde. Je ne suis pas pour un syndicalisme radical avec des idéologies très précises, comme ça a été la mode à un moment donné, où on a voulu tout simplement s'attaquer directement au système et le renverser. Ce n'est pas le rôle des syndicats. Le rôle des syndicats, ce n'est pas d'aller dans les partis politiques et essayer de renverser, etc., mais en tant que tel, le syndicat est un instrument pour défendre les intérêts des ouvriers pour promouvoir leurs revendications justes et obtenir des bonnes conditions de travail, et le patron doit être conscient que lui aussi, il a des responsabilités vis-à-vis des gens qui travaillent pour lui, ainsi de suite. C'est dans ce sens-là que je vois les choses. Surtout pour un pays qui a des problèmes économiques structurels comme le Canada. On a vu la crise ici, ce n'est pas normal qu'un pays de 25 millions d'habitants, dix millions de km carrés, des richesses inouïes ait 400 milliards de dollars de dettes. Ça veut dire qu'il est mal géré, et drôlement mal géré. Je vous disais tout à l'heure que le Liban, avec trois millions d'habitants, sans ressources naturelles, dix 000 km carrés, n'avait pas de dettes extérieures, vous voyez la différence". (idem)

Une leader ayant travaillé auprès des syndicats est favorable à un syndicat qui saurait imaginer de nouvelles structures dans lesquelles militer. Elle craint que les syndicats se contentent d'agir à l'intérieur des structures capitalistes, "sans référence à des règles de droits humains et de décence sociale":

*"Vous êtes favorable à la syndicalisation?"*

Ah oui, mais en même temps, j'aimerais que la syndicalisation n'imité pas la structure qu'elle veut combattre, à savoir la structure de la propriété de l'emploi, je veux dire la structure capitaliste, pour employer le terme habituel. Si la structure syndicale se met à agir comme un pouvoir qui s'oppose à ce premier pouvoir, sans référence à des règles de droits humains et de décence sociale, bien, disons que il y a à boire et à manger avec la structure syndicale". (femme, 61 ans, citoyenne d'adoption)

Par contre, un leader, qui se dit régulièrement en contact avec la CSN, pense que les syndicats sont ouverts aux communautés ethniques. Selon lui, les syndicats québécois sont assez avancés pour accepter "le monde qui est différent":

"On a eu beaucoup de rencontres avec les gens du syndicat. La CSN n'est pas mal... elle a pris un parti dans le conflit israélo-arabe, ça fait que on a eu beaucoup de rencontres

pour organiser des manifestations, des conférences. Et puis je trouve que les syndicats s'ouvrent sur les communautés. Les syndicats sont peut-être, si vous voulez, les groupes de la société québécoise qui sont les plus avancés, des gens qui ont évolué puis acceptent le monde qui est différent. Puis ce sont eux qui s'ouvrent sur les communautés, ce ne sont pas les communautés qui vont s'ouvrir sur les syndicats". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

## 6. L'ACCUEIL ET LA FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

### - L'accueil

Les opinions sont partagées sur les services d'accueil. Plusieurs des leaders considèrent que les services d'accueil des immigrants sont satisfaisants:

*"Vous trouvez que les services d'accueil gouvernementaux sont adéquats pour accueillir ces gens-là?"*

Oui, oui. Je pense qu'ils sont excellents, en premier lieu ils leur offrent des cours de français gratuits, donc au moins ils apprennent la langue, ils peuvent déjà circuler, les gens comprennent un peu la langue du pays. Une fois qu'on comprend la langue du pays, on n'est moins paralysé, on est moins angoissé, on peut vivre, peut commencer à vivre. Et ils leur donnent de l'argent à tous les mois, ce qui est suffisant pour payer le loyer et de quoi manger et s'habiller. Et... bon, je trouve qu'ils sont formidables". (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

"L'accueil, l'accueil est magnifique, parce qu'ils ont déjà des facilités. C'est le seul pays au monde où il y a un accueil chaleureux et puis de l'argent qui se donne jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail, etc. Ça c'est très rare, pas même aux États-Unis, c'est terrible aux États-Unis parce que les gens fuient les États-Unis et rentrent au Canada, parce que aux États-Unis, vous pouvez rester cinq ans, mais vous n'avez pas le droit ni de travailler, ni autre chose, alors comment se nourrir...". (homme, 58 ans, citoyen d'adoption)

Un leader pense que l'insertion première des immigrants passe par l'intégration dans le marché du travail de la société globale, "en dehors des citadelles et du ghetto", et par la régionalisation de l'immigration:

"Je sais que beaucoup de Libanais ne seraient pas d'accord avec moi, mais... moi personnellement, je serais pour l'utilisation des mêmes institutions, des mêmes équipements sociaux, si vous voulez, que le reste de la population. La seule chose que je dirais, et c'est aussi valable pour la communauté libanaise que pour les autres communautés, comment trouver, si vous voulez, pour les nouveaux, ceux qui arrivent, qui ne sont pas encore insérés, comment faire pour les amener à s'insérer le plus rapidement possible. C'est sûr qu'il y a des politiques québécoises d'intégration et d'initiation à la culture et à la langue, mais je me demande si c'est suffisant. Ce qui est le plus efficace,



j'ai l'impression que c'est l'insertion par le travail. Mais il faut que l'insertion par le travail se fasse en dehors des citadelles, en dehors du ghetto, c'est-à-dire que si vous avez un jeune Libanais qui va aller travailler à la Baie James ou qui va aller travailler à la Manic et qui va collaborer à un projet comme ça, il va se sentir solidaire de ceux avec qui il travaille, et il va avoir un sentiment d'appartenance et de fierté d'avoir participé à un travail, etc. S'il travaille dans un hôpital avec des médecins, des infirmières enfin québécois de souche, il va se sentir appartenir à cette institution. Donc, l'insertion par le travail, à mon sens à moi, est la meilleure forme d'intégration, parce que c'est comme ça qu'on crée des solidarités. C'est pourquoi si le gouvernement pouvait avoir une politique économique de décentralisation, actuellement on sait très bien que 85 p. cent des immigrants viennent s'installer en région montréalaise, et de plus en plus ça va créer des problèmes, on a vu que des Québécois de souche quittaient certains quartiers, ne voulant pas envoyer leurs enfants dans certaines écoles, parce qu'ils sont minoritaires, et je les comprends (rires), on n'est plus majoritaire chez nous, ça je conçois ça. Alors donc, il faudrait peut-être, et c'est pas facile, je le sais que c'est pas facile, mais c'est la condition sine qua non, c'est de décentraliser l'économie et d'essayer d'envoyer le plus possible des gens à l'extérieur puis les intégrer par le travail. Surtout ne pas les laisser dans leur citadelle". (homme, 54 ans, citoyen d'adoption)

Une leader parle longuement de l'expérience de la guerre qu'elle a commencé à connaître à l'âge de 16 ans, du stress, du désarroi moral. Et de la nécessité d'établir ici au Québec un ONG de secours psychologique justement pour les gens qui arrivent de pays en guerre, comme le Liban. Elle dit que les ONG existants s'occupent soit de permettre aux immigrants de décoder la société d'accueil, de trouver du travail ou encore de régler les problèmes légaux des réfugiés, mais que jamais ils s'arrêtent à l'aspect de l'adaptation immédiate.

#### *- La formation de la main-d'oeuvre*

Sept des 17 leaders ont abordé le thème de la formation de la main-d'oeuvre. Les propos recueillis portent sur les besoins spécifiques de la communauté libanaise au niveau de la formation de sa main-d'oeuvre, sur les problèmes identifiables par rapport aux programmes qui existent et sur la responsabilité de la formation de la main-d'oeuvre.

Selon une leader, la nouvelle immigration a besoin de parfaire sa formation avant de s'intégrer au système scolaire ou au marché du travail québécois, étant donné les mauvaises conditions d'étude et de travail qui existaient au Liban pendant la guerre:

*"Y a-t-il des besoins en termes de formation de la main-d'oeuvre des nouveaux arrivants, des besoins particuliers?"*

Moi je peux dire maintenant oui, maintenant oui, parce que le niveau scolaire au Liban a baissé beaucoup durant la guerre, on n'a plus le même nombre de jours d'école comme ici. Alors n'importe quel étudiant, même s'il va finir son cégep enfin le collège là-bas, il ne peut pas rentrer à l'université ici, ils leur donnent toujours une année de cégep avant de rentrer à l'université. Alors toujours il y a, oui. Alors pour la main-d'oeuvre, c'est la même chose, oui". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

Quelques leaders estiment que la main-d'oeuvre d'origine libanaise devrait d'abord s'adapter aux critères de travail spécifiques à la société québécoise. La formation devrait permettre de sensibiliser la main-d'oeuvre afin qu'elle puisse adapter ses connaissances en fonction des exigences de la société d'accueil. Ainsi, une personne parle de "recyclage":

*"Est-ce qu'il y aurait des besoins de recyclage de la main-d'oeuvre, de réorientation de la main-d'oeuvre qui arrive, de formation de main-d'oeuvre?"*

Je dirais qu'il n'y a pas recyclage en tant que tel, mais... oui, on peut utiliser le terme recyclage finalement. C'est que le monde du travail, chez nous, peut-être c'est un peu différent, c'est juste comme réactualiser ses connaissances en fonction de la société d'ici, ça je pense que c'est une démarche qui peut être très positive". (femme, 33 ans, résidente permanente)

Un autre leader, descendant de l'ancienne immigration de la fin du 19ème siècle et dirigeant une main-d'oeuvre d'origine libanaise, note une différence entre les habitudes de travail des travailleurs immigrants d'arrivée récente par rapport aux autres travailleurs qui sont intégrés depuis un certain temps au marché du travail québécois. Il pense qu'il est nécessaire de donner la chance aux derniers arrivants de développer de nouvelles habitudes de travail à l'intérieur de la communauté afin qu'ils puissent éventuellement pénétrer le marché plus global du travail. Selon lui, le milieu de travail au Liban ne forme pas les gens à être plus productifs, obéissants et disciplinés:

"Au point de vue formation, ils ont le permis de travail. Je crois, le plus gros problème pour les immigrés qui se rendent sur le marché du travail, le gros problème, c'est qu'ils n'ont jamais travaillé dans... in a society, or a work environment, as disciplined as the Canadian work environment. They are not used to being subservient to a leader. They are not used to taking orders, learning how to do it better, becoming more efficient. Lebanon, in terms of general work habits, they are very poor. They are without discipline. What isn't done today will be done tomorrow, or the day after. When you ask a question or give a directive, "I need a job done, I need it done now," "No, problem, I will do it." But it could be done in two weeks. Why? "Because you didn't tell me you wanted it done now."

*Donc, ce n'est pas un problème de qualifications, c'est un problème d'attitudes...*  
Attitudes et développement des bonnes... façons de travailler... good work habits do not exist". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

Selon certains leaders, les problèmes de la main-d'oeuvre d'origine libanaise ne se situent pas vraiment au niveau des programmes de formation, mais plutôt au niveau de la reconnaissance de l'expérience de travail ou des diplômes obtenus dans le pays d'origine. On dépense de l'argent inutilement à former des travailleurs de la communauté qui sont déjà expérimentés et une autre dit qu'il faut "arrêter cette politique imbécile qui force les gens qui ont déjà travaillé à l'étranger, qui ont des diplômes, qui ont fait des études, qui sont reconnus, à recommencer" (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption).

Un seul leader aborde la question de la responsabilité de la formation de la main-d'oeuvre immigrante en soulignant la nécessité de modifier les habitudes des travailleurs de la communauté. Selon son commentaire, on suppose que c'est la communauté elle-même qui a le rôle principal à jouer. Ce rôle consisterait à créer une relation d'aide entre les travailleurs qui sont déjà intégrés au marché du travail et ceux qui viennent tout juste d'arriver au Québec, dans le but de faire comprendre à ces derniers la nécessité de modifier leur attitude en ce qui concerne la discipline de travail à adopter pour mieux s'intégrer. Seuls des membres de la communauté libanaise seraient en mesure de faire comprendre aux travailleurs libanais la nécessité d'adopter les habitudes de travail de la société d'accueil. Ensuite, la communauté aurait la responsabilité d'orienter les travailleurs et de leur offrir la possibilité d'acquérir l'expérience nécessaire pour sortir de l'enclave ethnique et entrer sur le marché du travail plus large de la société québécoise:

*"Donc, ce n'est pas un problème de qualifications, c'est un problème d'attitudes... Attitudes et développement de bonnes façons de travailler... good work habits do not exist. Amongst the large milieu. And this is why, as a community, we have to start to recognize that problem. And within our infrastructure, for the future, we have to take these immigrants, and give them orientation, in their language, because even if they speak French, and they hear it from me, a third-generation Canadian of Middle Eastern origin, they will not believe it. They need to hear it from the same generation as they are, in terms of generation. And they can sit down and tell them, "Look, you so-and-so. You are here, and you have to eat, you have to work. Now you have got to orient your head and your mind and your body, to work. And in order to overcome the fact that a lot of people, because of the economy being soft, want to only hire people with a "Canadian experience," we must be able to orient you, then. We must find you a job within our community so that you can gain the Canadian experience, so that in five years from now you can go to the general job market, well trained, well oriented, with a Canadian experience". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)*

## 7. LA DISCRIMINATION EN EMPLOI

Quatorze interviewés se sont prononcés sur la discrimination en emploi. Ils ont évalué l'importance de la discrimination vécue par les travailleurs de la communauté, ou plus généralement par les travailleurs immigrants et le type de discrimination subie par la main-d'oeuvre d'origine libanaise.

Les opinions sont partagées. Quelques leaders ne croient pas que la discrimination en emploi constitue un problème important pour la main-d'oeuvre de leur communauté, ou si c'en est un "c'est moins que pour d'autres communautés" (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption) et c'est une situation différente. Un interviewé compare la main-d'oeuvre d'origine libanaise avec la main-d'oeuvre d'origine haïtienne, soulignant que la problématique est différente étant donné que l'immigration libanaise a la particularité d'être hautement qualifiée. Il estime toutefois que les médecins de la communauté libanaise auraient de la difficulté à se trouver du travail "autant dans les hôpitaux anglophones que francophones":

*"Est-ce qu'il y a déjà eu dans la communauté libanaise des discussions concernant la discrimination sur le marché du travail?"*

Pas vraiment. Pas aujourd'hui, disons pas comme il y aurait peut-être dans la communauté haïtienne, pour donner un exemple, disons. Mais dans notre communauté, non, c'est très rare qu'on en entend parler, très rare. Où on le voit, ce sont plutôt chez les médecins qui arrivent, qui voudraient pratiquer, qui ont passé leur certificat provincial, qui ne trouvent pas une place. Et c'est autant dans les hôpitaux anglophones que francophones". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

La différence entre la communauté libanaise et la communauté italienne est également soulignée par un jeune leader qui soutient que contrairement à d'autres groupes, les travailleurs d'origine libanaise ne sont pas "racisés" par les membres de la société d'accueil. Ils subissent moins de discrimination pour cette raison et peuvent davantage se faire valoir (homme, 30 ans, citoyen d'adoption).

Une autre leader fait référence à ce qu'elle considère être des particularités (éducation, politesse et connaissance du français) de l'immigration libanaise pour expliquer le fait que les travailleurs d'origine libanaise ne subissent pas de discrimination:

*"Vous trouvez qu'il y a de la discrimination à l'égard des Libanais actuellement sur le marché du travail?"*

Non, je ne pense pas. Non, je ne pense pas du tout. Parce que les Libanais entrent au Québec, ils parlent le français déjà. Ce sont des gens très polis, des gens éduqués". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

D'un autre côté, certains interviewés pensent que la discrimination en emploi existe sans être un problème central pour la main-d'oeuvre d'origine libanaise. Une leader estime même que "c'est normal" ou "naturel" qu'un employeur favorise les travailleurs d'origine canadienne-française:

"Moi je trouve un peu naturel, mettez-vous à la place d'un commerçant... de n'importe qui. S'il y a un Québécois et un Libanais à faire travailler, certainement qu'il va préférer le Québécois au Libanais. N'est-ce pas que ça s'est naturel? À moins que le Libanais soit beaucoup plus qualifié.

*Et les gens se plaignent de ça? Est-ce que c'est une question dont on discute dans le milieu?*

Ça arrive certaines fois, ça arrive, mais pas très régulièrement". (femme, 58 ans, citoyenne d'adoption)

Dans le même ordre d'idées, tout en dénonçant l'existence des pratiques discriminatoires en emploi (surtout dans les petites entreprises), un leader se montre compréhensif face à cette "faiblesse qui est propre à tous les humains de la terre" et qui fait en sorte que les gens préfèrent ne pas avoir de "noms différents" et de "couleurs de peaux différentes" dans leur entourage:

*"La question de la discrimination se pose?"*

Oui elle se pose. Je vous dis, il y a toujours des gens... Quand on parle d'expérience canadienne, parfois c'est un prétexte. Un prétexte pour dire: bon, je ne suis pas intéressé à t'avoir. Je comprends que c'est humain, bien, on préfère avoir quelqu'un qu'on connaît, c'est la même façon de voir les choses, de penser, de vivre, etc. Ça se comprend. Bon. C'est peut-être plus perceptible dans les petites entreprises que dans les grandes. Les grandes entreprises, elles sont peut-être plus habituées à avoir des gens avec des noms différents, avec des couleurs de peau différentes, etc. Ça c'est une faiblesse humaine qui est propre à tous les humains de la terre. Mais c'est clair que ça existe". (homme, 54 ans, citoyen d'adoption)

Une personne confirme l'existence de discrimination à l'endroit des étudiants libanais, à partir de son expérience personnelle, sans toutefois en faire un élément principal de la problématique d'intégration de la communauté libanaise:

"Pour moi, oui, il y en a, mais je ne peux pas dire que c'est vraiment très grave, discrimination au travail, oui, il y en a. Même moi j'ai eu des problèmes à l'Université Laval, lors de mes études. C'était un problème avec un professeur, je ne peux pas généraliser. Mais ça existait. Je veux dire mon professeur, moi j'étais la première chez moi, j'ai eu des bourses toute ma vie, j'arrive ici boursière. ... J'ai appris le français ici, j'ai eu une très haute note et quand j'ai commencé mon doctorat, il a commencé à me dire: mais toi, t'as pas étudié au Québec, t'as étudié au Liban, alors t'as pas le même niveau... Ça fait un petit dur après toutes ces années d'études, puis quand j'ai dit: mais écoutez, j'étais toujours... "A" student, c'est-à-dire la première dans tout, même ici j'étais la première en maîtrise, malgré la langue française et tout ça. Ah non, mais ce n'est pas la même chose, ce n'est pas comparable. Tu sens ça, moi je l'ai senti, puis je suis sûre, on le sent partout. Oui, ça existe". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)



Un leader, pour sa part, contredit l'opinion majoritaire selon laquelle la main-d'oeuvre de la communauté ne serait pas affectée par la discrimination. Selon lui, en effet, les travailleurs d'origine libanaise seraient soumis au même traitement discriminatoire que les autres travailleurs immigrants et ce, en particulier dans la fonction publique, où les Libanais ne sont pas représentés:

*"Je vous ramène à la question de la discrimination. Ce n'est pas une problématique particulière pour la communauté libanaise?*

*C'est généralisé.*

*Mais est-ce que ce serait moins pour la communauté libanaise, parce qu'on s'intégrerait mieux?*

Mais non, c'est la même chose, parce que si on regarde, mettons la fonction publique ou... par exemple, le Comité de la ville de Montréal, où tu vas trouver peut-être 200 ou 300 000 Libanais, ou même 400 000, puis il n'y en a pas un qui travaille à la ville de Montréal". (homme, 44 ans, citoyen d'adoption)

Quelques leaders identifient différents types de pratiques discriminatoires. La discrimination sélective au moment de l'embauche représente un type de pratique discriminatoire qui affecte la main-d'oeuvre de la communauté libanaise puisqu'on lui préfère ainsi des travailleurs d'origine canadienne-française. Des leaders considèrent que même si le travailleur d'origine libanaise est supérieur à celui qui est d'origine canadienne-française, c'est ce dernier qui obtiendra le poste sous différents prétextes. "C'est à-dire que s'il y a un Québécois et un immigrant, ils vont prendre le Québécois" (femme, 33 ans, résidente permanente).

Dans le même ordre d'idées, une leader rapporte le discours qu'on tient dans son entourage et l'expérience d'une amie en ce qui concerne la discrimination en emploi. Selon elle, un "Québécois de souche" a plus de chances qu'un Libanais d'obtenir un emploi:

"Oui. Et il y a certainement une discrimination au Québec expérimentée par beaucoup de gens. À un moment, j'avais considéré poser ma candidature à l'UQAM. Mais beaucoup de gens m'ont dissuadée en me disant: ne cherche même pas, tu n'es pas Québécoise, on ne te prendra pas. Alors... (rires), moi je ne suis pas pour faire un effort inutile, vous savez, donc je n'ai pas cherché. Mais c'est ça qu'on m'a dit très clairement.

*Ça c'est une opinion qui circule dans votre milieu?*

Oui. Maintenant, si j'avais présenté une spécialité non partagée par l'ensemble des Québécois, j'aurais peut-être eu plus de chance. Si par exemple, j'étais spécialiste du Moyen-Orient ou des études islamiques ou quelque chose du genre.

*Quand vous parlez de discrimination, vous voulez dire quoi?*

Je veux dire que si un Libanais ou une Libanaise présente les mêmes qualifications qu'un autre Québécois de souche, même si on n'a pas sous la main cet autre Québécois de souche, on va aller le chercher plutôt que d'employer un Libanais ou une Libanaise. C'est ça que je veux dire. Et je connais le cas d'une femme qui a été renvoyée de son emploi, où pourtant on lui avait manifesté de l'appréciation, elle a été renvoyée avec ce



commentaire: on n'aime pas la façon dont vous parlez. Votre accent". (femme, 61 ans, citoyenne d'adoption)

Une autre manifestation de pratiques discriminatoires renvoie à l'exploitation des nouveaux arrivants:

"Je connais des gens qui ont beaucoup de problèmes dans leur travail, ils sont exploités beaucoup dans leur travail, puis ils ne sont pas capables d'en parler parce que c'est la première année, ils viennent d'immigrer puis le boss enfin il les exploite beaucoup...  
*Et ces gens sont avec des boss libanais?*

Non, d'ici.

*Canadiens français?*

Oui, c'est d'ici". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

Selon un leader, les travailleurs d'origine libanaise sont discriminés par le fait qu'ils n'arrivent pas à obtenir des emplois équivalant à leurs qualifications. C'est ainsi qu'ils sont exploités par des entreprises qui les déqualifient et leur offrent des salaires inférieurs à ceux qu'accepteraient les travailleurs d'origine canadienne-française. C'est ce qu'il appelle de la "discrimination politique" dans la mesure où les gouvernements ou "la mafia des entreprises" d'ici font venir une main-d'oeuvre qualifiée qui sert éventuellement de "cheap labor":

*"Cette discrimination est de quelle nature, d'après vous?*

Ça c'est une discrimination je dis, de volonté politique, volonté politique dans le sens que la mafia des entreprises au Québec ici, ou au Canada même, et dans les pays industrialisés, même en Allemagne, j'ai vécu la même situation, ça c'est ce qu'on appelle le cheap labor. On va amener les gens, même avec des formations, parce que on n'est pas sélectionné au hasard, comme ça, il faut avoir des quotas pour des gens qui viennent ici... Même si on voit à un moment donné un gars qui travaille dans les égouts, ça peut être un ingénieur ou un technicien qui est capable de faire autre chose que ça. Mais il a choisi de travailler là parce que c'est la seule job, ou c'est le seul emploi qu'on lui a... C'est que les entreprises, elles exigent mettons quelqu'un qui connaisse. Comme moi, je suis allé, ça c'est le centre de main d'oeuvre qui m'a donné cet emploi-là à (...) Ils ont besoin d'un technicien, d'un machiniste pour travailler sur les machines, et de concevoir et de développer des pièces de machinerie qui servent aux machines qui développent les films. Bon. Puis les salaires donnés, 1,75\$. Imaginez un Québécois qui a cette expérience-là et qui va accepter 1.75\$? Donc, un immigrant qui arrive ici, premièrement, il dit: bien, 1.75\$, bon, c'est multiplié par 4, ça donne 4 livres, 6 livres et demie à l'heure, ah, c'est parfait ça. Donc, on donne tout de suite l'équivalent. Bon. Avec cet argent-là, donc on était capable de vivre, parce qu'on ne connaît pas le Forum, on ne connaît pas Saint-Sauveur, on ne connaît pas le cinéma, on ne connaît pas les sorties ici et là, donc on n'a pas de dépenses, on n'a pas de voiture, on n'a pas des vacances deux fois par année. Donc, avec le salaire minimum, ça nous contentait. Puis on réussit même à garder un peu d'argent, assez pour que les gens s'étonnent: comment on peut avoir de l'argent à la banque! Puis on n'est pas endetté". (homme, 44 ans, citoyen d'adoption)

Les leaders sont unanimes à reconnaître que les travailleurs qualifiés sont des victimes potentielles de discrimination par le biais de la déqualification. Un prêtre soutient que les travailleurs qualifiés doivent souvent chercher des emplois qui n'exigent pas de qualifications:

*"Ce sont les gens qui se plaignent auprès de vous?"*

Oui, ils se plaignent. Quelqu'un m'a dit, il y a une semaine: je veux aller travailler comme porteur ou colporteur dans une manufacture, puis je lui dis: malheureusement les manufacturiers ferment encore, ils enlèvent des gens, il y en a beaucoup sur l'assurance-chômage, donc même ça vous ne trouverez pas. Alors qu'est-ce qu'ils veulent? Ils se plaignent réellement: nous avons une famille, on n'arrive pas à les faire vivre. Ils ont honte de se montrer en public, ils ne viennent pas au centre, à l'église ils me voient: qu'est-ce qu'il y a? qu'est-ce que vous dites? Trouvez. Je dis: il n'y en a pas, on ne trouve pas. Alors ça c'est très mal". (homme, 58 ans, citoyen d'adoption)

## **8. LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI**

Quinze des 17 leaders ont commenté la question des programmes d'accès à l'égalité en emploi. Les commentaires recueillis portent principalement sur l'utilité des programmes et sur certaines incertitudes liées à leur application.

### **8.1 Utilité des programmes**

Les commentaires recueillis dans cette première section conceroient surtout l'utilité des programmes d'accès à l'égalité pour l'intégration économique des immigrants et la correction de comportements discriminatoires qui nuisent à ce processus d'intégration.

L'intégration des travailleurs immigrants dans la fonction publique est une des justifications des programmes d'accès à l'égalité. Un leader croit que la discrimination n'existe pas dans le privé où, selon lui, il existerait une logique rationnelle du profit et de la fonctionnalité faisant en sorte que les différences phénotypiques n'influencent pas la décision de l'employeur au moment de l'embauche des travailleurs. Par contre, la situation est différente dans le public où les travailleurs d'origine canadienne-française ferment la porte aux travailleurs immigrants de peur de voir ces derniers envahir leur territoire jusqu'ici bien protégé. C'est pourquoi il estime que les programmes d'accès à l'égalité en emploi destinés à stimuler l'intégration de la main-d'oeuvre immigrante dans la fonction publique pourraient avoir un effet positif

et ce, autant pour les travailleurs des communautés ethniques que pour les fonctionnaires qui s'ouvriraient ainsi davantage à la diversité actuelle. Son seul désaccord porterait sur les quotas imposés qui nuisent à la sélection selon la compétence:

*"On discute beaucoup dans les milieux d'immigration des politiques d'accès à l'égalité en emploi, pour certaines communautés. Vous considérez que ça touche la vôtre?"*

Dans la fonction publique peut-être. Dans la fonction publique, bien sûr, ça doit toucher toutes les communautés ethniques, des Arabes, des Italiens, de tout...

*Vous êtes d'accord avec la philosophie?"*

Bien, je pense que là il y a peut-être un peu de racisme là-dedans, surtout dans la fonction publique. Dans la fonction publique, ils sont bien protégés: ce sont nos emplois, ça nous paie beaucoup, on va rester dans cette boîte, on ne va pas laisser les autres profiter de ça. Dans le privé ça, ce n'est pas grave. Une compagnie privée, elle embauche un noir, un rouge, un vert, l'important, c'est que ça fonctionne, l'important c'est qu'ils fassent du profit. Dans la fonction publique, c'est plutôt la mentalité qu'on est protégé, qu'on est bien là entre nous, on ne comprend pas celui qui arrive: d'où il vient, peut-être c'est quelqu'un qui parle..., c'est quelqu'un qui écrit..., on ne comprend pas la mentalité des... ils ont peur. C'est l'esprit d'isolationnisme... d'être isolé. Je pense que le gouvernement doit encourager l'intégration de gens d'origine diverse dans la fonction publique... Mais il ne faut pas faire un quota, il ne faut pas dire: là on veut dix p. cent là de je sais pas moi, d'origine... arabe, 5 p. cent d'origine baïtienne, à l'intérieur de ces groupes ethniques. Il faut laisser celui qui est capable, celui qui peut faire la job. Puis encourager les fonctionnaires du gouvernement à accepter l'idée que le monde a évolué, on doit permettre aux autres de profiter des impôts (rires) des Québécois". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

Une leader affirme qu'il y a un "besoin pour la communauté libanaise" (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption). Un autre leader est aussi en faveur des programmes parce que selon lui la fonction publique québécoise est difficilement accessible pour les travailleurs immigrants:

*"Dans les milieux d'immigration, on parle beaucoup de la question des politiques d'accès à l'égalité en emploi pour la fonction publique entre autres. Est-ce que ça concerne la main-d'oeuvre libanaise?"*

Il le faut parce que ça c'est...

*Vous trouvez que c'est pertinent pour les Libanais?"*

Bien, certainement, parce que ça ce n'est pas arrivé encore. Il y a toujours cet accès à la profession, je parle dans la fonction publique, surtout du Québec, c'est très difficile...

*D'y accéder?"*

Mais au fédéral, il y a moins de difficulté. Plus de difficulté plutôt du côté du Québec". (homme, 58 ans, citoyen d'adoption)

Un autre leader met toutefois en doute le besoin de ces programmes pour la communauté libanaise, en ce sens que d'après lui, la fonction publique n'est pas un endroit bon pour qui que ce soit. En effet, travailler pour le gouvernement n'encouragerait pas l'esprit d'entreprise chez les gens:

*"Dans les communautés ethniques, les leaders discutent beaucoup de ce qu'on appelle les politiques d'accès à l'égalité en emploi..."*

No problem. As far as I know, not in our community. Non.

*Pour aller dans la fonction publique?*

Non.

*Et de façon générale, est-ce que vous trouvez que c'est une bonne chose pour les minorités?*

Oh, let's say that they will have access to work... through equity... Is it good? Maybe yes, maybe no. Working for government I don't think is good for any individual. I think it creates a lack of entrepreneurial development within that person". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

L'aspect correctif des programmes d'accès à l'égalité a également été mentionné par les interviewés. D'après une leader, les programmes ont l'utilité de s'attaquer à des pratiques économiques discriminatoires qu'elle qualifie de réactionnaires. Elle pense que les programmes représentent une bonne façon de corriger ces comportements discriminatoires et de s'adapter aux réalités actuelles des sociétés d'accueil en terme de relations ethniques:

"Les politiques d'accès à l'égalité en emploi? Mais absolument, c'est une question de droits humains. Et de mon point de vue, nous allons vers une société planétaire. Nous sommes en train de commencer à voir se profiler cette affaire-là à l'horizon, bou. Je pense que ça devient de plus en plus intolérable de voir n'importe quelle nationalité, quelle qu'elle soit dans le monde, protéger comme une mère-poule ses nationaux, accepter des immigrants qui renflouent l'économie, et pourtant exercer une discrimination à leur égard. Mais je trouve ça absolument réactionnaire! Enfin par rapport à tous les acquis de la civilisation moderne. Absolument réactionnaire!" (femme, 61 ans, citoyenne d'adoption)

## **8.2 Application des programmes d'accès à l'égalité en emploi**

Quelques leaders identifient des risques liés à l'application des programmes d'accès à l'égalité en emploi. Ici, tout comme on l'observe dans le discours de leaders des autres communautés, il s'agit de personnes qui doutent de la possibilité d'appliquer les programmes ou qui craignent certains effets pervers que pourrait entraîner leur application. Ils craignent plus particulièrement la perte des critères universalistes de compétence ou le manque de bonne volonté des administrateurs.

A ce chapitre, une leader porte son attention sur la valeur du discours étatique et sur les lacunes de la catégorisation des groupes cibles qui fait partie de la définition des programmes. Cette catégorisation peut être inadéquate ou incomplète pour certaines communautés parce qu'elle met trop d'accent sur la

question de la visibilité. Dans le cas des travailleurs d'origine libanaise, elle pense que le terme "minorité visible" indique à quel point leurs problèmes d'intégration économique sont mal compris. Pour que les programmes fonctionnent bien pour la main-d'oeuvre d'origine libanaise, ils devraient inclure la catégorie "minorité audible":

*"Est-ce que c'est nécessaire pour la communauté libanaise?"*

Je ne le sais pas... parce que c'est dans cette politique qu'on parle de la discrimination positive. Moi j'aurais aimé que ce soit sur un régime méritocratique, mais là je me dis, il faut faire place à la réalité, qu'on le veuille ou pas, il faut laisser place aux gens qui viennent d'arriver. Oui, pour l'accès à l'égalité, mais je me demande dans quelle mesure c'est un discours. Et dans quelle mesure on arrive vraiment à réaliser ce beau discours. Mais un des problèmes des Libanais, parce que lorsqu'on parle accès à l'égalité, on dirait ça dans mon bénévolat que je fais dans les milieux multiculturels, on met beaucoup l'accent sur les minorités visibles. Par contre, les minorités que j'appellerais audibles comme nous autres (rires), c'est notre accent qui est différent...

*Mais vous savez que les Libanais font partie des minorités visibles?"*

Mais dans la réalité, on ne nous considère pas comme telles, dans la vie de tous les jours. Et le fait que il y a beaucoup de Libanais qui arrivent quand même avec une bonne connaissance du français, donc on...

*Une minorité audible?"*

A cause de notre accent (rires), alors le problème se pose à ce moment-là. C'est-à-dire j'ai un ami qui a le sens de l'humour, il me dit: j'aurais aimé être noir ou avec les yeux bridés, à ce moment-là, j'aurais accès à ce programme d'accès à l'emploi..." (femme, 33 ans, résidente permanente)

Une leader trouve dommage qu'on soit obligé de créer des programmes ou des lois incitant à l'embauche de travailleurs immigrants et craint que la création de ces programmes amène les employeurs à avoir une vision erronée de l'embauche de travailleurs immigrants. Selon elle, c'est une évidence que la discrimination est mauvaise et il est un peu ridicule de faire tout un plat autour des succès des programmes d'accès à l'égalité. Elle croit qu'on en vient ainsi à considérer anormal des pratiques d'embauche qui devraient être normales. C'est dans cette perspective qu'elle donne l'exemple de la STCUM qui a remporté un prix pour avoir engagé 25 personnes des communautés ethniques. Selon elle, une telle pratique élargit davantage le fossé qui existe entre les communautés ethniques et la majorité francophone d'origine canadienne-française, ou entre "EUX et nous":

*"Alors pour revenir à la question des politiques d'accès à l'égalité en emploi, l'enjeu que discutent les minorités ethniques au Québec actuellement, c'est la sous-représentation dans la fonction publique."*

Tout à fait juste, tout à fait juste.

*Et est-ce qu'il faut des politiques?"*

Mais oui, il faut des politiques, bien sûr, il faut des politiques. C'est dommage qu'il en faille, c'est ce que je veux dire. Je dis que c'est dommage qu'il faille des politiques, nous sommes un pays d'immigration, ça ne devrait pas exister du tout, ça ne devrait même pas



se poser comme question. Je trouve scandaleux qu'un soit obligé de créer des lois ou des récompenses pour engager des gens qui émigrent chez vous. Mais ils n'émigrent pas chez vous, vous en avez besoin, vous les voulez, vous voulez les intégrer. Alors si vous les gardez dans des ghettos ou bien si vous... ils sont obligés d'aller travailler chez les gens de leur race pour pouvoir, ça fait des ghettos. Je vous en donne un petit exemple, madame... la STCUM, madame Roy...

*Qui vient de gagner le prix...*

Qui vient de gagner, a fait un discours. Elle a dit, et ça semblait extraordinaire, elle a gagné un prix pour avoir engagé 25 personnes des communautés culturelles. Bien enfin, voyons, c'est ridicule. Pourquoi est-ce que c'est... (rires). C'est normal qu'elle ait engagé 25 personnes des communautés culturelles (rires). Un. Denx, elle dit: et nous voulons faire un effort encore plus grand. Vous vous rendez compte? Elle a fait... Et il faudrait arriver à ce qu'il n'y ait pas de différence entre eux et nous. EUX et nous. Et pan! deux. J'ai rigolé doucement, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise!". (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

Un leader s'oppose aux programmes qui définissent des quotas de représentation proportionnelle par crainte que la compétence des travailleurs embauchés en soit affectée. En effet, quelques leaders de la communauté libanaise se montrent soucieux de garantir une sélection des travailleurs sur la base de leurs compétences parce que "si une personne a les qualités, Italien, Français, "Noir", n'importe qui, on choisit la meilleure personne" (homme, 67 ans, citoyen de naissance). Ces répondants seraient plutôt en faveur d'une action qui rendrait le processus d'embauche moins discriminatoire tout en l'axant davantage sur l'identification des meilleurs candidats, peu importe leur appartenance ethnique ou raciale:

*"Et que pensez-vous des politiques d'accès à l'égalité en emploi? Pour les Libanais. Et de façon plus générale, vous êtes d'accord?"*

Pour moi, l'accès à une fonction publique doit être déterminé seulement par la compétence. C'est tout. Maintenant, évidemment, si le fonctionnaire qui est chargé du recrutement, il a l'esprit tordu, puis lui, s'il voit (XXX), il ne veut pas le faire engager parce qu'il s'appelle (XXX), bon, il ne va pas regarder ses compétences, ça c'est une autre affaire. Qu'on présente les dossiers sans noms.

*Mais sur le fond, vous êtes contre ces programmes?*

Moi je suis pour la compétence. S'il y a un poste où il faut telle personne avec telles qualifications, tel etc., c'est cette personne-là qu'il faut prendre. Et c'est tout. Moi je ne suis pas pour dire il faut tant de "Noirs" et tant de ci, et tant de ça. Au Liban, on avait ce système-là, on l'a toujours. Et je ne pense pas que ce soit le meilleur système. Mais ce qu'on devrait dire c'est que ce n'est pas parce qu'il est noir ou parce qu'il est jaune ou parce qu'il s'appelle Mohammed qu'il n'a pas le droit d'entrer à la fonction publique. S'il est compétent, il doit pouvoir entrer à la fonction publique.

*Au Liban, vous aviez ce système-là et c'est ce qui vous fait prendre une distance?*

Moi, ça me fait prendre une distance, parce que un poste, un médecin, je m'en fous qu'il soit noir ou jaune, moi, ce qui m'intéresse, c'est qu'il soit compétent. Si je fais appel à un plombier, je veux qu'ils soit compétent. Si je vais traiter avec un fonctionnaire, je veux qu'il sache faire son métier, ce qu'il a à faire. Moi, ce qui m'intéresse...

*Et pourquoi vous étiez contre ça au Liban?*



Mais parce que l'équilibre confessionnel vous amène à faire des concessions sur la qualité. C'est normal. Mais si on dit: il faut 30 p. cent de gens noirs ou 30 p. cent de Libanais ou dix p. cent je sais pas de quoi, bon bien, on va peut-être, peut-être, j'en sais rien, mais moi je dis il y a des compétences partout, il y a des compétences parmi les "Noirs", parmi les Libanais, qu'ils se présentent au concours et qu'ils soient engagés selon leurs qualifications. Ils ont autant de chances que les autres". (homme, 41 ans, citoyen d'adoption)

Un autre leader, même s'il se dit en faveur des programmes d'accès à l'égalité, propose une procédure d'embauche basée sur l'anonymat du candidat dans le but de contourner les pratiques discriminatoires des employeurs et ainsi obtenir la sélection des meilleurs candidats:

"Je suis d'accord à 10 p. cent. Mais, mais l'égalité d'accès à l'emploi, il faut qu'on arrête de dire le nom de la personne, il faut qu'on donne un numéro, sans divulguer son nom, sans avoir dans son c.v. de quelle citoyenneté... citoyen canadien, c'est parfait, mais où tu as eu ton éducation, parce que là ça devient le problème, savoir l'origine de l'individu. Quand tu dis: passe-moi de ton expérience... moi je dis: très bien, passe-moi ton expérience au Québec, les cinq dernières années ou les derniers emplois que tu as eus. Si la personne a travaillé pendant, sauf un nouveau qui arrive là, mais ça c'est obligatoire, il va dire: j'étais au Liban, moi, je viens d'arriver, je n'ai pas le choix. Bon. Mais les autres qui sont ici depuis des années et des années, 10 ans, 15 ans, 20 ans ou autre chose, pourquoi on exige dans leur CV d'écrire tout leur historique, depuis leur naissance jusqu'à maintenant? Ça, premièrement, ça donne l'historique de l'individu, où il était, et son origine et son ethnie. Donc, un gars qui, mettons, il entend les nouvelles à la télévision: ah, les maudits immigrants, ah les maudits ci, là, évidemment, c'est un être humain comme tout le monde, il va en choisir un autre. Mais s'il a un numéro, ils ne connaissent pas la personne, puis on dit: t'as un numéro, choisis, mettons la meilleure expérience, le meilleur candidat, puis faisons un examen". (homme, 44 ans, citoyen d'adoption)

## **9. L'ENTREPRENARIAT**

Quinze des 17 leaders ont abordé la question de l'entrepreneuriat libanais. Les commentaires portent sur l'état actuel de l'entrepreneuriat et les secteurs d'activité, la fonction de l'entrepreneuriat et l'entrepreneuriat des femmes.

### **9.1 État actuel de l'entrepreneuriat dans la communauté libanaise**

Une étude sur les travailleurs indépendants (Multiculturalisme Canada, 1986) démontre que la proportion de travailleurs indépendants chez les Canadiens (ceux qui ont dit travailler pour leur propre

compte au recensement de 1981; il y a chevauchement entre travailleurs indépendants et petites entreprises) est de 62,7 par 1000. Chez les groupes britannique et français, la proportion était respectivement de 59,1 et de 48,5. Chez les groupes autres, elle était de 84,5. Les groupes ethnoculturels se situant au-dessus de la moyenne sont par exemple les Chinois (72,9), les Arabes et Ouest-Asiatiques (99,9) et les Juifs (149,6). En bas de la moyenne: les "Noirs" (26,2) ou les Philippins (17,6). Quant à la fonction de l'entreprise ethnique, plusieurs travaux en ont discuté (voir Light, 1979; Waldinger, 1986, etc.). Le débat porte ici sur les conditions de formation des entreprises ethniques et sur le fait que l'entreprise ethnique soit une voie de mobilité pour les travailleurs ou une voie de canalisation dans des économies périphériques qui retardent l'intégration dans le marché primaire ou secondaire du travail (voir Portes, Manning, 1985).

Certains des commentaires recueillis font référence aux particularités culturelles du peuple libanais pour expliquer des comportements économiques du pays d'origine qui sont reproduits en société d'accueil, en particulier l'esprit d'entreprise (voir aussi Paquin, Labelle, 1993). On a vu déjà ce genre de discours "culturaliste" pour les thèmes du chômage, de la répartition du travail ou du travail clandestin. Cet esprit d'entreprise inciterait les membres de la communauté libanaise qui sont d'origine urbaine, peu importe leur confession religieuse, à s'adapter rapidement en situation d'immigration et à faire du commerce. Une leader rapporte dans ce sens un proverbe libanais qui dit: "Là où tu tombes, fleuris", pour souligner qu' "ils fleurissent partout":

*"L'entrepreneuriat libanais au Québec est-il fort?"*

Oui. Mais ça c'est culturel, c'est-à-dire déjà au Liban c'est très fort, la libre entreprise est très souhaitée, souhaitable. Le Libanais ne voyage pas depuis récemment, c'est un peuple qui voyage beaucoup, qui bouge beaucoup, qui s'en va, qui s'en vient, donc... il y a un adage populaire chez nous qui dit: là où tu tombes, fleuris. Alors ils fleurissent partout (rires). Et pas d'une façon exclusive, au service de la communauté et... Du point de vue business, les Libanais s'adaptent facilement, ils ont cette capacité de s'adapter, les entrepreneurs, je veux dire. Ils décortiquent le système, ils le comprennent très bien et ils fonctionnent avec. Et ils brillent là-dedans (rires).

*Et est-ce c'est associé à un segment de la population libanaise? Par exemple, aux chrétiens, aux musulmans, à telle confession?*

Si je ramène ça au Liban, qu'on soit chrétiens, musulmans, druzes ou juifs, c'est rattaché au fait qu'on soit d'un milieu urbain ou d'un milieu rural. Ce n'est pas rattaché à la religion en tant que telle. Par exemple, les musulmans sunnites de Beyrouth sont les plus grands commerçants du Moyen-Orient. Les chrétiens orthodoxes, qui sont depuis des générations des citadins, sont très entrepreneurs. Ce n'est pas relié pas à une confession en particulier, mais plus à l'origine citadine ou rurale". (femme, 33 ans, résidente permanente)

Une autre leader insiste sur la tradition commerçante du peuple libanais. Elle pense aussi que certains traits culturels (détermination, goût du risque) font en sorte que les Libanais "sont d'excellents commerçants". Selon elle, ce trait caractéristique serait même "quelque chose d'inné" chez les Libanais:

"Ce sont d'excellents commerçants. Vous pouvez les mettre dans n'importe quel commerce, vous pouvez être sûre que ce commerce va aller à toute allure, ce sont de très très bons commerçants, ce sont des commerçants naturels, ce n'est pas quelque chose qu'on apprend, c'est quelque chose qui vient, quelque chose d'inné en nous, parce que ça va de père en fils. Les Libanais sont tous des commerçants, une grande majorité d'eux sont des commerçants parce que nous vivons sur la mer Méditerranée, donc nous avons toujours vécu du commerce, de notre commerce. Ce sont de bons parleurs, ils ont de la facilité dans la parole. Ce sont des hommes très ingénieux qui n'ont pas peur. Et puis qui aiment le challenge. Le Libanais serait prêt à faire n'importe quoi pour arriver à son but. Il n'a pas peur, rien ne pourrait l'arrêter vraiment, ce n'est pas une personne qui aime la vie facile". (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Une personne fait également référence à la culture libanaise pour expliquer qu'il serait dans la nature de l'immigrant d'origine libanaise de chercher à être indépendant, donc de créer un commerce:

*"La question de l'entrepreneuriat libanais. Comment évolue-t-il à Montréal? Vous avez dit tantôt dans les manufactures, le commerce de détail, c'est là qu'on le trouve. Est-ce qu'il est dynamique actuellement, est-ce qu'il évolue?"*

Oui. Oui. Et ça va continuer à grandir. Parce que le rêve de chacun de ces immigrants, je dis encore... I'm generalizing, mais en principe, leur rêve, c'est d'être complètement indépendants, c'est leur nature d'être indépendants, de ne pas être dépendants..." (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

Un tel point de vue est partagé par un leader qui attribue aux membres de sa communauté un esprit d'entreprise et la "bosse des affaires". De plus, les Libanais aspirent à devenir autonomes parce qu'"ils sont habitués à ne compter que sur eux-mêmes":

*"Il y a un esprit d'entreprise..."*

Très fort, chez les Libanais, c'est excessivement fort, présent. Tout Libanais aspire à devenir à un moment donné un entrepreneur, quelqu'un, comment dirais-je, qui a son entreprise à lui, qui a ses affaires. Ça c'est la bosse des affaires.

*C'est la question d'autonomie ou la question de jouer avec les affaires ou d'avoir des sous?"*

Les deux. C'est-à-dire que d'une part, ils sont habitués à ne compter que sur eux-mêmes, ensuite ils sont joueurs, dans le sens où ils sont fonceurs, et mon Dieu, les sous, ça ne déplaît à personne, alors... tous ces facteurs jouent". (homme, 41 ans, citoyen d'adoption)

La majorité des interviewés témoigne du dynamisme de l'entrepreneuriat libanais. Dans cette perspective, une leader énumère différentes entreprises gérées par des Libanais ainsi que leurs possessions dans le domaine de l'immobilier:

"Vous n'avez pas idée ici combien il y a de choses qui sont libanaises. Ça s'est développé extraordinairement. Il y a des immeubles complets, tout l'immeuble de Basbah, tout le Capitol, c'est à des Libanais. Plus, tout ce qui monte vers Westmont, et là, ce sont des Libanais qui ont ça, ces grands immeubles, des condominium extraordinaires, ce sont des Libanais qui ont ça. Oui, qu'est-ce que je peux dire, je ne le sais pas, les rénovations, les choses, etc., ... les commerces et les petits et les grands". (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

Un leader remarque aussi que les Libanais sont de grands entrepreneurs, de grands commerçants, polyglottes, intellectuels, des "intermédiaires" sur le plan culturel, social et économique:

"Le Liban est... always described lebanese as the crossroads, he is the cultural broker, economically, socially, also culturally. He speaks many languages, he is a merchant, he is an intellectual, he is a banker, he is a tradesman. So the Lebanese plays this function in the Middle East. And the Lebanese people have this character in them. Now I mentioned earlier, when I was speaking, that the Lebanese people assimilate quickly into the Québec society. Not so quickly, they had many years, it took them. But nowadays, many of them, from the original immigration, are very well established. Maybe you know the Rossy stores in Montréal,

*It's Lebanese?*

Of course". (homme, 37 ans, citoyen américain, permis de travail)<sup>4</sup>

Un autre leader dit qu'il serait faux de croire que les entrepreneurs de la communauté libanaise s'impliquent seulement dans les PME. Ainsi, il énumère de grosses entreprises actives dans les domaines manufacturier, du commerce au détail, du pétrole ou de l'alimentation. Ces grosses entreprises sont des employeurs importants:

"Needle trade, for larger employment. And then proportionately, ... in retail. So you have certain family operations, like the Rossy stores, or the Mike Rossy stores. These are all the same family. You are talking, people have employed hundreds and hundreds of people, spread out over 150 retail stores.

*Ça c'est une très grosse entreprise.*

That's big enterprise. You have Olco Petroleum, owned by a family that is of Lebanese origin. And I believe that it's a publicly traded company today. And it's third generation. As far as president and vice-president. And you have, within manufacturing, companies that employ 200, 300 people. Vertical, from the knitting of the fabric, dyeing, finishing, cut and sew. The main employment. Like St Lawrence textiles, Harley Manufacturing. That do in excess of \$20 million worth of business, employing 300-400 people in their enterprises. So you have, nobody that I know of within the... unless maybe Olco does, nobody employing more than 1 000 people. But a lot of people employing maybe 75 to 150. Depending on what product they are manufacturing or what they are doing. A grocery store, like Adonis, on Acadie, probably employ, between part-time and full-time

---

<sup>4</sup>. Cet extrait est tiré du rapport de recherche de Paquin, Labelle, Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal (1993).

staff, 75 people. And they are going to open a second store. So maybe they are going to add 50 more to the payroll. So these are, from the point of view of employing people, these people employ a lot of people. A store owner, boutique. One story, two stories. How many people could they employ? Three people, four people, per store?" (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

Par contre, une leader met en doute la diversification de l'entreprise libanaise. Selon elle, les entrepreneurs libanais sont encore concentrés dans l'industrie du textile:

*"Les entreprises libanaises, c'est surtout dans le vêtement?"*

Oui, oui.

*Il y a une évolution, des changements chez les entrepreneurs libanais?*

Non, je ne trouve pas qu'il y a des changements.

*Dans d'autres secteurs que le vêtement?*

Non, les anciens, non.

*Des nouveaux marchés? Des nouvelles entreprises? Ou l'immobilier...?*

Ça c'est très rare, j'en connais peut-être un ou deux, mais la plupart, comme je vous dis, ce sont toutes des manufactures, ça reste là-dedans, oui". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

## **9.2 Fonction sociale de l'entrepreneuriat**

Les leaders ont examiné différentes raisons d'être de l'entreprise ethnique en soi, c'est-à-dire de l'entreprise développée par un patronat issu d'une minorité. Un leader croit que l'entreprise libanaise pourrait devenir un milieu favorisant une période d'adaptation pour la main-d'oeuvre d'origine libanaise. Après un certain temps les travailleurs seraient alors en mesure d'entrer dans le marché d'emploi plus général de la société d'accueil:

"What I said originally is that we actually have to orient this young man or woman. We must place them, within our own community, where we can go to our employers, within our community, and say, "You must give priority to these people, so that they can earn the experience necessary to become an independent employee." And right now, I even, in my business, find it very difficult to encourage employment amongst my immigrant community, because they are not properly oriented to come in here, and actually meet the standards that we operate with here". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

Une autre leader, de son côté, ne voit pas d'utilité particulière à l'entreprise ethnique et croit plutôt qu'il est préférable qu'elle ne serve pas canaliser l'embauche des membres de la communauté puisque ce serait une forme de ghettoïsation, donc "contre l'intégration à la société":

*"Trouvez-vous que ce serait positif que des entrepreneurs, prenons l'exemple de la communauté haïtienne, il y a très peu d'entrepreneurs haïtiens, est-ce que ce serait un*



*facteur positif que les entrepreneurs haïtiens commencent à se consolider pour embaucher des Haïtiens...*

Non.

*Pourquoi?*

C'est contre l'intégration à la société. Si vous voulez avoir une société saine, il faut qu'il y ait une fluidité de l'emploi. Que les entrepreneurs, dont l'origine remonte à je sais pas où, au soleil ou à la lune, puissent employer des gens dont l'origine remonte d'ailleurs. Autrement ce que vous créez, ce sont des ghettos". (femme, 61 ans, citoyenne d'adoption)

Une entreprise qui n'engagerait que des travailleurs de la même communauté que les patrons pourrait créer un "esprit de ghetto" et ainsi retarder l'intégration des travailleurs immigrants. Ceux-ci continueraient en effet à parler leur langue d'origine et seraient moins portés à quitter l'enclave ethnique:

*"Le fait que l'entreprise ethnique embauche des gens de la même origine, est-ce un facteur positif qui va permettre l'intégration économique, ou un facteur négatif qui va bloquer la mobilité sociale des travailleurs de la communauté?"*

C'est un facteur négatif s'il n'y a pas de Canadiens qui travaillent avec nous dans la boîte, parce que là on va rester, on va parler en arabe, on va dire... Moi j'ai vu à la télé des Italiens que ça fait des dizaines d'années qu'ils sont là, puis ils ne parlent ni français, ni anglais. Ils fonctionnent en italien, ils n'ont pas besoin d'apprendre. Là ça bloque, parce qu'ils sont venus ici, ils ont travaillé dans les boîtes italiennes; il y a le boulanger italien, le dépanneur italien, le restaurant c'est italien... Il n'a pas besoin de sortir à l'extérieur de sa communauté. Ça, ça bloque, ça c'est dangereux. Ça crée l'esprit de ghetto, ça crée l'esprit qu'on est des Italiens, on doit s'aider entre nous autres, puis ça s'arrête ici. Je pense ça, ce n'est pas bon, ça c'est négatif. Maintenant, bien sûr, le gouvernement, il préfère ça, c'est pas grave, parce que le gouvernement, au lieu de payer à ce monsieur le chèque de chômage, là c'est son... boss qui va lui payer, qu'il soit Libanais ou n'importe quelle nationalité. Mais du point de vue société, si on veut regarder ça, là il y a le côté négatif, avec l'exemple des monsieurs italiens, puis là on a le côté positif, si jamais, bien sûr, dans cette boîte, il y a des Québécois qui travaillent là dedans puis bien sûr, toujours les travailleurs, ils vont s'unir contre, ils vont commencer à communiquer. Ça c'est positif". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

Un leader qui estime tout de même que l'entreprise ethnique a la responsabilité de former les nouveaux arrivants au marché du travail québécois, n'hésite pas à dire que cette pratique comporte des risques d'exploitation pour les travailleurs, en ce sens qu'elle sera plus ouverte pour embaucher les immigrants, mais qu'elle embauchera à moindres coûts:

*"Une dernière question sur l'économie, quand on a une expérience d'immigrant, est-ce qu'il vaut mieux être embauché dans les entreprises de sa propre communauté ou dans ce que vous appelez le mainstream?"*

Mainstream.

*Pourquoi?*



Because the mainstream will not take advantage. And they will probably get a better price for their labour.

*Vous pensez?*

Lebanese... in other words, any ethnic community, whether it be Lebanese or Greek, or anything, chances are, they will be more open to hire, but they will hire at lower cost to themselves.

*Oui, mais certaines personnes pensent que après plusieurs années, les immigrants ont une plus grande mobilité sociale dans l'entreprise ethnique que dans le marché du travail général. Ça, il y a beaucoup de discussions là-dessus.*

Parce que ils voient plutôt que dans la partie ethnique, ils ont un meilleur avenir, c'est parce qu'ils partent, ils veulent être en affaires pour eux-mêmes. They will be working for themselves. They hope to be working for themselves. But I can tell you, over the years, from the time I was 20 until today, generally speaking, a Lebanese immigrant working for any kind of business that is owned by a Canadian of Lebanese origin or usually, will not be as well paid as if he were working for... Mr. Jones". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

Une opinion similaire est exprimée par un leader qui considère que les propriétaires d'origine libanaise ont une manière particulière d'embaucher. Les petites entreprises, par exemple, n'embauchent pas selon l'origine ethnique, mais plutôt selon la vulnérabilité des travailleurs. Certains commerçants arrivent ainsi à économiser sur leurs coûts de production en engageant des réfugiés aux quels ils offrent de faibles revenus:

*"Maintenant, les commerçants ou petits entrepreneurs libanais, ils embauchent prioritairement de la main-d'oeuvre libanaise?"*

Pas à cause que c'est de la main-d'oeuvre libanaise, non, ils n'ont pas ça. Le petit commerçant, il cherche toujours à minimiser ses pertes, bien, à maximiser ses profits, parce qu'il n'a pas de pertes (rires). C'est qu'il va chercher quelqu'un, un réfugié, puis il va travailler à 3\$ de l'heure. Ça fait son affaire. Puis là, il va dire au réfugié: bien, toi tu reçois un chèque là. C'est comme si lui, il est le partenaire du gouvernement (rires): tu reçois un chèque du gouvernement et moi je complète le restant (rires). Il va essayer ça. S'il trouve un Haïtien qui peut faire là, il va embaucher l'Haïtien, c'est pas grave". (homme, 30 ans, citoyen d'adoption)

### 9.3 Entrepreneuriat des femmes

Le premier aspect de l'entrepreneuriat féminin concerne la participation économique des femmes. Sur ce point, certains leaders pensent que les femmes sont pratiquement absentes dans le milieu du commerce. C'est en effet ce que soutient une leader selon laquelle les femmes sont sous-représentées au sein des entreprises. Elle explique cette absence par "la tradition":

*"Et la place des femmes dans l'entrepreneuriat?"*

Elle est... presque inexistante.

*Sauf ces petites travailleuses autonomes à domicile?*

Oui.

*Il n'a pas de femmes qui s'imposent vraiment dans la grande entreprise ou le grand commerce?*

Pas du tout.

*Vous l'expliquez comment?*

La tradition". (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

Il semble que la participation de la femme libanaise au marché du travail soit plutôt limitée, selon une leader qui attribue ce fait au caractère autoritaire de l'homme libanais. Ce trait culturel peut avoir un impact sur la répartition de la main-d'oeuvre d'origine libanaise, entre autres sur la représentation des travailleuses dans tous les secteurs d'activité. Selon elle, seulement 1 p. cent des femmes libanaises mariées seraient encouragées par leurs maris à accéder au marché du travail:

"La femme libanaise ne travaille pas. Parce que... pour elle, son travail c'est son foyer, ses enfants, son mari, la vie de tous les jours. Ce n'est pas une femme de carrière, ce n'est pas une femme qui a été préparée pour devenir femme de carrière, nous sommes toutes traitées, élevées de façon à être des maîtresses de maison, des maîtresses de foyer. Donc, aller travailler, c'est faire un très grand pas. Il y a des hommes qui vont encourager leur femme, mais on parle d'une minorité, je parle de 1 p. cent. Et les 99 p. cent, l'homme libanais est un homme très possessif et un homme très égoïste. Et il n'accepterait jamais que sa femme devienne concurrente, il veut toujours pouvoir la dominer, et pour pouvoir la dominer, il faut qu'il ait la supériorité financière. Pour lui, une femme qui travaille est une femme libre et indépendante, et mon Dieu, comment je vais pouvoir la garder ou la dominer ou je sais pas. Ils ont cette mentalité qui est un peu enfin..." (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Certains leaders estiment cependant que les mentalités commencent à changer et que l'entrepreneuriat féminin montre des signes encourageants. En fait, comme le dit un répondant, "ce n'est pas encore tout à fait évident et frappant, mais actuellement je connais des femmes qui ont ouvert des restaurants" (homme, 41 ans, citoyen d'adoption). Selon ces répondants, les secteurs d'activités des femmes commerçantes sont la restauration, les boutiques de vêtements ou les services de traiteur. Un leader croit que les femmes occupent maintenant une petite place dans tous les secteurs économiques, changement qu'il explique par le mouvement féministe qui modifie la mentalité des femmes de la communauté:

*"Et quelle est la présence des femmes parmi les entrepreneurs? Les femmes libanaises.*

Oh, je dirais ce n'est pas énorme, ça serait peut-être... pas plus que dix p. cent.

*Dans quels secteurs?*

Dans tous les secteurs.

*Est-ce que c'est quelque chose qui est en train de monter?*

Oui, je crois que oui. Je crois que oui, parce que les générations d'aujourd'hui, elles sont moins concentrées sur l'idée qu'on va finir l'école et on va se marier, et on va avoir des enfants. Elles cherchent une carrière, une indépendance. Et ça c'est le mouvement des femmes en réalité qui se produit, même dans toutes les communautés". (homme, 51 ans, citoyen de naissance)

#### 9.4. Les investisseurs

Les témoignages des leaders sur le rôle des investisseurs libanais que privilégie le gouvernement du Québec révèlent une critique assez serrée et des politiques d'immigration (thème non abordé ici) et du comportement de leurs compatriotes. Une personne tente d'analyser les difficultés qu'ils éprouvent dans leur rencontre de l'État du Québec, avec ses normes et ses réglementations:

"C'est-à-dire il y a de ceux qui veulent vraiment s'installer et commencer à investir, mais encore une fois là, il y a toute la gamme de lois qui peut freiner ça... C'est-à-dire l'intervention de l'État au Liban, elle est minimale, pour favoriser l'initiative privée. On a cette culture dans le monde des affaires. On arrive ici, ce n'est pas tout à fait ça ici, il y a des lois qui régissent la création et l'investissement. Le problème c'est que certains, face à cette multitude de lois... moi je connais des personnes qui ont essayé pendant quatre ans, cinq ans, d'investir, de créer quelque chose, et à cause de ces lois, ils se sont découragés à certains moments. Alors certains, entre temps, ils ont eu la citoyenneté. Face à ce désespoir, on va pas arriver, on va jamais arriver, ils s'en vont ailleurs. Mais ce serait très lapidaire de dire: ce sont des touristes. Ils essaient. Mais le problème je pense c'est que ils sont un peu impatients. C'est-à-dire puisqu'ils viennent d'une culture où l'intervention de l'État est minimale, arrivant dans un système comme ici, où l'État doit veiller sur un paquet de choses, alors il y a comme une incompréhension qui s'installe des deux côtés, et on risque de taxer ces fameux entrepreneurs libanais, qui sont rentrés finalement, qui ont été reçus comme immigrants, parce qu'ils ont mis une somme d'argent et qu'ils peuvent agir comme investisseurs, on peut les accuser de touristes et d'opportunistes, mais ça c'est sans comprendre un peu la chose". (femme, 33 ans, résidente permanente)

Un leader se montre enthousiaste quant aux investissements des Libanais, tout en critiquant les privilèges dont ils sont l'objet dans la sélection de l'immigration et leur volonté réelle de rester au Québec:

"... Les Libanais qui sont venus du Liban, les investisseurs libanais qui sont rentrés ici, extraordinaires! depuis 75 jusqu'à maintenant. Importation-exportation, etc. Et ils sont même dans des business, de commerce, etc., des industries qu'ils avaient au Liban, ils ont investi ici, ils ont fait quelques investissements au Québec, soit par un travail, soit par aussi une compagnie... Les Libanais font rentrer beaucoup d'argent, au-dessus d'un milliard déjà, au moins depuis 75, beaucoup plus qu'un milliard ou 2 milliards de dollars. *On dit que les investisseurs entrent plus facilement que les gens ordinaires.* Oui. C'est plus facile, j'ai fait aussi moi-même la critique. Ils ont créé des bureaux qui sont allés leur dire, aux millionnaires qui viennent: moi, je vous ferai entrer comme Canadiens, n'ayez pas peur, donnez-moi une dizaine de mille, 15 000, 20 000. Et c'est ainsi. Moi j'ai attrapé

quelqu'un, j'ai appelé l'immigration, j'ai dit: est-ce que c'est mal? Ils m'ont rappelé, ils m'ont dit: ... nous pouvons pas savoir... ils sont libres de payer de l'argent, mais à condition que ils payent l'argent à un agent qui ouvre un bureau pour lui-même... c'est-à-dire qui fait entrer cette personne ou la famille au Canada, à condition qu'il lui paye de l'argent. Et il y en a eu beaucoup comme ceci. Moi je me trouvais un jour devant... parce que j'ai appelé, j'ai eu un bureau, j'ai appelé à l'immigration, ils m'ont dit: non, ils ont... ils ont le droit. Tant qu'un agent de l'immigration n'est pas payé, qu'il ne fasse pas... parce que s'il est payé ou que lui paie sous la table, si ça se trouve, fff! la chambre sautait et non pas seulement la compagnie. Alors tant que lui paye, il est libre. Il est millionnaire, il doit payer 15 000, 20 000, si c'est à lui...

Est-ce qu'ils veulent rester ici? Voilà, c'est une question... ils vont mettre un pied ici, un pied là-bas au Liban. Si la guerre continue, ils vont retourner ici, s'ils ne sont pas d'accord... Mais ils ont un bureau ici quand même, une maison achetée, ils ont acheté une maison... Il y en a plusieurs de ces investisseurs ainsi... si vraiment ces investisseurs étaient là pour toujours, nous aurions pu profiter, et les autres en profiter. Mais si le Liban est en paix, plusieurs vont retourner. Parce que vous allez voir ça, je sais" (homme, 58 ans, citoyen d'adoption)

Cependant, la plupart des commentaires sont beaucoup plus critiques:

"Je pense que ce sont des gens qui sont uniquement intéressés à avoir le passeport. Et puis ce ne sont pas des gens intéressés à vivre ici, non.

*Ce sont des sunnites ou des chrétiens?*

Ils peuvent être de toutes les confessions. Vous voyez, il n'y a pas une distinction. Mais ce sont des gens qui ont des sous, qui ont de l'argent. Et qui... ont besoin de ce passeport pour leurs enfants, pour eux-mêmes, pour pouvoir circuler en Europe, ça leur facilite la vie. Et si le passeport doit leur coûter 100 000 ou 200 000\$ en investissements, ils sont prêts à le faire... La plupart travaillent à l'extérieur, ils ont déjà des compagnies, des commerces établis depuis des années, ils n'ont pas envie de recommencer à zéro. Des investisseurs, généralement, ce sont des hommes qui ont déjà atteint la cinquantaine, la soixantaine, ils ne sont pas prêts à recommencer à zéro ici. Ils vont peut-être envoyer leurs enfants pour continuer leurs études à l'université, tout ce que vous voulez, mais ils ne vont pas ouvrir un commerce et s'établir ici, non. Non, pour la plupart, c'est non". (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption)

"Ah! Ils ont carte blanche. Je vous assure que s'ils venaient avec de l'argent pour faire de l'investissement ici au Canada, ils vont retourner au Liban. Quatre-vingt-quinze p. cent vont retourner au Liban. Moi je connais des amis... ils attendent encore un peu, ils vont retourner au Liban. Ils rentrent si facilement comme immigrants reçus et tout ça, parce qu'ils ont de l'argent. Et les pauvres qui ont besoin de sortir du Liban pour venir ici pour faire leur futur, ils ont pas le droit de rentrer. Je trouve que ça c'est pas juste du tout.

*Pourquoi ils viennent ici ces investisseurs?*

Parce qu'ils n'ont pas d'autres pays où aller, ici le Canada... en France c'est très cher et à Paris, à Londres ils ne peuvent pas exactement vivre à Londres parce qu'ils n'ont pas le droit d'acheter une maison là-bas. Vous achetez une maison disons pour 30 ans, pour 40 ans, vous payez disons un million de livres anglaises, après un certain temps c'est fini, vous n'êtes jamais le propriétaire de cette maison, ça c'est la loi là-bas. Pas comme ici,

ici ils viennent, ils achètent la maison... Oui, en Grande-bretagne, ils n'ont pas le droit, parce que j'ai ma cousine qui habite là, elle a acheté sa maison pour 57 ans, après 57 ans, la maison revient aux anciens propriétaires. Ici, ils ont le droit d'ouvrir du travail, de faire des investissements, ils vivent comme des rois, parce qu'ils sont habitués, vous savez, la plupart des Libanais, ils ont fait leur argent, pas au Liban, en Arabie Saoudite, dans les émirats arabes, ils ont fait leur argent là-bas. Trouve-moi quelqu'un qui n'a pas fait de l'argent là-bas, en Arabie Saoudite, la plupart des Libanais, c'est là où ils ont fait leur argent.

*Vous croyez qu'ils vont vraiment investir ici?*

Il y en a, mais pas beaucoup, pas beaucoup.

*Alors où ils placent leur argent ici?*

Où est-ce qu'ils placent leur argent? Vraiment juste pour acheter la maison peut-être ou quelque chose...

*Le reste est ailleurs?*

Oh, certainement c'est en dehors. Si c'est pas encore au Liban, c'est peut-être... en Suisse, je ne sais pas, parce que les Libanais sont des gens très smart, les chrétiens je parle. Je ne sais pas les musulmans, mais c'est toujours on dit maintenant que la Syrie et le Liban sont réunis ensemble, le Liban va être toujours par-dessus la Syrie parce que les chrétiens sont toujours mieux éduqués que les musulmans. Beaucoup mieux". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

"Bon, alors les investisseurs, honnêtement, ce sont des gens qui veulent sauver ce qu'ils ont, et qui veulent sauver leur famille et l'avenir de leurs enfants. Alors ils arrivent dans un pays dont ils sont à peu près sûrs, et qui est de culture française, très important, et ils... ils mettent, ils sauvent leur argent et ils y mettent leurs enfants et leur femme, et là ils s'en vont. (Rires) la plupart du temps, ils continuent à aller et venir... entre le Liban et ici. Ils continuent à travailler avec le Liban, etc., etc. Mais c'est leur famille qui est ici. Et ils vont garder la culture libanaise très forte. La culture libanaise qui est francophone, en général, oui, oui, c'est ça. Mais aussi les traditions, etc. ... (femme, 54 ans, citoyenne d'adoption)

"Je te parle sérieusement et confidentiellement, ils ont beaucoup de facilité. Mais ce qui arrive pour les investisseurs, libanais ou autres que libanais, ils veulent seulement une chose, ils veulent le passeport pour voyager. Et il y a beaucoup de bureaux ici pour les investisseurs, pour faire l'immigration, pour faire le passeport; ils disent qu'ils sont des avocats, mais ils ne sont pas avocats, ce sont des bureaux pour prendre l'argent et faciliter leur travail. ... Celui qui a de l'argent, il n'a pas de problème dans le monde entier... il peut avec son argent tout payer, tout acheter... Même un visa d'immigrant, même un passeport... canadien ou autre que canadien... Il arrive ici et il peut avoir un visa d'immigrant dans deux ans, ce n'est pas un problème... Il peut l'acheter d'ici, il paye ici, pas du Liban. Par ces bureaux.

*Les investisseurs vont pas investir ici pour trouver du travail aux Libanais?*

En vérité, je ne pense pas, parce que de ce que je sais, peu ont fait de l'investissement. L'ancienne génération a fait de l'investissement parce qu'elle était là, elle voulait venir pour toujours. Et au Liban, ils ne vivaient pas autrefois dans les villages comme dans les villes. Ici maintenant, ils vivent la belle vie. Dans les villages, dans l'ancien temps, il n'y avait pas d'électricité par exemple... Alors ils sont venus ici, où ils ont trouvé toutes sortes



de vies, c'est autre chose. Alors ces gens qui viennent maintenant, les investisseurs, je ne pense pas qu'ils vont mettre de l'argent...

*Ils attendent de retourner?*

Ils ne vivent pas ici. Ils vivent (rires) en Europe. Leur famille est en Europe. Ils viennent ici pour faire l'immigration, c'est-à-dire tamponner premièrement. Mais maintenant, il y a un problème; ce que j'entends maintenant, et de tous: qu'est-ce qu'on va faire? Qu'est-ce qu'on va faire? Ils viennent ici tamponner, puis ils passent à l'Europe, alors ils donnent pour les bureaux d'immigration privés, ceux qui facilitent les visas d'immigrants, ils leur donnent de l'argent, ils lui disent: il faut faire tatatata, et ils les payent et ils passent. Ils lui disent: après deux ans ou trois ans, viens faire l'interview pour avoir la citoyenneté canadienne. ... C'est parce qu'il y a une loi au Canada, pour les investisseurs, on peut leur donner la citoyenneté dans deux ans, parce qu'ils voyagent beaucoup et ils ont beaucoup d'argent investi. Il y a une loi spéciale.

Maintenant, ce qui se passe, c'est l'assurance-maladie. Les gens qui sont ici ont une famille et personne n'est allé chez le médecin depuis six mois, un an. On ne peut pas ne pas aller chez un médecin, surtout si on a des enfants. Alors ils ont fait une lettre comme quoi: venez chez nous, dites-nous où est votre loyer, votre téléphone, où vous êtes allés, où vous avez fait un investissement, et pas de question.

*Qui fait ça?*

L'assurance-maladie. C'est-à-dire qu'ils commencent à voir qu'il y a quelque chose qui ne va pas. ... Et même ça, je te dis qu'il n'y a pas de problème, parce que celui qui a de l'argent, il peut tout faire. Ça c'est un point important. Personne ne vous dit ça. Moi je suis sûr que personne ne vous dit ça. Et personne peut-être ne sait ce que je sais moi. Il y a beaucoup de choses que... je sais, ce qu'ils font, et j'ai beaucoup d'amis. Des amis pauvres, des amis riches. Et je sais tout ce qu'ils font. Mais ça c'est la vérité... Et ceux qui n'ont pas d'argent, la loi canadienne, elle est la même encore,... celui que ça fait quatre ans qu'il est là, il n'a pas le droit d'aller au Liban pour voir ses parents, il ne peut pas... Les investisseurs viennent en immigrants. Mais comment ils viennent immigrants? Ils connaissent des bureaux,... ils ont des coordonnées à Chypre, ou bien au Liban, ils passent faire toute la demande d'immigration, et ils vérifient tout, et ils poussent, ils poussent, bien sûr, ils payent de l'argent... C'est de là-bas... Les bureaux sont ici, mais il y a l'intermédiaire. Il y a un principe: quand vous avez l'argent, vous pouvez tout faire, quand vous n'avez pas l'argent, vous pouvez rien faire". (homme, 41 ans, citoyen d'adoption)



## CONCLUSION

Les leaders interviewés commentent l'hétérogénéité de la communauté libanaise au Québec qui a été constituée par des courants migratoires répartis sur une longue période de temps et assez diversifiées sur le plan social, culturel et professionnel. La situation politique et économique qui a suscité une nouvelle immigration libanaise au cours des années 1970 et 1980 renforce cette diversité. Certains leaders distinguent deux périodes d'immigration, d'autres trois et reconnaissent plusieurs voies d'insertion dans le marché du travail: les descendants de la première immigration sont aujourd'hui surtout des commerçants et des entrepreneurs dans le textile et ont connu une forte mobilité sociale; les immigrants de la deuxième période étaient des professionnels; les nouveaux arrivants sont encore surtout des professionnels (médecins, ingénieurs, etc.) qui se prolétarisent et de la main-d'oeuvre à bon marché. On insiste sur le fait que plusieurs sont des travailleurs autonomes qui réussissent à se débrouiller en période de crise en se lançant en affaires dans la restauration, l'import-export ou les services aux investisseurs étrangers afin de les diriger dans l'achat de terrains, de maisons, d'immeubles. Certaines particularités culturelles des Libanais - fierté, sens de l'entreprise et grandes qualifications - sont évoquées à plusieurs reprises pour l'expliquer. Le point central du discours sur la répartition de la main-d'oeuvre touche à la déqualification des travailleurs récemment arrivés. Des tensions sociales et culturelles se créent entre les descendants de l'ancienne immigration qui constituent l'establishment et sont bien adaptés sinon assimilés à la culture canadienne et les Libanais d'immigration récente qui ont des orientations professionnelles et culturelles différentes.

Les interviewés divergent quant à leur évaluation du taux de chômage des travailleurs de la communauté et le sous-estiment (voir les données secondaires à ce sujet). Certains estiment qu'il est presque inexistant, compte tenu de la qualification, de la "débrouillardise", de l'"esprit d'entreprise" de la main-d'oeuvre, du refus de la "charité" de l'État. D'autres le trouvent important parmi les nouveaux arrivants (pour les professionnels en particulier). Les causes évoquées renvoient à la situation du marché du travail en période de crise, à la non-reconnaissance des diplômes, au manque de coordination entre les services de recrutement à l'immigration et les différentes corporations québécoises, à la politique d'immigration du Québec et à la discrimination indirecte. Les facteurs qui renvoient selon eux aux caractéristiques propres à certaines composantes de la communauté sont précisément le surplus de qualification et de formation professionnelle qui se heurte aux blocages de la société d'accueil.

Certains interviewés perçoivent le travail au noir comme un phénomène important qui risque de prendre encore plus d'ampleur avec le dépérissement des conditions économiques et l'augmentation des immigrants illégaux ou avec un statut de requérant, on d'immigrants parrainés sans qualifications. Quelques interviewés pensent que certains des membres de la communauté profitent illégalement des programmes gouvernementaux tout en travaillant dans les domaines des services ou des manufactures alors que d'autres précisent que le travail clandestin se pratique dans le milieu des réfugiés sans permis de travail qui n'ont pas d'autres recours. Les procédures administratives pour obtenir un permis de travail sont lentes et pendant la période d'attente, les mauvaises conditions de vie des réfugiés justifient ce genre de pratique.

Quelques leaders pensent que la main-d'oeuvre décrite comme étant satisfaite de son sort et très qualifiée n'est pas syndiquée, ne s'implique pas et n'est pas intéressée par cette question. On évoque le peu d'éducation syndicale reçue au Liban et le fait qu'une partie importante de la main-d'oeuvre est active dans le commerce ou dans des secteurs où la syndicalisation est plus difficile. Les enseignants par contre participent dans les syndicats, le développement du mouvement syndical au Liban ayant donné au peuple libanais l'habitude de ce genre de pratiques.

Quant aux perceptions relatives aux attitudes des syndicats face aux travailleurs immigrants, certains leaders se montrent critiques face aux syndicats qui protègent les employés qui ont déjà de bonnes conditions de travail alors qu'ils devraient protéger les plus vulnérables, empêcher la surexploitation des immigrants (travail au noir, utilisation des immigrants comme des esclaves payés en bas du salaire minimum, etc.) et donc des ghettos de pauvreté qui retardent l'intégration.

Quelques leaders indiquent que la nouvelle immigration a besoin de parfaire sa formation avant de s'intégrer au marché du travail québécois: adaptation aux critères de travail spécifiques à la société québécoise, nouvelle culture du travail, etc. On mentionne l'imposition inutile d'une formation ou d'un recyclage pour certains travailleurs déjà qualifiés. Selon d'autres personnes, les problèmes de la main-d'oeuvre sont plutôt liés à la non-reconnaissance de l'expérience de travail ou des diplômes universitaires et non à la qualification professionnelle.

En ce qui concerne le thème de la discrimination en emploi, certains croient que la discrimination est inexistante, d'autres affirment le contraire. Les premiers affirment que la "non-visibilité", les grandes

qualifications des travailleurs de la communauté, l'éducation, la politesse et la bonne connaissance du français font en sorte qu'ils ne sont pas soumis aux mêmes traitements que les membres des autres communautés ethniques (comme la communauté haïtienne) de la part des employeurs d'origine canadienne-française. Les seconds affirment que la discrimination s'exerce envers les travailleurs hautement qualifiés et des travailleurs à bon marché (à l'embauche, au niveau de la nature du travail qui leur est offert, au niveau des conditions de travail). L'un d'eux parle ainsi de "discrimination politique" dans la mesure où les gouvernements ou "la mafia des entreprises" d'ici font venir une main-d'oeuvre qualifiée qui sert éventuellement de "cheap labor", phénomène qui s'observe dans tous les pays industrialisés.

Les leaders expriment des opinions divergentes quant au besoin des programmes d'accès à l'égalité pour les travailleurs de la communauté libanaise. Certains pensent que la communauté ne doit pas être un groupe-cible alors que d'autres identifient clairement un manque d'intégration des travailleurs dans la fonction publique. Quelques répondants ont également souligné l'importance de mettre fin, ou de contourner, les pratiques discriminatoires en embauche. Pour ce qui est de l'application des programmes, on exprime des doutes quant à la valeur du discours étatique et des catégories servant à la définition des programmes. Aussi, on exprime des craintes quant à la perte des critères de compétence dans l'embauche.

En ce qui a trait au discours des leaders portant sur l'entrepreneuriat, il se dégage certains consensus. D'abord, on parle du dynamisme économique au sein de la communauté. Il semble ne faire aucun doute que les entrepreneurs d'origine libanaise existent en grand nombre. Ce phénomène s'expliquerait en référence à la culture libanaise. Par contre, certains croient que les entreprises libanaises sont encore concentrées dans les manufactures de textile et du vêtement, alors que d'autres soutiennent qu'on assiste à un processus de diversification. Les leaders divergent également d'opinion au sujet de l'importance des entreprises (PME ou gros capital). Quant à la fonction de l'entrepreneuriat ethnique ou libanais, des leaders pensent que l'entreprise ethnique peut être utile parce qu'elle offre une formation aux travailleurs récemment arrivés au Québec. Toutefois, quelques répondants ont souligné les dangers d'exploitation que les pratiques d'embauche basées sur l'ethnicité peuvent comporter. Finalement, les leaders soutiennent que l'entrepreneuriat féminin n'est pas tellement développé et ce, pour des raisons culturelles. Cependant, les femmes sembleraient en voie de prendre une place plus importante dans l'économie de la communauté.

## BIBLIOGRAPHIE SPÉCIFIQUE

- ABOUD B., Community Associations and their Relations with the State. The Case of the Arab Associative Network of Montreal, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, 1992.
- ABU-LABAN B., The Olive Branch in the Family Tree: the Arabs in Canada, Toronto, McClelland and Stewart, 1980.
- ABU-LABAN B., The Lebanese in Montreal, Communication présentée au Center for Lebanese Studies, Conference on Lebanese Emigration, St.Hugh's College, Oxford, 1989.
- Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1987.
- Association Canadienne Libanaise Syrienne du Québec, Mémoire soumis à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, Montréal, novembre 1990.
- AUDET B., Les caractéristiques de la population immigrée au Québec au recensement de 1981, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1987.
- CHICHA-PONTBRIAND M.T., "Les jeunes des minorités visibles et ethniques sur le marché du travail: une situation doublement précaire", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.
- DORAIS L.J., Les associations vietnamiennes à Montréal, Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, 1990.
- GAGNÉ M., "L'insertion de la population immigrée sur le marché du travail au Québec. Éléments d'analyse de données de recensement", Revue internationale d'action communautaire, vol. 21, no 61, 1989.
- GHIGLIONE R., MATALON B., Les enquêtes sociologiques. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.
- Gouvernement du Québec, Profil des communautés culturelles du Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1991.
- HERBERG E.N., Ethnic Groups in Canada. Adaptations and Transitions, Toronto, Nelson Canada, 1989.
- LABAKI B., "L'émigration des Libanais dans certains pays francophones", Actes du Séminaire sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1989.
- LABELLE M., "Le rôle économique de l'immigration féminine dans la région de Montréal", in Abou Sada G., Courault B., Zeroulou Z. (dir.), L'immigration au tournant, Paris, CIEMI, L'Harmattan, 1990.
- LABELLE M., "Les enjeux de l'intégration économique. Perceptions de leaders d'associations communautaire haïtiennes", Colloque Les jeunes des minorités noires, questions sociales et système de justice, Université du Québec à Montréal, avril 1993.

- LABELLE M., Problématique générale de la recherche Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 1, 1993.
- LAMOTTE A., L'adaption socio-économique des femmes immigrantes, Montréal, ministère des Communautés culturelles et de l'immigration, 1991.
- LEDOYEN A., "Les jeunes des communautés culturelles: caractéristiques et situation sur le marché du travail", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.
- LIGHT I., "Disadvantaged Minorities in Self-Employment", International Journal of Comparative Sociology, vol. 20, nos 1-2, 1979.
- Multiculturalisme Canada, Les travailleurs indépendants chez les groupes ethnoculturels. Faits saillants, Ottawa, 1986.
- POIRIER J., CLAPIER-VALLADON S., RAYBAUT P., Les récits de vie. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.
- PAQUIN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 18, 1993.
- PORTES A., WALTON J., Labor, Class and the International System, London Academic Press, 1981.
- PORTES A., WALTON J., Labor, Class and the International System, London Academic Press, 1981.
- TARDIF F., LABELLE M., Profils socio-démographiques des leaders d'origine italienne, juive, haïtienne et libanaise interviewés dans le cadre de la recherche Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 2, 1993.
- WALDINGER R., "Immigrant Enterprise. Critique and Reformulation", Theory and Society, vol. 15, 1986.



**TRAVAUX ISSUS DE LA RECHERCHE *ETHNICITÉ ET PLURALISME. LE DISCOURS DE LEADERS D'ASSOCIATIONS ETHNIQUES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL***

**RAPPORTS DE RECHERCHE**

LABELLE M., Problématique générale de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 1, 1993.

TARDIF F., LABELLE M., Profils socio-démographiques des leaders d'origine italienne, juive, haïtienne et libanaise interviewés dans le cadre de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 2, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 3, 1993.

POLO A.L., THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 4, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 5, 1993.

POLO A.L., THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 6, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 7, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 8, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 9, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 10, 1993.



TARDIF F., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 11, 1993.

THERRIEN M., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 12, 1993.

TARDIF F., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 13, 1993.

BEAUDET G., TARDIF F., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 14, 1993.

PAQUIN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 15, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 16, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 17, 1993.

PAQUIN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 18, 1993.

## **MÉMOIRES DE MAÎTRISE RELIÉS À LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE**

ABOUD B., Community Associations and their Relations with the State. The Case of the Arab Associative Network of Montreal. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, 1992.

TARDIF F., Le discours de leaders de regroupements multiethniques sur la société québécoise et les relations interethniques au Québec: mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1991.

THERRIEN M., Le discours de leaders de communautés ethniques de la région de Montréal sur l'ethnicité, le culture et le mouvement associatif: mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, mai 1993.

## PUBLICATIONS

LABELLE M., THERRIEN M., LÉVY J., "Ethnicité et mouvement associatif. Perspectives de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Canadian Ethnic Studies, à paraître.

LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., LÉVY J., "La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.

LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours de leaders", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.

## En préparation

LABELLE M., "Nation et ethnicité. Perspectives théoriques à propos du Québec", in Actes du Colloque de l'ACSALF, Entre tradition et universalisme, ACFAS, Université du Québec à Rimouski, mai 1993, à paraître.

LABELLE M., LÉVY J., Ethnicité et pluralisme. Le discours des leaders d'associations de communautés ethniques, (titre provisoire), manuscrit en préparation.

## COMMUNICATIONS

LABELLE M., "Racisme et ethnocentrisme. Les perceptions de leaders d'associations communautaires italiennes, juives, haïtiennes et libanaises de la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université du Québec à Rimouski, mai 1993.

LABELLE M., "Les enjeux de l'intégration économique. Perceptions de leaders d'associations communautaire haïtiennes", Colloque Les jeunes des minorités noires, questions sociales et système de justice, Université du Québec à Montréal, avril 1993.

LABELLE M., "Le discours de leaders de communautés ethniques et la question nationale", Conférence organisée dans le cadre des activités de l'équipe FCAR: Groupe de recherche sur les relations ethniques et le racisme, département de sociologie, Université du Québec à Montréal, octobre 1992.

LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., THERRIEN M., "Le discours sur la question nationale: le cas des leaders ethniques de la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université de Montréal, mai 1992.

LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif immigré dans la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université de Montréal, mai 1992.

LABELLE M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours des leaders, Colloque L'édification d'une nation: le passé, le présent et l'avenir, Onzième congrès biennal de l'Association canadienne pour les études ethniques, Winnipeg, octobre 1991.

LABELLE M., "Le communautarisme de l'immigration haïtienne au Québec: le discours comparé des leaders d'associations", Colloque La recomposition des espaces sociaux: Migrations, réseaux, diasporas. IRESCO, CNRS, Paris, octobre 1991

LABELLE M., "Le débat sur la culture ethnique, la culture nationale, et la culture civile: réflexions sur les enjeux de l'intégration des minorités ethniques au Québec", Colloque Culture ethnique, culture civique et culture nationale, Congrès de l'ACFAS, Université de Sherbrooke, mai 1991.

## BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- ABU-LABAN B., The Olive Branch in the Family Tree: the Arabs in Canada, Toronto, McClelland and Stewart, 1980.
- ABU-LABAN B., The Lebanese in Montreal, Communication présentée au Center for Lebanese Studies, Conference on Lebanese Emigration, St.Hugh's College, Oxford, 1989.
- ABU-LABAN Y., STASIULIS D., "Ethnic Pluralism under Siege: Popular and Partisan Opposition to Multiculturalism", Canadian Public Policy- Analyse de Politiques, vol. 28, no 4, 1992.
- Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1987.
- ALCINDOR M., La lutte contre le racisme au Québec et au Canada: stratégie d'intervention planifiée on escarmouche contre l'innomé, Notes pour une allocution présentée par Maryse Alcindor à l'Université du Québec à Montréal le 5 novembre 1992.
- ANCTIL P., CALDWELL G., Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.
- ANCTIL P., "Double majorité et multiplicité ethnoculturelle à Montréal", Recherches sociographiques, vol. 25, no 3, 1984.
- ANDERSON A.B., FRIDERES J., Ethnicity in Canada. Theoretical Perspectives, Toronto, Butterworths, 1981.
- ANTHIAS F., "Race and Class Revisited. Conceptualising Race and Racisms", The Sociological Review, vol. 38, no 1, 1990.
- ASSIMOPOULOS N., HUMBLET J.E., "Les immigrants et la question nationale: étude comparative des sociétés québécoise et wallonne", Studi Emigrazione - Études migrations, no 86, 1987.
- ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES ET PROFESSIONNELS ITALO-CANADIENS (CIBAP), "Un avenir prospère", Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.
- AUDET B., Les caractéristiques de la population immigrée au Québec au recensement de 1981, Québec, Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1987.
- BAILLARGEON M., Langue maternelle: importance des populations linguistiques du Québec et de la région de Montréal en 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.
- BAKER D.G., Race, Ethnicity, and Power, London, Routledge and Kegan Paul, 1983.
- BAKER D.G., "Ethnicity, Development and Power: Canada in Comparative Perspective", in Isajiw W., Identities. The Impact of Ethnicity on Canadian Society, Toronto, Peter Martin, 1977.

- BAKER M., The New Racism, London, Junction Books, 1981.
- BALIBAR E., "Y a-t-il un "néo-racisme", in Balibar E., I. Wallerstein (dir.), Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- BALIBAR E., WALLERSTEIN E., Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- BARTH F., Ethnic Groups and Boundaries, Boston, Little, Brown and Company, 1969.
- BAUREISS G., "Towards a Theory of Ethnic Organizations", Canadian Ethnic Studies, vol. 14, no 2, 1982.
- BEAUD S., NOIRIEL G., "L'assimilation: un concept en panne", in Revue internationale d'action communautaire, vol. 21, no 61, 1989.
- BELL D., "Ethnicity and Social Change", in Glazer N., Moynihan D. (eds), Ethnicity, Theory and Experience, Harvard University Press, 1975.
- BELL D., Les contradictions culturelles du capitalisme, Paris, Les Presses universitaires de France, 1979.
- BENJAMIN C., Origine ethnique: premières données du recensement de 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.
- BERTHELOT J., Apprendre à vivre ensemble. Immigration, société et éducation, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec, 1990.
- BLACK J.H., LEITHNER C., "Immigrants and Political Involvement in Canada: the Role of the Ethnic Media", Canadian Ethnic Studies, vol. 20, no 1, 1988.
- BLAUNER R., Racial Oppression in America, New York, Harper and Row, 1972.
- BONACICH E., MODELL J., The Economic Basis of Ethnic Solidarity, Berkeley, University of California Press, 1980.
- BONIN D., "L'immigration au Québec en 1990: à l'heure des choix", in Watts R.L., Brown D.M. (eds), Canada: the State of the Federation. 1990, Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, 1990.
- BOURQUE G., DUCHASTEL J., "L'État canadien et les blocs sociaux", in Boismenu G., Bourque G., Denis R., Duchastel J., Jalbert L., Salée D. (dir.), Espace régional et nation, Montréal, Boréal, 1983.
- BOURQUE G., "Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise 1945-1980", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.
- BRETON R., The Governance of Ethnic Communities, New York, Greenwood Press, 1991.

- BRETON R., ISAJIW W., KALBACH W.E., REITZ J., Ethnic Identity and Equality, University of Toronto Press, 1990.
- BRETON R., "La communauté ethnique, communauté politique", Sociologie et sociétés, vol. 15, no 2, 1983.
- BRETON R., "Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants", American Journal of Sociology, vol. 70, 1964.
- BRYM R.J., SHAFFIR W., WEINFELD M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.
- BRYM R.J., Fox B.J., From Culture to Power, Toronto, Oxford University Press, 1989.
- BUCHANAN STAFFORD S., "Language and Identity: Haitians in New York", in Sutton C.R., Chaney (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies, 1987.
- CALDWELL G., FOURNIER D., "The Quebec Question: a Matter of Population", Canadian Journal of Sociology, vol. 12, nos 1-2, 1987.
- CALDWELL G., WADDELL E., Les Anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires., Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.
- CAMPANI G., Pluralisme culturel en Europe. Cultures européennes et cultures des diasporas. L'exemple de la diaspora italienne, Paris, texte ronéotypé, 1991.
- CAMPANI G., Les réseaux familiaux, villageois et régionaux des immigrants italiens en France, Paris, texte ronéotypé, 1991.
- CAMPANI G., CATANI M., "Les réseaux associatifs italiens en France et les jeunes", Revue européenne des migrations internationales, vol. 1, no 2, 1985.
- CAMPANI G., CATANI M., PALIDDA S., "Italian Immigrant Associations in France", in Rex J., Joly D., Wilpert C., Immigrant Associations in Europe, Gower, 1987.
- CAPPON P., Conflits entre les Néo-Canadiens et les francophones de Montréal, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974.
- CASTLES S., BOOTH H., WALLACE T., Here for Good. Western Europe's New Ethnic Minorities, London, Pluto Press, 1984.
- CASTLES S., KOSACK G., Immigrant Workers and Class Structure in Western Europe, London, Oxford University Press, 1973.
- CATANI M., "Le transnational et les migrations. Individualisation et interaction entre systèmes de valeur", Peuples méditerranéens, nos 35-36, 1986.



- CATANI M., PALIDDA S., Le rôle du mouvement associatif dans l'évolution des communautés immigrées, Paris, FAS, DPM, ministère des Affaires sociales, 1987.
- CAZEMAJOU J., MARTIN J.P., La crise du melting-pot, Paris, Aubier Montaigne, 1983.
- CHAN K.B., "Perceived Racial Discrimination and Response: An analysis of Perceptions of Chinese and Indochinese Community Leaders", Canadian Ethnic Studies, vol. 19, no 3, 1987.
- CHAN K.B., "The Chinese from Indochina in Montreal: a Study in Ethnic Voluntary Association, Community Organization and Ethnic Boundaries", IN Dorais L.J., Chan K.B., Indra D.M. (dir), Ten Years Later: Indochinese Communities in Canada, Ottawa, Association canadienne des études asiatiques, 1988.
- CHICHA-PONTBRIAND M.T., "Les jeunes des minorités visibles et ethniques sur le marché du travail: une situation doublement précaire", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.
- COHEN Y., LÉVY J., BERDUGO-COHEN M., Juifs marocains à Montréal, Montréal, VLB Editeur, 1987.
- COHEN P., "Ethnicity: Problems and Focus in Anthropology", Annual Review of Anthropology, vol. 7, 1978.
- COLBURN D.R., POZZETTA G.E., America and the New Ethnicity, New York, Port Washington, 1979.
- COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES A L'ACCESSION DU QUÉBEC A LA SOUVERAINETÉ, L'avenir politique et constitutionnel du Québec, Assemblée nationale, 1990.
- CONGRÈS NATIONAL DES ITALO-CANADIENS (RÉGION QUÉBEC) & FILEF, Mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.
- CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION DU QUÉBEC, L'immigration, les communautés culturelles et l'avenir du Québec, Avis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Québec, 1990.
- CONSTANTINIDES S., "Ethnicité et pluralisme culturel", Revue internationale d'action communautaire, vol. 14, no 54, 1985.
- CRETE J., ZYLBERBERG J., "Une problématique floue: l'autoreprésentation du citoyen au Québec", in Colas D., Emeri C., Zylberbergh J.,(eds), Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.
- DE RUDDER V., "L'obstacle culturel: la différence et la distance", L'Homme et la société, nos 77-78, 1985.
- DÉJEAN P., Les Haïtiens au Québec, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1978.
- DELANOI G., TAGUIEFF P.A., Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité, Paris, Éditions Kimé, 1991.

- DESCHAMPS G., Les communautés culturelles: identification ethnique, rapports avec la société francophone et compétence et usages linguistiques, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction des études et de la recherche, 1990.
- DORAIS L.J., CHAN K.B., INDRA D., Ten Years Later: Indochinese Communities in Canada, Ottawa, Association canadienne des études asiatiques, 1988.
- DORAIS L.J., Les associations vietnamiennes à Montréal, Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, 1990.
- DORAIS L.J., "Refugee Adaptation and Community Structure: the Indochinese in Quebec City, Canada", International Migration Review, vol. 25, no 3, 1991
- DORAIS L.J., "Les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec", in Simon-Barouh I., Simon P.J. (dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.
- DRIEDGER L., "Jewish Identity: the Maintenance of Urban Religious and Ethnic Boundaries", Ethnic and Racial Studies, vol. 3, no 1, 1980.
- DUMONT F., HARVEY F., "La recherche sur la culture", Recherches sociographiques, vol. 26, nos 1-2, 1985.
- EDWARDS R.C., REICH M., WEISSKOPF T.E., The Capitalist System, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1972.
- ELAZAR D.J., The Other Jews. The Sephardim Today, New York, Basic Books, 1989.
- ELAZAR D.J., WALLER H.M. Maintaining Consensus. The Canadian Jewish Polity in the Postwar World, The Jerusalem Center for Public Affairs, University Press of America, 1990.
- ELBAZ M., "La question ethnique dans la sociologie québécoise: critiques et questions", Anthropologie et sociétés, vol. 7, no 2, 1983.
- ELBAZ M., "D'immigrants à ethniques: analyse comparée des pratiques sociales et identitaires des Sépharades et Ashkénazes à Montréal", in Lasry J.C., Tapia C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.
- ELBAZ M., "Les immigrants dans la cité: les sciences sociales et la question de l'Autre au Québec", Montréal, IIIe Colloque du Regroupement québécois des sciences sociales, 1990.
- FÉDÉRATION DE LA PRESSE ITALO-CANADIENNE, Mémoire pour la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.
- FINKIELKRAUT A., La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987.
- FINKIELKRAUT A., Le Juif imaginaire, Paris, Gallimard, 1981.

- FONTAINE L., SHIOSE Y., "Ni Citoyens, ni Autres: la catégorie politique "Communautés culturelles", in Colas D., Emeri C., Zylberberg J., Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.
- GALLISSOT R., "Au-delà du multiculturel: nationaux, étrangers et citoyens. Urbanisation généralisée et transnationalisation", Revue internationale d'action communautaire, vol. 21, no 61, 1989.
- GANS H., "Symbolic Ethnicity: the Future of Ethnic Groups and Cultures in America", in Gans H. et al (eds.), On the Making of Americans, University of Pennsylvania Press, 1979.
- GAY D., "Réflexions critiques sur les politiques ethniques du gouvernement fédéral canadien et du gouvernement du Québec", Revue internationale d'action communautaire, vol. 14, no 54, 1985.
- GEERTZ C., The Interpretation of Cultures: Selected Essays, New York, Basic Books, 1973.
- GHIGLIONE R., MATALON B., Les enquêtes sociologiques. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.
- GILROY P., There ain't no Black in the Union Jack. The Cultural Politics of Race and Nation, London, Hutchinson, 1987.
- GLAZER N., MOYNIHAN D. (eds), Ethnicity. Theory and Experience, Cambridge, Harvard University Press, 1975.
- GLICK-SCHILLER N., DE WIND J., BRUTUS M.L., CHARLES C., FOURON G., THOMAS A., "All in the Same Boat? Unity and Diversity in Haitian Organizing in New York", in Sutton C.R., Chaney E.M. (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies of New York, 1987.
- GODIN G., Notes pour l'allocution de monsieur Gérald Godin ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Winnipeg, Conférence fédérale-provinciale sur le multiculturalisme, 1985.
- GOLDSTEIN J.E., BIENVENUE R.M. (eds), Ethnicity and Ethnic Relations in Canada, Toronto, Butterworths, 1980.
- GORDON M., Assimilation in American Life, New York, Oxford University Press, 1964.
- GOULBOURNE H., "Varieties of Pluralism: the Notion of a Pluralist Post-Imperial Britain", New Community, vol. 17, no 2, 1991.
- GOULBOURNE H., "New Issues in Black Politics", Paper presented for La recomposition des espaces sociaux: migrations, réseaux, diasporas, Paris, ERENI-CNRS, CHRYSEIS, 1991.
- GOULBOURNE H., "La mobilisation ethnique et les minorités d'origine asiatique et caraïbe", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC, Au Québec. Pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Profil des communautés culturelles du Québec, ministère des Communautés Culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Répertoire des associations ethniques, ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec, Montréal, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Situation, les réalités et les actions préventives relatives aux jeunes des communautés culturelles et des minorités visihles (La), Mémoire du groupe de travail pour les jeunes, du ministre de la Santé et des Services sociaux, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Violence et racisme au Québec, Rapport du comité d'intervention contre la violence raciste, Commission des droits de la personne du Québec, juin 1992.

GREELY A., Ethnicity in the United States, New York, Wiley and Sons, 1974.

HACKER A., Two Nations; Black and White. Hostile, Separate and Unequal, New York, Maxwell Macmillan International, 1992.

HAYOT A., "Immigrants et formation sociale: appartenance de classe et identité ethnique dans l'analyse de modes de vie", Greco 13, Recherches sur les migrations internationales, no. 1, 1980.

HECKMANN F., "Nation, État-nation et politique à l'égard des minorités ethniques", in Lewis B., Schnapper D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.

HECHTER M., "Group Formation and the Cultural Division of Labor", American Journal of Sociology, vol. 84, no 2, 1978.

HENRY F., Les relations interraciales au Canada aujourd'hui. État des recherches, Ottawa, Commission canadienne des droits de la personne, 1986.

HERBERG E.N., Ethnic Groups in Canada. Adaptations and Transitions, Toronto, Nelson Canada, 1989.

HIGHAM J. (ed), Ethnic Leadership in America, Baltimore and London, John Hopkins University Press, 1978.

ICART J.C., "La communauté haïtienne de Montréal", Relations, juillet-août 1980.

ICART J.C., Négriers d'eux-mêmes, Montréal, Centre international de documentation et d'information haïtien, caraïbéen et afro-canadien, 1987.

ICART J.C., "Le piège du racisme", Relations, octobre 1991.

Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

INDRA D., "Bureaucratic Constraints, Middlemen and Community Organization: Aspects of the Political Incorporation of Southeast Asians in Canada", in Chan, K.B., Indra, D. (eds), Uprooting, Loss and

- Adaptation. The Resettlement of Indochinese Refugees in Canada, Ottawa, Canadian Public Health Association, 1987.
- INDRA D., "Les relations entre les communautés et les ethnies des réfugiés du Sud-Est asiatique au Canada" in Tepper E.L. (ed), D'un continent à l'autre: les réfugiés du Sud-Est asiatique, Ottawa, Association Canadienne des Études Asiatiques, 1981.
- ISAJIV W. (ed), Identities: the Impact of Ethnicity on Canadian Society, Toronto, Peter Martin, 1977.
- JACKSON R.H., "Ethnicity", in Sartori G. (ed), Social Science Concepts. A Systematic Analysis, Sage Publications, 1984.
- JANSEN C., "Community Organization of Italians of Toronto" in Driedger L. (ed), Canadian Ethnic Mosaic, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.
- JENKINS R. "Social Anthropological Models of Inter-Ethnic Relations", in Rex J., Mason D. (eds), Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- Juifs du Maroc. Identité et dialogue, Actes du Colloque international sur La communauté juive marocaine: vie culturelle, bistoire sociale et évolution, Paris, La Pensée sauvage, 1980.
- JUTEAU D., "L'État et les immigrés: de l'immigration aux communautés culturelles", in P. Guillaume, J.M. Lacroix, J. Zylberberg, Minorités et État, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986.
- JUTEAU D., "L'étude des relations ethniques dans la sociologie québécoise francophone", in Simon-Barouh I., Simon P.J.(dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.
- KRALT J., Un ensemble des tableaux et un sommaire des données du recensement et de l'immigration, Ottawa, MEIC, Direction de l'analyse des tendances sociales, 1987.
- LABELLE M., LAROSE S., PICHE V., "Émigration et immigration: les Haïtiens au Québec", Sociologie et sociétés, vol. 15, no. 2, 1983.
- LABELLE M., RAVIX R., "Pistes et réflexions sur les regroupements de femmes haïtiennes de Montréal", Collectif Paroles, no 28, 1984.
- LABELLE M., "Question ethnique et question nationale", Relations, no 514, 1985.
- LABELLE M., TURCOTTE G., KEMPENEERS M., MEINTEL D., Histoires d'immigrées. Itinéraires d'ouvrières Colombiennes, Grecques, Haïtiennes et Portugaises de Montréal, Montréal, Boréal, 1987.
- LABELLE M., Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti, Montréal, CIDHICA et Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 2e édition.
- LABELLE M., "La gestion fédérale de l'immigration internationale au Canada: 1963-1984", in Brunelle D., Y. Bélanger (dir.), L'ère des libéraux. Le pouvoir fédéral de 1963 à 1984, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988.



- LABELLE M., "Immigration, culture et question nationale", Cahiers de recherche sociologique, no 14, 1990.
- LABELLE M., "Le rôle économique de l'immigration féminine dans la région de Montréal", in Abou Sada G., Courault B., Zeroulou Z. (dir.), L'immigration au tournant, Paris, CIEMI, L'Harmattan, 1990.
- LABELLE M., "Femmes et migration au Canada: bilan et perspectives", Canadian Ethnic Studies, special issue on "The State of the Art", vol. 22, no 1, automne 1990.
- LABELLE M., "Politique d'immigration, politique d'intégration, identité du Québec", in Les avis des spécialistes invités à répondre aux huit questions posées par la Commission, Québec, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, document de travail numéro 4, 1991.
- LABELLE M., "Pluralité ethnoculturelle et pluralisme au Québec", in Gagnon A., Rocher F., Les obstacles à la souveraineté. Les réponses des experts, Montréal, 1992.
- LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours de leaders", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.
- LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., LÉVY J. "La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.
- LABERGE H., "La culture nationale et les cultures ethniques", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.
- LAFERRIÈRE M., "Les idéologies ethniques dans la sociologie canadienne: du conformisme colonial au multiculturalisme", in Leconte, Thomas: Le facteur ethnique aux États-Unis et au Canada, 1983.
- La Liberté, (bottin commercial et communautaire haïtien), décembre 1990-décembre 1991.
- LANGLAIS J., LAPLANTE P., LÉVY J., Le Québec de demain et les communautés culturelles, Montréal, Méridien, 1989.
- LANGLAIS J., ROME D., Juifs et Québécois français. 200 ans d'histoire commune, Montréal, Fides, 1986.
- LAPEYRONNIE D., "Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine", Revue française de sociologie, vol. 28, 1987.
- LASRY J.C., "Une diaspora francophone au Québec", Questions de culture, no 2, 1982.
- LASRY J.C., TAPIA C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.
- LASRY J.C., "Sephardim and Ashkenazim", in Brym R.J., Shaffir W., Weinfeld M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.



- Les minorités visibles au Canada en 1986. Présentation graphique, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada, 1989.
- LEBLANC G., "Seuls 5% des immigrants en faveur de la souveraineté", La Presse, 16 juin 1992, pp. 1-2.
- LEDOYEN A., "Les jeunes des communautés culturelles: caractéristiques et situation sur le marché du travail", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.
- LEDOYEN A., Montréal au pluriel, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993.
- L'égalité, ça presse, Rapport du comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne, 1984.
- LÉVY J., "Analyse des facteurs qui peuvent influencer sur le développement d'une estime de soi normale chez les jeunes des communautés culturelles", Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 1991. pp. 35-38.
- LÉVY J., OUAKNINE L., "Les institutions communautaires des Juifs marocains à Montréal", in Lasry J.C., Tapia C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.
- LEWIS B., SCHNAPPER D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.
- LI P.S., Ethnic Inequality in a Class Society, Toronto, Wall and Thompson, 1988.
- LI S. (ed), Race and Ethnic Relations in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1990.
- LIGHT I., "Disadvantaged Minorities in Self-Employment", International Journal of Comparative Sociology, vol. 20, nos 1-2, 1979.
- LINTEAU P.A., "Les Italo-Québécois: acteurs et enjeux des débats politiques et linguistiques au Québec", in Studi Emigrazione - Etudes migrations, no 86, 1987.
- MASSÉ R., L'émergence de l'ethnicité haïtienne au Québec, Université Laval, thèse de doctorat, 1983.
- MATHEWS G., L'immigration au Québec: l'état de la situation, Texte rédigé pour le "Canada Employment and Immigration Advisory Council", 1990.
- MATTHEW F., Question for an American Sociology, Robert Park and the Chicago School, 1977.
- McALL C., Class, Ethnicity, and Social Inequality, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990.
- METZGER P., "American Sociology and Black Assimilation: Conflicting Perspectives", American Journal of Sociology, 1971.

MILES R., "Marxism versus the Sociology of "Race Relations", Ethnic and Racial Studies, vol.7, no 2, 1984.

MILES R., Racism, London and New York, Routledge, 1989.

MILES R., Class, Culture and Politics: Migrant Origin Youth in Britain, Conference on Ethnic Mobilization in Europe in the 1990s, University of Warwick, Center for Research in Ethnic Relations, 1992.

MILES R., PHIZACLEA A., "Class, Race, Ethnicity and Political Action", Political Studies, vol.25, no 4, 1977.

MOODLEY K., "Canadian Multiculturalism as Ideology", Ethnic and Racial Studies, vol. 6, no 3, 1983.

MORIN F., "Les Haïtiens à New York", in Simon-Baroub I., Simon P.J. (dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.

MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ CANADA, "Une enquête sur les attitudes", Ensemble, Vol 1, no 2, printemps 1992.

NG R., ESTABLE A., "Immigrant Women in the Labour Force: An Overview of Present Knowledge and Research Gaps", Resources for Feminist Research, vol. 16, no 1, 1987.

NG R., The Politics of Community Services. Immigrant Women, Class and State, Toronto, Garamond Press, 1988.

NG R., MULLER J., WALKER G., Community Organisation and the Canadian State, Toronto, Garamond Press, 1990.

NOEL P., "L'image de soi chez les jeunes", Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 1991, pp. 31-33.

NOVAK M.E., The Rise of the Unmeltable Ethnics, New-York, Macmillan, 1978.

OMI M., WINANT H., "Racial Theory in the Post-War United States: A Review and Critique", Sage Relations Abstracts, vol. 12, no 2, 1987.

OMI M., WINANT H., Racial Formation in the United States, New York et London, Routledge and Kegan Paul, 1986.

OUELLETTE F., "Le perfectionnement des maîtres en éducation interculturelle. Bilan de la réflexion théorique récente", Impressions, no 9, 1991.

OUELLETTE F., PAGÉ M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

- PAGÉ M., "Intégration, identité ethnique et cohésion sociale", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.
- PAILLÉ M., "Choix linguistiques des immigrants dans les trois provinces canadiennes les plus peuplées", International Journal of Canadian Studies, Revue internationale d'études canadiennes, no 3, 1991.
- PAINCHAUD C., POULIN R., Les Italiens au Québec, Hull, Critiques et Asticou, 1988.
- PAINCHAUD C., POULIN R., "Italianité, conflit linguistique et structure du pouvoir dans la communauté italo-québécoise", Sociologie et sociétés, vol. 15, no 2., 1985.
- PALMER H., Immigration and the Rise of Multiculturalism, Toronto, Copp Clark, 1975.
- PARTI QUÉBÉCOIS, Sondage sur les communautés culturelles. 22 janvier au 2 mars 1990. Rapport, s.l., 1990.
- PETER K., "The Myth of Multiculturalism and Other Fables", Ethnicity, Power and politics in Canada, Edited by Jorgan Dahlie and Tissa Fernando, Toronto, Methuen, 1981.
- PHIZACKLEA A., One Way Ticket. Migration and Female Labour, London, Routledge and Kegan Paul, 1980.
- POIRIER J., CLAPIER-VALLADON S., RAYBAUT P., Les récits de vie. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.
- PORTER J., "Ethnic Pluralism in Canadian Perspective", in Glazer N., Moynihan N. (eds), Ethnicity: Theory and Experience, Cambridge, Harvard University Press, 1975.
- PORTES A., WALTON J., Labor, Class and the International System, London Academic Press, 1981.
- PORTES A., "Modes of Structural Incorporation and Present Theories of Labor Immigration", in Tomasi S. et al (ed), International Migration, New-York, 1980, Center for Migration Studies.
- PORTES A., MANNING R.D., "L'enclave ethnique: réflexions théoriques et études de cas", Revue internationale d'action communautaire, vol.14, no 54, 1985.
- RADECKI H., "Ethnic Voluntary Organizational Dynamics in Canada; a Report" International Journal of Comparative Sociology, vol 17, nos 3-4, 1976.
- REITZ J., The Survival of Ethnic Groups, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1980.
- Rendez-vous à Montréal, le passe-partout à la vie juive de Montréal, Services communautaires juifs de Montréal, 1990.
- Répertoire des organismes de Centraide, 1991-1992.

Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec, Les Publications du Québec, Québec, 4<sup>e</sup> édition, 1990.

Répertoire des services communautaires du Grand Montréal, Centre de référence du Grand Montréal, 1990.

REX J., JOLY D., WILPERT C., Immigrant Associations in Europe, Gower, 1987.

REX J., MASON D., Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

ROCHER F., ROCHER G., "La culture québécoise en devenir: les défis du pluralisme", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

RODAL A., "L'identité juive" in Anctil P., Caldwell G. (dir.), Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983.

SCHNAPPER D., La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990, Paris, Gallimard, 1991.

SCHNAPPER D., "Communautés, minorités ethniques et citoyens musulmans", in Lewis B., Schnapper D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.

SCHOENBERG U., "Participation in Ethnic Associations: the Case of Immigrants in West Germany", International Migration Review, vol. 19, 1985.

SIMARD J.J., "Droits, identités et minorités: à l'arrière-plan de l'éducation interculturelle", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

SIMON P.J., "L'étude des relations inter-ethniques et des relations raciales dans la sociologie française", in Balandier, G., (éd) Questions à la sociologie française, Paris, P.U.F., 1976.

SIVANANDAN A., A Different Hunger, London, Pluto Press, 1982.

SMITH D., The Ethnic Revival in the Modern World, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

SOLOMOS J., Black Youth, Racism and the State, New York, Cambridge University Press, 1988.

SOLOMOS J., Race and Racism in Contemporary Britain, London, MacMillan, 1989.

SOWELL T., The Ethnic America, New-York, Basic Books, 1981.

STACK J.F.(ed), The Primordial Challenge. Ethnicity in the Contemporary World, New York, Greenwood Press, 1986.

STASIULIS D., "The Political Structuring of Ethnic Community Action: a Reformulation", Canadian Ethnic Studies, 1980, vol. 12, pp.19-44.

STASIULIS D., "Minority Resistance in the Local State: Toronto in the 1970s and 1980s", Ethnic and Racial Studies, vol. 12, no 1, 1989.

STASIULIS D., "Rainbow Feminism: Perspectives on Minority Women in Canada", Resources for Feminist Research, vol. 16, no 1, 1987.

STASIULIS D., "Symbolic Representation and the Number Games: Tory Policies on "Race" and Visible Minorities", in ABELE F. (ed), The Politics of Fragmentation: How Ottawa Spends 1991-1992, Ottawa, Carleton University Press, 1991.

STEINBERG S., The Ethnic Myth, New York, Athenaeum, 1981.

SUTTON C.R., MAKIESKY-BARROW S., "Migration and West Indian Racial and Ethnic Consciousness", in Sutton C.R., Chaney E.M.(eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies of New York, 1987.

SUTTON C.R., CHANEY (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies, 1987.

TADDEO D., TARAS R., Le débat linguistique au Québec, Montréal, P.U.M., 1987.

TAGUIEFF, P.A., "L'identité française et ses ennemis", L'Homme et la Société, nos 77-78, 1988.

TAGUIEFF P.A., La force du préjugé, Paris, La Découverte, 1988.

TAGUIEFF P.A.(dir), Face au racisme, Paris, La Découverte, 1991, 2 tomes.

TERMOTTE M., "Ce que pourrait être une politique de migration", L'Action nationale, vol. 78, no 5, 1988.

VANDYCK R., "La question nationale: où en est la pensée marxiste", Recherches sociographiques, vol. 26, nos 1-2, 1980.

VELTMAN C., L'évolution de la localisation résidentielle des principaux groupes ethniques et immigrants, Montréal, 1971-1981, Montréal, Département d'études urbaines, Université du Québec à Montréal et INRS Urbanisation, 1986.

VELTMAN C., "L'insertion linguistique des groupes allophones dans la région métropolitaine de Montréal", in Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1989.

VELTMAN C., L'avenir linguistique de la région de Montréal, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 1989.

VORST J. (ed), Race, Class, Gender: Bonds and Barriers, Toronto, Socialist Studies, Between the Lines, 1989.

- WACKER F., "Assimilation and Cultural Pluralism in American Social Thought", Phylon, vol. 30, no 4, 1979.
- WALDINGER R. "Immigrant Enterprise. A Critique and Reformulation", Theory and Society, vol. 15, 1986.
- WALLERSTEIN E., "La construction des peuples: racisme, nationalisme, ethnicité", in Balibar E., Wallerstein I. (dir.), Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- WARBURTON R., Towards a Synthesis of Theory on Ethnic Relations in Canada, University of Victoria, Department of Sociology, 1989, ronéoté.
- WEINFELD M., "The Ethnic sub-economy: Explication and Analysis of a Case Study of the Jews of Montreal", Working Papers in Migration and Ethnicity, Department of Sociology, McGill University, sans date.
- WEINFELD M., "Myth and Reality in the Canadian Mosaic: "Affective Ethnicity", Canadian Ethnic Studies, vol.13, no 3, 1981.
- WEINFELD M., "The Jews in Montreal", in Brym R.J., Shaffir W., Weinfeld M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.
- WEINFELD M., "Le milieu juif contemporain du Québec, in Anctil P., Caldwell G., Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.
- WIEVIORKA M., L'espace du racisme, Paris, Seuil, 1991.
- WIEVIORKA M., La France raciste, Paris, Seuil, 1992.
- WIEVIORKA M. (dir.), Racisme et modernité, Paris, La Découverte, 1992.
- WIEVIORKA M., Ethnicity as Action, Conference on Ethnic Mobilisation in Europe in the 1990s, University of Warwick, Center for Research in Ethnic Relations, April 1992.
- WIRTH L., The Ghetto, Paris, Presses universitaires de France, 1980.
- YANCEY W.L., ERICKSEN E.P., JULIANI R.N., "Emergent Ethnicity: a Review and Reformulation", American Sociological Review, vol. 41, no 3, 1976.
- YINGER J.M., "Intersecting Strands in the Theorisation of Race and Ethnic Relations", in Rex J., Mason D. (eds), Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- YINGER J.M., "Toward a Theory of Assimilation and Dissimilation", Ethnic and Racial Studies, vol. 4, no 3, 1981.
- YUVAL-DAVIS N., "Nationalism and Racism", in Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.



ZUCCHI J.E., Italians in Toronto. Development of a National Identity, Toronto, McGill Queen's University Press, 1988.

